

Rapport annuel 2007 de l'Internationale de l'Education

L'année 2007 a été une étape importante dans le développement de l'Internationale de l'Education : le nombre de nos membres est passé à 30 millions et notre 5ème Congrès mondial a été le plus réussi à ce jour.

Cette année, en revanche, a été synonyme de défis énormes pour les syndicalistes enseignants. À mi-chemin de l'échéance de 2015 pour les Objectifs du Millénaire pour le développement et l'Education pour tous, beaucoup de progrès ont été réalisés, mais il reste encore beaucoup à faire. La protection et l'éducation de la petite enfance, l'enseignement primaire obligatoire et gratuit, l'acquisition des compétences utiles dans la vie courante par les jeunes, une plus grande alphabétisation des adultes, l'égalité des sexes : tous ces objectifs ne sont pas encore atteints.

Partout dans le monde, les membres de l'IE se sont battus pour améliorer la qualité de l'enseignement public, à la fois pour eux et pour leurs élèves. Mais au vu des inégalités économiques croissantes à l'échelle mondiale, les pressions sociales ont augmenté dans de nombreuses régions. Le principe de l'accès universel à des services publics de qualité, notamment l'éducation, a été plus fortement menacé. Les enseignants et autres syndicalistes ont réagi avec énergie et détermination, mais ont du, ce faisant, faire face à des risques croissants.

Des exigences en matière de conditions d'enseignement et d'apprentissage décentes, de salaires, de ressources d'apprentissages suffisantes, de règles de droit social justes : tels ont été notamment les facteurs qui ont poussé les enseignants à la grève dans des pays comme la Grèce, l'Angola, l'Argentine, le Sénégal, le Pérou, la République Démocratique du Congo, la Bulgarie, l'Afrique du Sud et la France.

Répression et injustice ont été à l'origine de manifestations d'enseignants en Iran, en Indonésie, au Mexique, au Népal et en Birmanie. Et dans de nombreuses régions du monde, des enseignants courageux ont payé le prix ultime pour leur activisme. En 2007, des syndicalistes enseignants ont été violentés, torturés et tués en Colombie, en Éthiopie, aux Philippines, en Thaïlande, au Cambodge, au Zimbabwe, au Mexique et en Argentine. Tout au long de l'année, comme toujours, l'IE s'est efforcée de défendre les droits fondamentaux des enseignants dans tous ces pays et de s'élever lorsque ces droits ont été violés. Le Baromètre de l'IE sur les droits humains et syndicaux, lancé lors du Congrès, fournit un guide officiel sur la situation dans chaque pays.

Étant donné l'activité importante qui a lieu dans chaque région, l'IE a œuvré pour le renforcement des liens entre le niveau mondial et le niveau local. La communication et l'information jouent évidemment un rôle fondamental dans cet effort. Grâce à notre portail Internet en constante expansion et à nos publications imprimées et électroniques, nous avons été en mesure de partager nos luttes et nos succès. La recherche a également joué un rôle clé en 2007, avec la fondation de l'Institut de Recherche de l'IE et un éventail plus large de publications et de projets concernant l'enquête PISA, les enfants immigrés et la pénurie d'enseignants en Afrique anglophone.

Notre rôle dirigeant au sein du Conseil des syndicats mondiaux (Council of Global Unions) a renforcé notre solidarité avec le mouvement syndical international. Notre partenariat et notre plaidoyer commun avec d'autres organismes internationaux comme l'UNESCO, l'OIT, l'OCDE et la Banque mondiale se sont également poursuivis. Notre travail pour la solidarité et la coopération au développement s'est accru et inclut désormais près de 200 projets dans 90 pays. Ce travail nous

remémore que nous sommes tous foncièrement liés en tant qu'enseignants en classe, militants au sein de communautés, dirigeants de nos syndicats et citoyens de ce monde en pleine globalisation.

Et ce sentiment de lien était sans aucun doute présent lors du 5ème Congrès mondial. Au cours de la première moitié de l'année, le personnel de l'IE et ses dirigeants ont uni leurs forces afin d'être prêts pour le Congrès, qui a eu lieu à l'Estrel Convention Centre de Berlin du 22 au 28 juillet. L'événement avait pour thème : Enseignants – S'unir pour une éducation de qualité et une justice sociale. Il a attiré plus de 1 700 syndicalistes enseignants venus des quatre coins du monde.

L'ordre du jour du Congrès était assorti d'un vaste programme politique et de débats animés sur les questions clés qui touchent les enseignants et les apprenants partout dans le monde. Entre autres, des résolutions ont été adoptées concernant l'enseignement et la formation professionnels, la place du religieux à l'école, l'éducation en milieu pénitentiaire et les personnels de direction et d'encadrement. Le Congrès a traité des questions plus larges de la diversité culturelle, de la paix et de la fin de la violence, de la dimension de genre et de l'égalité de rémunération, ainsi que de la migration internationale.

Les délégués ont adopté des résolutions condamnant la violation des droits syndicaux en Éthiopie, défendant les enseignants colombiens persécutés pour leurs activités syndicales et témoignant de leur solidarité à l'égard des travailleurs irakiens. Ils ont également adopté plusieurs résolutions urgentes sur la situation à Oaxaca, au Mexique, ainsi qu'aux Philippines et au Pérou.

Les participants ont unanimement reconnu que ce Congrès fut de loin le plus réussi de l'IE. Ils ont rejoint leurs pays avec en tête des souvenirs chaleureux de solidarité entre vieux amis et collègues et reconnaissants pour cette occasion d'en rencontrer de nouveaux.

Le travail associé à la mise en œuvre des résolutions du Congrès est énorme, et notre Bureau exécutif, notre administration et notre personnel s'y sont préparés avec beaucoup de zèle et de détermination. À la fin de l'année, des actions concrètes avaient été entreprises sur plusieurs questions, notamment une nouvelle coopération sur l'effort d'élimination du travail des enfants, une nouvelle initiative pour soutenir les enseignants séropositifs, un nouveau réseau sur l'égalité entre les sexes en Amérique latine et de nouveaux contacts au Moyen Orient et en Asie Centrale. Un nouveau projet en ex-Yougoslavie a également été lancé en novembre.

Les progrès devraient se poursuivre rapidement en 2008, à mesure que nous continuons d'accroître la force et la portée de l'impact positif de l'Internationale de l'Éducation sur la scène éducative mondiale.

Fred van Leeuwen

Objectif 1 : Une éducation de qualité pour tous

Atteindre le droit fondamental à une éducation de qualité pour tous, sans aucune discrimination, grâce à l'établissement, la protection et la promotion de systèmes éducatifs réglementés et financés publiquement qui offriraient l'égalité des chances au niveau de l'enseignement.

1.1. Le combat pour réaliser l'Education pour Tous

En 2007, l'Internationale de l'Education a continué de défendre vigoureusement le droit à une éducation de qualité pour chaque enfant, adolescent et adulte dans le monde. Cette année a été celle d'un sentiment d'urgence accru, car nous sommes désormais à mi-chemin de l'échéance de 2015 pour les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et pour les six points à l'ordre du jour de l'Education pour Tous (EPT). Ceux-ci sont :

- Développer la protection et l'éducation de la petite enfance
- Offrir à tous les enfants un enseignement primaire gratuit et obligatoire
- Promouvoir l'apprentissage des jeunes et des adultes et leur donner les compétences nécessaires dans la vie courante
- Accroître de 50 % le taux d'alphabétisation des adultes
- Réaliser la parité entre les sexes d'ici 2005 et l'égalité entre les sexes d'ici 2015
- Améliorer la qualité de l'éducation

Les militants et le personnel de l'IE dans chaque région ont continué à œuvrer énergiquement pour faire avancer les OMD et atteindre les objectifs de l'Education pour tous. Il est tout simplement impossible de rendre compte de toutes les activités entreprises, mais les rapports ci-dessous donnent une idée de l'étendue du travail effectué et de l'ampleur de la tâche qui reste à accomplir.

Afrique

Avec la déclaration de l'Education pour Tous, certains pays d'Afrique ont lutté pour répondre à une demande croissante en matière d'enseignement primaire. Dans certains d'entre eux, le nombre d'inscriptions a doublé, voire triplé. Les conséquences à tirer de ces augmentations massives des inscriptions sont apparues encore plus urgentes avec l'arrivée aux portes des écoles secondaires de millions d'élèves parvenus au terme de l'enseignement primaire.

Les « réformes de l'enseignement secondaire en Afrique » ont fourni le thème d'une conférence organisée du 1er au 4 avril par le gouvernement du **Ghana** et la Banque mondiale en coopération avec l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), et financée par le gouvernement de Norvège. Elle a rassemblé des représentants de l'IE, ainsi que des ministres et ministres délégués en charge de l'éducation venant de tout le continent, des ONG, des partenaires au développement et des organisations de la société civile, dans le but de tracer des orientations pour une réforme de l'enseignement secondaire.

Le débat s'est plus particulièrement porté sur la manière d'étendre et dans le même temps d'améliorer l'enseignement secondaire sur le continent. Les ministres n'ont pas apprécié les signaux politiques mitigés qu'ils ont reçus de la part de la Banque mondiale. Ils ont donc exigé une approche sectorielle globale dans la réalisation des réformes, afin que tous les secteurs du système éducatif soient abordés en même temps.

Les responsables des politiques de l'éducation devraient envisager les réformes de l'enseignement secondaire conjointement avec l'enseignement professionnel et technique. L'élargissement et l'amélioration de l'enseignement secondaire exigeraient des ressources supplémentaires, notamment en matière de locaux ainsi que de manuels scolaires et de formation des enseignants. Des questions telles que celles de l'enseignement de plusieurs niveaux à la fois, des systèmes de roulement et des écoles mobiles ont été soulevées. L'enseignement à distance a été suggéré comme solution temporaire à la pénurie d'enseignants qualifiés.

Il est apparu évident que le statut des enseignants africains devait être amélioré. Les ministres ont convenu qu'il y avait un lien direct entre le moral des enseignants et la motivation des élèves. Selon Mme Pando, Ministre sud-africaine de l'Éducation, « si nous payons les enseignants avec des cacahuètes, nous aurons des singes en retour ». Elle s'est dite peinée par l'exode des professeurs de sciences sud-africains vers la Nouvelle Zélande, le Royaume-Uni et l'Australie à cause des salaires relativement bas.

Les représentants de la société civile ont insisté sur la nécessité de partenariats solides et du respect des opinions de chacun. L'éducation inclusive a également été présentée comme une étape importante vers la réalisation de l'Éducation pour Tous. Parmi les autres recommandations figuraient la nécessité évidente de développer l'enseignement secondaire, des programmes scolaires pertinents, l'utilisation des langues nationales dans les écoles, le maintien des formateurs d'enseignants, l'amélioration du statut et du profil des enseignants, la prise en considération par les pays d'alternatives en vue de former leurs enseignants en nombre suffisant pour répondre à la demande, ainsi qu'une demande faite aux donateurs de fournir en temps utiles les fonds nécessaires aux programmes.

L'IE a également participé à la Consultation collective des ONG sur l'EPT organisée par l'UNESCO à Dakar, au **Sénégal**, du 3 au 5 septembre. L'objectif principal de la réunion était d'évaluer la participation de la société civile au dialogue politique sur l'éducation et au processus de l'EPT depuis 2000. À travers ses différents représentants, l'IE y a joué un rôle important qui améliorera sa visibilité en Afrique.

Le forum régional « Education pour tous – Dakar + 7 » a été organisé par le bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique (BREDA), les 13 et 14 septembre à Bamako, au **Mali**. Son but était de faire le point à mi-parcours sur la mise en œuvre du cadre d'action de Dakar, mais avec une attention particulière sur l'éducation post-primaire et les mécanismes de coordination de l'EPT. Il s'agissait d'évaluer les progrès et de reconsidérer les défis du développement des systèmes éducatifs en Afrique, afin de suggérer des pistes pour l'avenir.

La conférence a rassemblé environ 180 participants, dont des représentants de l'IE, des coordinateurs de l'EPT, des groupes partenaires, la société civile et des experts nationaux et internationaux, tous à la recherche de moyens concrets d'accélérer le processus vers une Éducation pour Tous, dans le respect du principe de l'éducation en tant que droit humain.

Le rapport a révélé un affaiblissement des mécanismes initiaux d'élaboration, de coordination et d'évaluation de l'EPT, des progrès dans la coordination des donateurs et l'harmonisation du soutien

international. Un ralentissement a également été constaté dans la mise en œuvre par l'UNESCO de sa stratégie de soutien pour les dispositifs et outils de l'EPT ainsi qu'une exploitation insuffisante de la contribution potentielle de la société civile. Il a été déclaré que :

- L'éducation est un droit élémentaire et public. Mais, pour qu'il devienne une réalité, il faut prendre en compte le contexte économique et financier des pays, et rester cependant attentif à la qualité de la formation des enseignants ;
- Le rapport Dakar +7 présente un examen à mi-parcours, sur la base de données récentes, du cadre d'action de Dakar. Il a été décidé de ne pas effectuer d'examen systématique des six objectifs de l'EPT, mais de mettre l'accent sur le post-primaire. Pour l'avenir, il est nécessaire de reconsidérer la procédure et les modalités d'élaboration du rapport, et de prendre en compte les ressources économiques, financières et humaines des pays ;
- L'Union africaine a pris la décision de constituer un observatoire de l'éducation. Dans ce contexte, la relation entre l'observatoire et la plate-forme de compétences mise en place par le BREDA doit être définie ;
- Des efforts devraient être fournis afin de renforcer ou de mettre en place des mécanismes de coordination en soutenant ceux qui semblent prometteurs. Il est également important de renouveler les mécanismes de coordination nationale de l'EPT et de les relier solidement aux réalités sous-régionales et régionales grâce à un agenda de suivi régional de l'EPT ;
- Les efforts de coordination doivent aller au-delà des trois forces principales qui sont : les gouvernements, les partenaires techniques et financiers (PTF) et les organisations de la société civile, afin d'intégrer d'autres composantes de la société ;
- Au niveau régional et sous-régional, il est important d'inclure le renforcement des mécanismes de coordination dans le cadre de la deuxième décennie de l'éducation en Afrique, dans la perspective d'un agenda général, et de clarifier la question du leadership ; et ;
- Le défi concernant la qualité reste une question majeure et devrait mobiliser les efforts à l'avenir. Un meilleur pilotage en termes de qualité et une meilleure gestion au niveau local pourrait représenter un moyen d'améliorer le niveau d'apprentissage. Il est également important de systématiser les interventions autour des principaux facteurs de qualité révélés par différentes études, mais aussi d'élargir l'approche qualité à la dimension socio-affective et comportementale.

Amérique latine

Au **Guatemala**, comme dans d'autres pays en situation de post-conflits, l'Education pour Tous est un défi majeur. L'organisation STEG, affiliée de l'IE, a tenu une réunion du 9 au 11 juillet à Guatemala City avec pour objectif d'analyser la situation de la politique d'éducation et d'inclure des thèmes pédagogiques dans l'agenda du syndicat.

Une étude comparative a été menée entre les conclusions du Dialogue national pour la réforme de l'éducation et le Cadre général de transformation des programmes au niveau territorial, lequel résultait des dialogues qui ont eu lieu dans le cadre des Accords de paix et du document « Plan Visión de País » issu du projet de loi sur le cadre éducatif, reflétant la réforme néolibérale que le gouvernement souhaitait mettre en place.

La principale conclusion fut que la réforme de l'éducation, aujourd'hui en vigueur mais pas appliquée dans sa totalité, restait valable pour plusieurs raisons :

- a) la nature démocratique de sa préparation (tous les acteurs sociaux concernés ont participé aux Accords de paix) ;
- b) le contenu décidé communément reflétait la diversité culturelle du Guatemala ; et

c) les Conseils municipaux de l'éducation étaient des organes de participation démocratique aux processus décisionnels au niveau local.

Les objectifs convenus étaient donc les suivants :

- Disséminer les éléments de la réforme de l'éducation actuelle, qui découle des Accords de paix ;
- Encourager les débats en vue de valider la réforme de l'éducation résultant des Accords de paix ;
- Effectuer des diagnostics locaux afin de préparer les représentants des Conseils municipaux de l'éducation ; et
- Promouvoir la conformité des Conseils municipaux de l'éducation.

L'IE a également participé à une réunion les 4 et 5 décembre au **Panama**, avec des représentants des Fédérations syndicales mondiales au niveau local. L'objectif était de promouvoir la coordination régionale, à la fois au sein des structures des fédérations et parmi les différentes organisations au niveau national. La réunion a rassemblé non seulement l'Internationale de l'Education, mais aussi l'Internationale des services publics, la Fédération internationale des journalistes, le Réseau syndical international, l'Organisation régionale interaméricaine des travailleurs et l'Organisation internationale du travail.

Amérique du Nord – Caraïbes

Un atelier participatif s'est tenu en **Dominique** du 27 au 29 août, avec l'objectif d'analyser la situation de l'abandon scolaire. Le Bureau exécutif de l'Association dominicaine des enseignants (DAT) devait définir l'action à mener afin de maîtriser et d'améliorer la situation.

Après une analyse des causes et des conséquences de l'abandon scolaire, les membres du Bureau ont délibéré concernant les décisions à prendre pour faire face à ce problème. Il a été admis que les causes de l'abandon scolaire en Dominique comprenaient :

- La détérioration de l'éducation publique en raison des politiques mises en œuvre par le gouvernement, en association avec les politiques des institutions financières internationales.
- Le fait que l'éducation ait cessé d'être attractive pour une grande partie de la population, en raison de sa qualité médiocre.
- La qualité a également été mise en rapport avec la faible disponibilité d'enseignants qualifiés du fait de l'insistance des autorités à organiser un système d'évaluation punitif du personnel enseignant, du déclin de la profession enseignante et de l'absence de formation, entre autres facteurs ;
- L'insuffisance des salaires a forcé les professionnels de l'éducation à se tourner vers d'autres options de travail, qui les ont empêché de se concentrer exclusivement sur leurs fonctions en classe ; et
- Le problème de la pauvreté, qui amène les familles à recourir au travail informel et précaire afin de survivre. Cela implique que les enfants n'ont pas fait de l'école une priorité, mais ont dû abandonner leur scolarisation pour aller grossir les rangs des enfants qui travaillent.

L'Association a entrepris de continuer à analyser le problème de l'abandon scolaire et à promouvoir une gestion proactive afin d'attirer l'attention des autorités de l'éducation sur ce problème.

Asie-Pacifique

En **Inde**, la Fédération des enseignants primaires d'Inde (AIPTF), en coopération avec le Syndicat australien de l'éducation (AEU), mène actuellement un programme Education pour Tous visant à augmenter les inscriptions et à réduire l'abandon scolaire dans la région rurale de l'Uttar Pradesh. En 2007, trois études ont été menées, des milliers de supports audio/vidéo ont été créés, cinq sessions de formation ont eu lieu et trois rassemblements ont été organisés, avec des conférences de presse s'y rapportant.

Des recommandations politiques émanant du programme ont été présentées au gouvernement de l'état, particulièrement axées sur l'augmentation du nombre d'enseignants qualifiés dans la région. Le programme est parvenu à atteindre un taux de 100 % d'inscription dans les 42 écoles visées mais, malgré le programme et les interventions de l'Uttar Pradesh Prathamik Shikshak Sangh (l'Association des enseignants du primaire de l'Uttar Pradesh), un maintien à 100 % n'a pas été atteint.

La coopération proposée en faveur de l'Education pour Tous pour la période 2007-2009 entre l'AEU et l'AIPTF/UPPSS vise à sensibiliser les enseignants, les étudiants et la communauté, en mettant l'accent sur les mesures à prendre afin de faire face aux obstacles sur la voie d'un taux d'inscription et de maintien de 100 %, ainsi que sur les moyens de pression sur le gouvernement afin qu'il recrute des enseignants qualifiés pour des postes permanents dans 192 écoles. Un certain nombre d'études, de formations, de réunions de sensibilisation et de conférences de presse sont prévues.

Après l'organisation de deux ateliers nationaux sur l'Education pour tous aux Philippines du 21 au 23 juin et du 20 au 22 septembre, les affiliés philippins de l'IE (l'ACT, le TF VIII-FFW, le SMP-NATOW et le TOPPS) œuvrent à présent conjointement dans leur engagement pour la réalisation de l'Education pour Tous dans leur pays. Les affiliés de l'IE ont créé le « Mouvement pour l'Education pour Tous », une alliance étendue qui comprend d'autres organisations enseignantes, des étudiants, des parents et des dirigeants de communautés, afin de faire campagne pour une éducation de qualité pour tous, en faisant pression sur le gouvernement philippin pour qu'il remplisse ses engagements en la matière. Un certain nombre d'activités a été organisé, notamment le lancement du Mouvement pour l'EPT le 26 septembre, un rassemblement lors de la Journée mondiale des enseignants et des actions en relation avec les délibérations du Congrès sur le budget national.

L'IE Asie-Pacifique a également organisé un atelier national sur la réduction de l'abandon scolaire et du nombre d'enfants non scolarisés dans l'éducation de base, et sur la réalisation de l'EPT d'ici 2015. L'atelier s'est tenu à Manille du 21 au 23 juin et a rassemblé des représentants du département de l'éducation, des ONG et des dirigeants de haut niveau des quatre affiliés philippins de l'IE. Les temps forts de l'activité étaient, entre autres :

- Une analyse nationale des causes sous-jacentes de l'abandon scolaire et de la déscolarisation des enfants ;
- Une analyse des actions entreprises jusqu'à présent pour faire face au problème ;
- Une planification des actions futures ; et
- Le développement d'outils ou d'indicateurs pour contrôler la conformité des gouvernements avec les instruments nationaux et internationaux destinés à l'EPT.

L'Education pour Tous concerne les personnes handicapées

Au mois de mars, les membres de KTU/**Corée** et la Coalition pour les droits à l'éducation des personnes handicapées (CDPER) ont organisé une grève d'occupation de deux semaines dans les locaux du quartier général du Comité national pour les droits de l'homme afin de réclamer une loi à l'Assemblée nationale en faveur des droits des personnes handicapées dans le domaine de l'éducation. En Corée du Sud, près de 50 % des adultes handicapés n'ont bénéficié d'aucune forme d'enseignement au-delà du niveau primaire. Cette action de plaidoyer a abouti à l'adoption d'une

nouvelle loi pour l'éducation des handicapés. Le KTU et la CDPER attendent à présent des moyens et des enseignants en suffisance, ainsi que le prévoit la nouvelle loi.

Europe

L'IE a participé à une réunion du Groupe de travail sur l'EPT qui s'est tenue au siège de l'UNESCO à Paris, en **France**, du 14 au 16 novembre. Le Groupe de travail s'est concentré sur trois thèmes principaux : l'équité, la qualité et le financement.

L'IE était également présente à la Conférence générale de l'UNESCO, prenant la parole en séance plénière et au sein de plusieurs commissions et réunions.

Le Secrétaire général était à la tête d'une délégation lors d'une rencontre avec le nouveau Directeur général adjoint de l'UNESCO pour l'éducation, Nick Burnett. Ce fut l'occasion de présenter les résultats du Congrès de Berlin et, pour l'UNESCO, de partager les résultats de sa dernière Conférence générale. Un renforcement de la coopération entre les organisations a été décidé, éventuellement à travers un protocole d'accord. Les principales questions à examiner sont : L'EPT, le statut et la formation des enseignants, la formation professionnelle et l'enseignement supérieur, en vue de la prochaine Conférence internationale qui sera organisée par l'UNESCO en juillet 2009.

1.2. La lutte contre le travail des enfants

En 2007, l'Internationale de l'Education a renforcé ses actions liées aux questions du travail des enfants dans le monde, ainsi que ses partenariats, et a fait entendre la voix des syndicats enseignants dans le débat sur le travail des enfants et l'éducation. L'IE a réactivé ses réseaux et renforcé sa collaboration avec des partenaires clés afin de faire face au problème du travail des enfants, en particulier avec les Fédérations syndicales internationales, l'Organisation internationale du travail, et plus précisément avec le Programme international de l'OIT pour l'abolition du travail des enfants (IPEC) et le Département ACTRAV (Activités des Travailleurs), ainsi que le Groupe de travail mondial sur le travail des enfants, qui est en lien étroit avec la campagne Education pour Tous.

L'IE a attiré l'attention sur le sort des enfants travailleurs en publiant des articles sur la question dans son magazine phare *Mondes de l'Education* et en mettant régulièrement à jour la partie de son site web consacrée au travail des enfants.

L'IE a également élaboré une brochure intitulée *Le travail des enfants : l'éducation de qualité comme véritable alternative*. Elle traite du rôle important de l'éducation dans l'élimination du travail des enfants et esquisse certains moyens que détiennent l'IE et ses affiliés pour combattre le travail des enfants et garantir l'éducation pour tous. La brochure est disponible en anglais, français, espagnol et allemand.

Journée mondiale contre le travail des enfants

La Journée mondiale 2007 contre le travail des enfants s'est penchée plus particulièrement sur l'agriculture, le secteur qui rassemble la majorité des enfants travailleurs dans le monde. Elle a

donné à l'IE l'occasion de sensibiliser le public aux relations qui existent entre le travail des enfants et l'éducation en tant que solution, en particulier dans les zones rurales. La commémoration de la Journée mondiale a contribué à accroître le niveau de connaissances et la conscience des enseignants et de leurs syndicats à travers le monde quant aux questions liées au travail des enfants.

L'IE a travaillé en étroite collaboration avec l'OIT-IPEC afin d'élaborer une brochure intitulée : *La récolte du futur: une agriculture sans travail des enfants*. La brochure explique le problème du travail des enfants dans l'agriculture et présente les moyens dont disposent les enseignants pour contribuer à faire face à ce problème au sein de leurs syndicats, de leurs écoles et de leurs communautés. Cette brochure, publiée en anglais, français et espagnol, suggère également des activités à mettre en place dans les classes. L'IE a envoyé des exemplaires à tous ses affiliés et les a encouragés à utiliser la brochure pour marquer la Journée mondiale contre le travail des enfants le 12 juin 2007, et au-delà. De plus, un communiqué de presse est paru, des articles ont été consacrés à ce sujet sur le site web de l'IE et dans le bulletin d'information EPT/SIDA, et enfin des entretiens ont été proposés aux magazines des syndicats d'enseignants.

L'IE a réussi à obtenir le soutien du syndicat FNV/**Pays-Bas** pour le développement d'activités sur les questions du travail des enfants et de l'éducation. Suite à plusieurs réunions entre les deux organisations, l'IE a développé une proposition de projet sur la manière dont les enseignants et leurs syndicats peuvent contribuer à la lutte contre le travail des enfants. La proposition, présentée en décembre 2007, a été approuvée le même mois par le FNV, pour un montant s'élevant à 78 000 €. Ce projet est composé de deux éléments principaux : (1) l'analyse et l'examen des activités et actions antérieures sur le travail des enfants menées par les membres de l'IE dans quatre pays sélectionnés, et (2) la mise en œuvre d'activités dans le cadre de la campagne de sensibilisation lors de la Journée mondiale contre le travail des enfants. Il s'agit de la première étape d'un projet plus large englobant un ensemble plus complet d'actions et destiné à mettre en œuvre des projets nationaux. Ce projet sera mis en place au cours du premier semestre de l'année 2008.

Collaboration avec les Fédérations syndicales mondiales contre le travail des enfants

La collaboration de l'IE sur les questions du travail des enfants a été particulièrement active avec l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB) et l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie, de la restauration, du tabac et des branches connexes (UITA). Toutes deux ont été invitées à prendre la parole lors de sessions en sous-groupe sur le travail des enfants au Congrès mondial de l'IE, à Berlin, en **Allemagne**. Anita Normark, Secrétaire générale de l'IBB, et Svetlana Boicean de l'UITA ont toutes deux participé au Congrès.

En 2007, l'IE a organisé plusieurs réunions avec l'IBB afin de planifier une conférence internationale pour les militants en faveur des droits des enfants, qui aura lieu à New Delhi, en **Inde**, début 2008.

De même, l'IE est restée en contact étroit avec l'UITA afin d'organiser une conférence internationale destinée à partager les visions des fédérations syndicales mondiales sur la manière de faire face au phénomène du travail des enfants et d'établir une stratégie commune pour l'avenir.

Une industrie du chocolat sans travail des enfants

Le travail des enfants reste un problème important dans l'industrie du cacao. L'UITA a réussi à établir une fondation commune avec les entreprises les plus importantes du secteur cacaotier, afin de combattre et d'éradiquer le travail des enfants. Il s'agit de l'International Cocoa Initiative (ICI). L'IE est représentée au Conseil, de même que la CIS et l'OIT, ainsi qu'une grande organisation de consommateurs. La Vice-présidente de l'IE, Irene Duncan-Adanusa, a participé à une réunion spéciale du Conseil de l'ICI à Accra et Elmina, au **Ghana**, au mois d'octobre. Elle a accompagné les membres du Conseil à des visites de terrain, au cours desquelles ils ont pu constater la réalité du travail des enfants dans les plantations. La construction d'écoles dans les communautés rurales fera partie intégrante des programmes de l'ICI. La coopération avec le gouvernement contribuera à garantir que ces écoles disposent de personnel enseignant qualifié. Le programme ICI est en cours d'extension au Sénégal et il est prévu de l'étendre également au Brésil et à l'Indonésie.

Collaboration avec l'IPEC et l'ACTRAV

Dans le cadre de notre partenariat avec l'IPEC, un représentant de l'IE, un représentant de l'AIPTF/**Inde** et un autre du GNAT/**Ghana** ont participé à un atelier international de renforcement des capacités et de formation sur le travail des enfants et l'éducation, du 5 au 9 novembre au Centre international de formation de l'OIT à Turin, en **Italie**.

L'objectif principal de l'atelier était d'approfondir la compréhension du travail des enfants et de l'éducation et de permettre aux représentants de l'IE d'assurer un rôle d'expert. Il a fourni une excellente occasion d'élever le profil de l'IE, d'articuler sa stratégie, son approche et ses priorités, et d'attirer l'attention sur le travail des affiliés de l'IE dans ce domaine.

L'IE a également participé à l'« Atelier interrégional ACTRAV-IPEC pour les organisations de travailleurs sur le dialogue social et le travail des enfants », du 26 au 30 novembre, de nouveau à Turin, en **Italie**.

Cet atelier avait pour but de former des personnes de référence sur le travail des enfants pour les organisations nationales de travailleurs ; de développer un réseau syndical mondial entre ces personnes de référence ; de développer des plans d'action nationaux pour l'élimination du travail des enfants ; d'identifier les problèmes clés pour l'élimination du travail des enfants et de comprendre l'importance centrale des organisations de travailleurs dans cette lutte ; de faciliter le partage des expériences et de l'information ; de développer des stratégies et des approches qui tirent profit du rôle des organisations de travailleurs tout en élargissant celui-ci dans la lutte contre le travail des enfants.

Groupe de travail mondial sur le travail des enfants et l'Education pour tous

Suite à la réunion de haut niveau qui s'est tenue à Pékin en novembre 2005, l'IE a été invitée à rejoindre le Groupe de travail mondial sur le travail des enfants et l'éducation pour tous. Les membres du groupe de travail mondial (GTM) sont : l'OIT, l'UNESCO, l'UNICEF, le PNUD, la Banque mondiale et la Marche mondiale contre le travail des enfants. Le GTM cherche à mobiliser la volonté et l'impulsion politiques vers une généralisation de la question du travail des enfants dans les cadres politiques nationaux et internationaux contribuant aux objectifs de l'Education pour Tous.

Au cours de l'année 2007, le GTM a organisé deux réunions : le 23 mai à Bonn, en **Allemagne**, et le 13 novembre à Paris, **France**. Les principaux résultats des réunions furent :

- les rapports des gouvernements de Norvège et du Brésil ;

- l'initiative commune sur le travail des enfants et l'éducation ;
- des supports de formation destinés aux programmes de terrain ;
- le Groupe de travail sur l'Education pour Tous : trois thèmes principaux, équité et inclusion, qualité et financement, et possibilité de soulever les questions liées au travail des enfants et à l'éducation pour tous ;
- la généralisation des questions d'équité dans les plans du secteur éducatif, suite à la session commune avec l'UNGEI, grâce au développement d'une liste de contrôle commune de points à examiner par les gouvernements dans le développement de plans pour le secteur de l'éducation ;
- un agenda de recherche sur le travail des enfants et l'éducation dans le cadre du projet Understanding Children's Work (UCW) ;
- une activité au niveau national sur le travail des enfants et l'éducation (Mali et Zambie) ; et
- des publications : bulletins GTM et « Atteindre les exclus : notre défi commun ».

L'IE a également participé à une réunion d'acteurs impliqués dans la lutte contre le travail domestique des enfants, organisée par Human Rights Watch et Anti-Slavery en février à Londres, au **Royaume-Uni**, et à une table ronde organisée par Europe External Policy Advisors (EEPA) et la Coalition « Stop Child Labour » (Stop au travail des enfants) en novembre à Bruxelles, en **Belgique**.

Coopération Sud-Sud dans la lutte contre le travail des enfants

Une visite du syndicat enseignant albanais FSASH et de l'organisation indienne MV Foundation auprès des syndicats enseignants d'Amérique Centrale a marqué un nouveau commencement pour la coopération sud-sud. Pour la première fois, des syndicats enseignants et des organisations de la société civile d'Europe, d'Amérique latine et d'Asie se sont rassemblés pour partager leurs expériences sur la manière dont ils luttent contre le travail des enfants dans leurs pays respectifs. Cette visite a non seulement été l'occasion d'échanger des informations, mais également de traiter des questions spécifiques de contexte liées au travail des enfants et à l'inscription scolaire. Des approches et des stratégies fructueuses pour l'inscription et le maintien des enfants travailleurs à l'école au sein d'une éducation officielle et à plein temps et le rôle spécifique des syndicats enseignants pour empêcher et éradiquer le travail des enfants ont été au centre de la discussion.

Stavri Liko du FSASH a rencontré les syndicats enseignants du Honduras (COLPROSUMAH, PRICMAH, COPRUM, COPEM et COLPEDAGOGOS) et du Nicaragua (ANDEN), ainsi que d'autres organisations impliquées dans la lutte contre le travail des enfants dans cette région (Compartir, Cidenic et Cenidh). Les débats ont été fructueux et les participants ont beaucoup appris sur les succès de collègues enseignants d'autres pays face à des défis similaires. La mission d'échange des expériences est une activité qui fait suite à la conférence régionale de l'année dernière « Out of Work into School ». Cette dernière a été organisée par la campagne « Stop au travail des enfants : l'école est le meilleur endroit pour travailler », en coopération avec Compartir du Honduras. Lors de cet événement, plus de 80 organisations ont signé la Déclaration du Honduras qui reflète un engagement à œuvrer pour l'élimination totale du travail des enfants et pour l'établissement de l'éducation pour tous.

Une expérience similaire de coopération Sud-Sud sur le travail des enfants est prévue pour 2008 dans la région africaine.

Travail primé contre le travail des enfants en Albanie

L'IE a coordonné la participation de son organisation membre FSASH-TUFESA/**Albanie** à la « Nederlandse Onderwijs Tentoonstelling » (NOT – Exposition de l'enseignement aux Pays-Bas) du 23 au 27 janvier à Utrecht, aux **Pays-Bas**. L'IE et FSASH-TUFESA/Albanie ont développé ensemble une proposition de projet sur la contribution des syndicats enseignants albanais à l'éducation pour tous. Le projet ainsi qu'une exposition de photos ont été présentés aux Prix de l'Éducation NOT et se sont vus récompensés d'un prix de 17 750 €. Cette récompense reconnaît les efforts des syndicats enseignants albanais pour faire face au problème du travail des enfants et fournit un soutien pour continuer à travailler dans cette voie.

Le principal objectif de ce projet était la prévention du travail des enfants dans les zones rurales, par le maintien des enfants à l'école. Le projet a bénéficié directement à 130 enfants âgés de 10 à 15 ans, à leurs familles et communautés, ainsi qu'à 68 enseignants et dirigeants de syndicats enseignants. De plus, plus de 4000 étudiants et 200 enseignants et membres de syndicats ont bénéficié indirectement du projet. L'initiative a identifié des enfants risquant de devenir des enfants travailleurs ; a sensibilisé le public à l'importance de la promotion de l'éducation pour tous et de la prévention du travail des enfants, ainsi que du renforcement du rôle des enseignants et de leurs syndicats dans l'élimination progressive du travail des enfants. Une approche axée sur le genre a été suivie, accordant une attention particulière à la situation des filles et les encourageant à aller à l'école et à achever leur éducation. Le projet cherchait également à intégrer des enfants issus de groupes ethniques minoritaires dans le système éducatif.

Congrès mondial de l'IE

Le Congrès mondial de l'IE fut une excellente occasion de mettre l'accent sur le travail des enfants. Deux sessions en sous-groupes ont été consacrées à ce thème.

L'une avait pour but de sensibiliser et mobiliser les membres dans la lutte contre le travail des enfants, de présenter celui-ci comme un problème mondial et de montrer comment les Fédérations syndicales internationales et les organisations membres apportent leur aide à cette cause, et ce qu'elles peuvent faire de plus dans ce domaine. L'intervenant principal fut Geir Myrstad de l'OIT-IPEC et les invités étaient : Anita Normark de l'IBB, Svetlana Boincean, spécialiste de la question des travailleurs migrants pour l'UITA et Andre Dumont, Secrétaire international du syndicat enseignant néerlandais AOb.

L'autre session a donné aux participants un aperçu de la situation concernant le travail des enfants et a analysé le potentiel des enseignants à contribuer à l'élimination du travail des enfants en se concentrant sur la prévention par une éducation de qualité. Elle a également donné des exemples concrets de syndicats qui s'impliquent activement dans la lutte contre le travail des enfants et a présenté un certain nombre de choix de politiques/thèses liées à l'éducation et au travail des enfants. L'intervenant principal fut à nouveau Geir Myrstad de l'OIT-IPEC. Parmi les invités se trouvaient : Juçara Dutra Vieira, membre du Bureau exécutif de l'IE pour le Brésil, Stavri Liko de FSASH, **Albanie**, et Helen Toth de l'AFT, **États-Unis**. Lok Yim Pheng, membre du Bureau exécutif de l'IE pour la Malaisie, présidait les deux sessions.

1.3 AGCS : la lutte contre la marchandisation de l'éducation

Les affiliés de l'IE du monde entier font part de leurs inquiétudes grandissantes au sujet des pressions intenses de la part des gouvernements et des entreprises pour la privatisation et la commercialisation de différents aspects de leurs systèmes éducatifs publics. L'Accord général sur le commerce des services crée une menace importante à l'encontre de la protection de l'éducation en tant que service public, plutôt que bien privé susceptible d'être acheté et vendu sur le marché international. Les implications pour l'équité et l'accès à l'éducation pour des millions d'enfants sont graves, et l'IE joue un rôle primordial en soulevant ces questions, en sensibilisant ses membres et le public aux conséquences éventuelles dans le cas où l'éducation publique devenait un produit en vertu d'accords commerciaux internationaux.

Au cours du Congrès mondial, l'IE a présenté un projet de rapport sur la privatisation cachée au sein de l'éducation publique, thème qui a été débattu pendant les sessions en sous-groupes. Pour plus d'informations sur cette étude, voir la partie consacrée à la Recherche dans ce rapport sous l'Objectif 5.

Amérique latine

« Renforcer et coordonner les syndicats régionaux en faveur d'une éducation publique de qualité et s'opposer à la commercialisation de l'éducation » a été le thème de la conférence régionale latino-américaine qui s'est tenue à Buenos Aires, en **Argentine**, du 4 au 6 mars.

Deux participants à la conférence ont présenté des documents sur les questions concernant l'éducation dans le contexte de pressions commerciales mondialisées. Hilda Sánchez a pris la parole au sujet des entreprises de services dans le cadre de l'OMC/AGCS et Juan Arancibia a traité de la recherche sur les projets éducatifs approuvés par la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement en Amérique latine de 1990 à nos jours.

La conférence a signalé l'importance de la poursuite de cette recherche et d'un travail d'analyse afin d'obtenir des données spécifiques pour s'opposer aux politiques des deux institutions financières internationales dans la détérioration de l'éducation publique en Amérique latine. Les délégués ont soutenu une déclaration exhortant à exclure l'éducation des négociations de l'AGCS.

Le commerce des services, ses conséquences sur l'éducation et une stratégie syndicale afin de faire face à l'Accord général sur le commerce des services en Amérique latine : tels ont été les principaux thèmes débattus lors d'un autre événement à San Jose, au **Costa Rica**, qui a eu lieu du 12 au 14 novembre.

Y ont participé les organisations suivantes : CTERA et CEA/**Argentine**, CNTE/**Brésil**, FECODE/**Colombie**, SEC et ANDE/**Costa Rica**, SITEK/**Curaçao**, ANDES 21 DE JUNIO/**Salvador**, STEG/**Guatemala**, CGTEN-ANDEN et FEPDES/**Nicaragua**, SUTEP/**Pérou**, ADP/ **République Dominicaine**, SINAFUN et FETRAENSEÑANZA/**Venezuela** et BCTF/**Canada**.

Les objectifs étaient de :

- déterminer la situation de l'éducation en relation avec les négociations de l'AGCS dans chaque pays de la région latino-américaine et faire le point sur ses conséquences actuelles et à venir ;
- identifier les négociations ne passant pas par le mécanisme de négociation de l'AGCS mais présupposant également une marchandisation et une commercialisation transnationales, telles que les accords de libre-échange et les lois sur la protection des investissements étrangers ; et
- définir une stratégie à mettre en œuvre dans chaque pays par chaque organisation de la région latino-américaine, en vue du suivi des accords et de leurs conséquences sur l'éducation. Cette stratégie renfermerait une position et un plan d'action pour lutter contre la commercialisation.

Les exposés et thèmes suivants ont été discutés au cours de la réunion de trois jours :

- Qu'est-ce que l'AGCS ? Exposé du Bureau de l'Internationale de l'éducation en Amérique latine.
- Le commerce des services et ses conséquences sur l'éducation : Une stratégie syndicale face à l'AGCS en Amérique latine : Exposé de Hilda Sánchez, Consultante auprès d'ORIT/CSI.
- Le statut actuel des négociations de l'AGCS : Exposé de représentants du Bureau mondial de l'AGCS.
- La position du gouvernement nicaraguayen sur le processus de mise en œuvre de l'AGCS et les progrès accomplis.
- Étude du statut et de la mise en œuvre actuels de l'AGCS et avis sur la question : Exposé d'Elie Jouen, Secrétaire général adjoint de l'IE.
- Définition d'une stratégie sur l'AGCS à mettre en œuvre dans chaque pays par chaque organisation d'éducation.
- Propositions pour un plan d'action régional.

Asie-Pacifique

Des recherches ont débuté au dernier trimestre dans le but d'étudier la portée et les conséquences pratiques des politiques de libéralisation, de marchandisation, de décentralisation et de commercialisation au sein des systèmes éducatifs publics en Malaisie, aux Philippines, en Inde, en Indonésie, au Bangladesh, en Australie, en Nouvelle Zélande et au Kirghizstan. Les conclusions de ces recherches seront diffusées auprès des organisations membres afin qu'elles servent à la défense de meilleures politiques nationales, en vue d'améliorer la qualité de l'éducation publique pour tous.

Europe

L'IE a participé à une réunion du groupe de travail des Fédérations syndicales internationales sur les normes de commerce, d'investissement, et de travail qui s'est tenue à Genève, en Suisse, du 7 au 9 mars. Ce fut l'occasion de mettre à jour, de partager et de débattre des dernières évolutions concernant les questions de négociations commerciales à l'Organisation mondiale du commerce.

Les thèmes principaux furent l'accès aux marchés des produits non agricoles, ou questions NAMA ; le rapport OIT/OMC sur le commerce et l'emploi ; et un débat approfondi sur les négociations bilatérales, notamment un projet de guide syndical. Au sujet des réactions des syndicats, plusieurs options ont été débattues, notamment celle de la grève.

Pascal Lamy, Directeur de l'OMC, a présenté son opinion et ses préoccupations concernant les évolutions futures.

L'IE a également organisé des réunions de lobbying à Genève et a rencontré Ulla Burchardt, Présidente du Comité d'évaluation du parlement allemand sur l'éducation, la recherche et la technologie.

L'IE a continué de publier son bulletin « CommercEducation » et finalisé de nouvelles fiches d'informations en relation avec l'AGCS et les ADPIC. L'IE a également élaboré un CD réunissant ce matériel pour le Congrès.

1.4 Coopération avec les groupes internationaux

Coopération avec l'UNESCO

Le bureau régional de l'IE a participé à une conférence consultative réunissant l'UNESCO et des organisations non-gouvernementales à Dakar, au **Sénégal**, du 3 au 5 septembre.

La conférence a attiré des participants du monde entier, notamment des représentants d'ONG, d'organisations confessionnelles et de la société civile, ainsi que des syndicats enseignants. La conférence a salué le rôle qu'a joué la société civile dans les domaines du plaidoyer et des campagnes pour une éducation de qualité, mais a regretté qu'elle n'ait bénéficié que de peu d'espace au niveau national.

Le communiqué final a exhorté les gouvernements nationaux à mener la mise en œuvre des programmes pour l'Education pour Tous de manière plus inclusive et transparente. Les ONG devraient être considérées comme des partenaires clés en ce sens. Sept ans après l'adoption du Cadre d'action de Dakar, il reste encore beaucoup à faire au niveau national, et les gouvernements ont été invités à adopter une approche ouverte dans la formulation des politiques d'éducation. Les donateurs, d'autre part, ne devraient pas être considérés comme les moteurs du processus. Les pays doivent en tenir eux-mêmes les rênes afin d'être aidés et/ou soutenus par les donateurs et autres agences.

Les participants ont sollicité l'UNESCO pour que l'organisation joue un rôle prépondérant dans le processus de l'Education pour Tous et pour qu'elle remette en question certaines politiques de la Banque mondiale par rapport à la formation des enseignants et à leurs plafonds salariaux, comme illustré par le cadre indicatif de la Procédure accélérée. La conférence s'est terminée par un appel à l'amélioration de la qualité dans la formation des enseignants et a appelé les gouvernements à ne pas institutionnaliser le recrutement d'enseignants non qualifiés. Des enseignants de qualité sont **INDISPENSABLES** à une éducation de qualité !

L'IE a participé aux différentes réunions du Comité de liaison des ONG et de la Conférence internationale des ONG en relation avec l'UNESCO, qui se sont tenues à Paris, en **France**, du 5 au 7 décembre. L'IE a été particulièrement active et visible, présidant les deux principales commissions et officiant comme rapporteur pour la session sur un éventuel code de conduite des

chercheurs. La conférence a élu un nouveau président, Bernard Loing, de l'ICDE, et un nouveau comité de liaison. Une résolution a été adoptée, donnant en particulier mandat au Comité de liaison de mobiliser l'ensemble des ONG pour les célébrations marquant le 60ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui aura lieu en 2008.

Plaidoyer auprès de la Banque mondiale

L'IE était présente lorsque la Banque mondiale, de concert avec le gouvernement kenyan, a organisé un atelier à Nairobi, au **Kenya**, sur le thème « Affaires d'enseignants ». Cet atelier a rassemblé des ministres de l'éducation, des commissions du personnel enseignant et des syndicats enseignants d'**Érythrée**, de **Gambie**, du **Kenya**, du **Lesotho**, de l'**Ouganda**, de **Zambie** et de **Zanzibar**.

Le séminaire s'est axé sur les thèmes suivants : l'offre et la demande en enseignants, le déploiement, le financement et l'ascension professionnelle des enseignants. La discussion s'est principalement axée sur le coût de l'éducation et sur l'impact du coût des enseignants sur le budget du secteur. Le débat a également permis d'analyser les études nationales présentées sur les différents thèmes.

Les participants syndicaux ont remis en question certaines des conclusions du rapport de la Banque mondiale, même s'ils ont salué ce dernier. Des critiques ont été émises en particulier lorsque le rapport affirme que les salaires des enseignants, par exemple en Zambie (3000 dollars par an environ), étaient très élevés et représentaient 5 % du PIB par habitant. L'idée de réduire la durée de la formation des enseignants et de recruter des enseignants non qualifiés a été désapprouvée par les représentants syndicaux, qui ont invité la Banque mondiale à revoir sa position. Les syndicats ont affirmé la nécessité de professionnaliser l'enseignement en améliorant la qualité de la formation initiale et continue. La baisse du moral des enseignants, déclarent-ils, était due à plusieurs facteurs : la faible considération du public à leur égard, des salaires bas souvent versés en retard, du matériel scolaire insuffisant, des classes surpeuplées, le manque de collégialité...

L'IE a présenté une réponse solide à plusieurs de ces problèmes. Le plafond appliqué aux salaires des enseignants et au recrutement était inacceptable pour l'IE qui a appelé à un dialogue institutionnalisé entre les syndicats, les gouvernements et les autres acteurs afin de trouver des solutions aux problèmes d'un point de vue socio-économique plutôt que simplement économique. L'éducation est un bien public et sa disponibilité est un droit fondamental pour tous les citoyens. Nous avons besoin d'une éducation de qualité et seuls des enseignants de qualité et motivés répondant à des normes professionnelles élevées peuvent fournir cette éducation. L'étude menée par l'IE sur des thèmes similaires a également été évoquée.

La réunion s'est conclue sur un appel à l'attention de la Banque mondiale et des gouvernements nationaux à mener un programme de suivi au niveau national et à impliquer tous les acteurs avant que les conclusions deviennent des politiques.

En accord avec la Banque mondiale, l'Internationale de l'Éducation mène actuellement des missions de suivi/d'évaluation sur les recommandations de la conférence de Bamako, au **Mali**, au sujet des enseignants non titularisés, dans les 13 pays africains francophones qui ont participé à la conférence. Les délégations des missions sont composées de membres du personnel de l'IE à Bruxelles et Lomé, avec l'aide de M. Toussaint Tchitchi, consultant recruté spécialement afin de préparer le rapport de toutes les missions. L'idée générale est d'organiser le plus tôt possible, en

2008 au plus tard, une conférence générale d'évaluation qui rassemble les mêmes acteurs qu'à Bamako en 2004. Les objectifs de ces missions étaient entre autres de :

- rassembler des informations concernant le niveau minimum requis pour l'enseignement et les conditions de recrutement des enseignants non titulaires ;
- rassembler des informations sur le fait que les enseignants non titulaires reçoivent au moins une formation initiale de six mois et qu'il existe un plan de développement de la formation continue ; la délégation doit également garder à l'esprit différents soutiens pédagogiques pour le renforcement de la capacité ;
- s'assurer qu'il existe un contrat à long terme incluant un plan de carrière, des possibilités de qualification et de promotion, des garanties concernant la protection sociale, les droits et les devoirs ;
- garantir un versement régulier des salaires qui permettent de vivre décemment ;
- obtenir des informations sur la gestion de la coexistence de catégories différentes d'enseignants (harmonisation du recrutement et de la formation initiale et continue) ;
- s'assurer qu'il existe une structure et une réglementation de la planification stratégique de l'évolution des enseignants non titulaires vers une intégration dans un cadre statutaire stable ;
- obtenir des informations sur la manière dont le dialogue social doit être mené et sur la coopération entre les différents acteurs, afin de réglementer les actions de formation et d'améliorer les conditions de vie des enseignants en mettant en commun les ressources disponibles.

Des visites dans les pays francophones suivants ont été organisées : **Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo**. Dans chaque pays, la délégation de l'IE a rencontré des représentants du ministère de l'éducation, des organisations enseignantes, des associations de parents d'élèves, des organisations partenaires telles que les Nations unies, la Banque mondiale, l'UNICEF, l'Agence française pour le développement et la Coopération Française.

Une observation générale ressort pour chaque pays visité : les enseignants bénévoles ont toujours un statut précaire. Les dirigeants ne font que des déclarations politiques, sans volonté réelle d'agir. De plus, l'hypocrisie de la communauté internationale à l'égard de la situation est frappante.

1.5 Plaidoyer en faveur de l'éducation pour tous au cours de la Semaine mondiale d'action

L'IE a été l'un des créateurs de la Campagne mondiale pour l'éducation (CME) et continue d'y jouer un rôle important. Aujourd'hui basée à Johannesburg, en Afrique du Sud, la CME est devenue une organisation internationale dynamique qui coordonne les efforts et l'enthousiasme de millions d'enseignants, d'étudiants, de parents et de militants dans le monde entier.

Sous le slogan « l'éducation en tant que droit humain », la Semaine mondiale d'action 2007 a eu lieu du 23 au 29 avril. Presque 60 ans se sont écoulés depuis que la communauté internationale s'est accordée sur les nobles principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais pour plus de 80 millions d'enfants dans le monde, le droit à l'éducation demeure uniquement un principe.

Cette année, des efforts ont été effectués pour attirer l'attention sur les objectifs de la Campagne mondiale pour l'éducation avant et après la Semaine mondiale d'action elle-même. C'est pourquoi deux événements ont été organisés, l'un en janvier, l'autre en mai.

Le 30 janvier 2007, l'IE a co-organisé un événement avec ses partenaires de la CME afin de lancer la Semaine mondiale d'action au Parlement européen à Bruxelles. Des jeunes et des enseignants issus de 10 pays se sont rassemblés pour attirer l'attention sur les objectifs de l'Education pour Tous. L'événement était organisé par l'eurodéputée et ancienne enseignante Glenys Kinnock et des étudiants du Royaume-Uni, d'Allemagne, des Pays-Bas, du Danemark, d'Espagne, de France, d'Irlande, de Grèce, d'Argentine et du Sénégal y ont participé. Ils ont posé des questions à leurs représentants au Parlement européen, les exhortant à soutenir les droits à l'éducation des 80 millions d'enfants qui n'ont toujours pas accès à l'école. Ils les ont en particulier interrogés sur leurs intentions concernant les pressions menées en faveur d'augmentations globales de l'aide publique au développement (APD) jusqu'à 0,7 % du RNB.

Le 2 mai, une Conférence des donateurs sur l'éducation a eu lieu à Bruxelles. « Tenir nos promesses pour l'éducation » a été le thème de cette conférence organisée par la Commission européenne, la Banque mondiale et les Pays-Bas. La CME et l'IE l'ont considérée comme l'opportunité la plus importante depuis Dakar pour faire pression en faveur d'un financement plus important et plus efficace de l'éducation. Kailash Satyarthi, de la Marche mondiale contre le travail des enfants, a représenté la CME en donnant la parole à six enfants sur le droit à l'éducation. Les militants ont finalement été déçus par le résultat principal de l'événement (très peu de fonds supplémentaires ont été promis), mais ce dernier a été une bonne occasion d'attirer l'attention sur les objectifs de l'Education pour Tous après la Semaine mondiale d'action.

Avant la Semaine mondiale d'action, l'IE a débloqué des fonds et diffusé du matériel de campagne auprès de 58 syndicats dans 46 pays. Un nouveau site web a été créé dans les trois langues de l'IE. Un bulletin d'information mensuel a été publié à partir de janvier 2007, fournissant des informations sur la campagne, encourageant l'implication des membres et donnant des exemples pratiques des plans d'action développés par les syndicats dans différentes régions.

Par exemple, aux Pays-Bas, des étudiants et des enseignants ont été initiés à un nouveau jeu de société éducatif développé par des étudiants au sein d'un établissement de formation des enseignants à Rotterdam. Le jeu reproduit les obstacles rencontrés par les enfants des pays en développement en termes de travail des enfants, de santé et d'éducation.

Partout dans le monde, les syndicats affiliés à l'IE ont pris part à des coalitions nationales qui se sont rassemblées afin de prendre position concernant le droit de chacun d'aller à l'école. Dans un certain nombre de pays, des syndicats ont pris la direction de coalitions de la CME, comme ASTI/**Irlande**.

Un très large éventail d'activités ont été organisées : des pétitions aux gouvernements, des simulations de séances sur le droit légitime à l'éducation, des groupes de discussion dans lesquels les enfants ont instruit les législateurs au sujet du droit à l'éducation, des chaînes humaines de personnes se tenant la main et défendant leurs droits, la liste est longue. L'objectif était de montrer aux gouvernements les conséquences du manque de financement et de la négligence de leurs devoirs, et de leur rappeler que l'éducation n'est pas une faveur mais un droit qu'ils doivent faire respecter.

Ci-dessous se trouvent quelques exemples d'événements qui ont eu lieu durant la Semaine mondiale d'action et qui mettent en relief certains des problèmes auxquels l'éducation publique est confrontée

dans les pays en développement. Pour plus d'informations détaillées sur les activités de la semaine, consultez le rapport complet pour 2007 sur : www.ei-ie.org/globalactionweek/fr

En **Ethiopie**, l'Association des enseignants éthiopiens (ETA) a marqué la Semaine mondiale d'action à Dale Dembel, école primaire publique située à 25 Km au nord d'Addis-Abeba, afin de célébrer un exemple concret de coopération au développement entre l'ETA et le syndicat enseignant néerlandais AOb.

La communauté de Dale Dembel n'oubliera jamais le 27 avril car, pour la première fois, ils ont pu puiser de l'eau potable directement de la nouvelle pompe installée dans leur école. Tôt le matin, élèves, enseignants et parents des huit écoles environnantes se sont rendus à l'école de Dale Dembel, jouant des percussions tout en attendant les représentants officiels et les partenaires. Des représentants de l'IE, de l'ETA, de l'AOb et d'UNATU d'Ouganda étaient présents, ainsi que des représentants de l'administration régionale de l'éducation et du département de l'eau. Les élèves et les enseignants ont présenté un spectacle de poèmes, de folklore et de slogans sur les thèmes de l'éducation comme droit pour chaque enfant et de la solidarité internationale.

De nombreux discours ont été prononcés. Le directeur adjoint de l'école a retracé l'histoire du projet et remercié les différents partenaires : l'Association parents-enseignants pour leur aide dans la collecte de matériel, AOb pour son soutien financier, ETA pour son rôle mobilisateur. Le président du groupe des parents a exprimé ses remerciements pour cette solidarité internationale. Puis la Coordinatrice régionale en chef de l'IE, le Secrétaire général de l'ETA et le Secrétaire international de l'AOb ont tous exhorté le public à s'engager plus activement afin de garantir que tous les enfants, garçons et filles, aient accès à l'éducation et restent scolarisés.

Au **Libéria**, la coalition nationale pour l'Education pour Tous a axé son plaidoyer sur trois questions :

1. Annuler les frais scolaires pour les élèves de première afin de ne pas poser d'obstacle à leur inscription.
2. Mettre en œuvre une disposition du nouvel Education Act qui exige que tous les résidents libériens exerçant un emploi rémunéré (à l'exception des diplomates) payent une taxe à l'éducation de 10 dollars libériens par an, soit moins de 30 cents américains.
3. Améliorer le système de paiement des salaires des enseignants afin qu'ils n'aient pas à payer pour des déplacements lorsqu'ils doivent toucher leur salaire. Un système décentralisé, comme appliqué avant la période de conflit, a été recommandé.

Des banderoles et des affiches militant en faveur de ces questions ont été diffusées dans tout le pays. Un communiqué de presse a été publié, présentant les événements de la semaine, les visites dans les écoles et les communautés afin de discuter de ces trois questions, des émissions de radio et de télévision sur ce thème et sur la pertinence de la Semaine mondiale d'action.

Des enseignants, des étudiants, des membres de coalitions, des parents et des dirigeants communautaires ont défilé dans les rues de la capitale, Monrovia, avant de s'arrêter en face de l'amphithéâtre de l'Université du Libéria. Ils ont formé une chaîne humaine, montrant ainsi que l'Education pour Tous signifie « un pour tous, tous pour un », et que les objectifs de Dakar sont indissociables.

Au **Brésil**, la CNTE a également organisé une marche à Brasilia afin de célébrer la 8ème Semaine nationale en défense de la promotion de l'éducation publique. Plus de 20 000 enseignants de tout le pays y ont participé. De plus, une délégation de représentants de la CNTE et du Comité régional

latino-américain de l'IE a rencontré le Président de la République Luiz Ignacio « Lula » Da Silva. Ils l'ont exhorté à approuver un budget qui garantisse une éducation publique de qualité.

Dans le courant de la semaine, la CNTE et ses syndicats affiliés des états et municipalités brésiliens ont organisé des manifestations et des événements publics en soutien aux exigences nationales, notamment l'établissement d'un salaire professionnel minimum national, de politiques de mise en œuvre d'une administration démocratique, le renforcement du prestige de la profession enseignante et du financement de l'éducation.

La CTERA d'**Argentine** a profité de la Semaine mondiale d'action pour promouvoir sa position de défenseur d'une éducation publique de qualité parmi ses membres et la population en général. La CTERA a encouragé les réflexions sur le concept d'« Education en tant que droit humain », en particulier au niveau de l'enseignement fondamental. A cette fin, une réunion nationale des enseignants de l'école primaire et une table ronde ont été organisées à Buenos Aires, en même temps qu'une campagne intitulée « Diffusons l'éducation dans tout le pays ». Des élèves et des enseignants ont symboliquement formé une chaîne autour de leurs écoles pour défendre l'éducation publique.

En République dominicaine, L'Association dominicaine des enseignants (ADP), la Fédération des associations d'enseignants de l'université autonome de Saint Domingue (FAPROSUAD) et l'Association des professionnels et des techniciens de l'éducation (ANPROTED) ont organisé une chaîne humaine le long de la digue de Saint Domingue pour défendre l'éducation. Des centaines d'enseignants et leurs familles, des syndicalistes, des citoyens et le mouvement social en général ont tous joué un rôle actif en faveur d'une éducation publique de qualité pour tous.

En **Tanzanie**, des enseignants et d'autres défenseurs de l'éducation ont mené une étude sur les droits humains et l'éducation.

En **Géorgie**, des enseignants ont collecté des données concernant les enfants exclus du système scolaire et rassemblé une série de photographies d'enfants travailleurs.

En **République démocratique du Congo**, des syndicats canadiens et français ont montré leur solidarité en participant à l'organisation d'un séminaire de renforcement des capacités. De nombreuses activités hautes en couleur ont eu lieu à travers ce vaste pays, notamment une chaîne humaine rassemblant plus de 1000 enfants devant le Parlement. Une mobilisation massive a également eu lieu en Inde, où des activités ont été organisées dans 13 états et où une chaîne humaine a rassemblé 5000 participants.

En **Finlande**, l'OAJ a publié une brochure sur les problèmes entravant la mise en œuvre de l'éducation pour tous à travers le monde.

Aux **Etats-Unis**, la NEA a créé un site web où les enseignants peuvent trouver des ressources afin d'organiser des activités en classe et se joindre à la campagne mondiale.

En **Ouganda**, des écoles dans tout le pays ont invité des hommes et femmes politiques à retourner à l'école pour une journée afin de constater les problèmes auxquels les élèves et les enseignants doivent faire face en classe. L'UNATU a également participé à des émissions de radio et de télévision et organisé un débat pour les enfants, les parents, les enseignants et les représentants du monde politique sur le droit à une éducation de qualité pour tous.

Objectif 2 : Améliorer la protection sociale et le statut du personnel enseignant

Améliorer la protection sociale et le statut des enseignants et des personnels de l'éducation, ainsi que la pleine application de leurs droits humains et syndicaux et de leurs libertés professionnelles.

2.1 DEFENSE DES DROITS HUMAINS ET SYNDICAUX

L'IE a publié son dernier **Baromètre sur les Droits Humains et Syndicaux** et a l'a présenté lors du Congrès mondial de Berlin. Le Baromètre de cette année fournit les présentations les plus complètes à ce jour sur la qualité de l'éducation et le respect (ou non-respect) des droits humains et syndicaux dans le monde. Il traite de tous les niveaux de l'éducation, de la petite enfance au supérieur, et analyse tout un éventail de questions qui concernent l'éducation aujourd'hui : la liberté académique ; l'égalité des sexes ; les droits des personnes ayant des besoins spéciaux, des réfugiés et des minorités ; ainsi que le travail des enfants.

Le Baromètre disponible en ligne permet aux spécialistes et aux chercheurs de comparer facilement les statistiques de différents pays et s'avère un outil inestimable pour les défenseurs des droits humains. Pour le consulter : www.ei-ie.org/barometer

En 2007, l'IE a aidé un grand nombre d'organisations membres confrontées à la violation de leurs droits de négociation collective. Le travail s'est concentré sur les violations de la convention 87 de l'OIT sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical et sur la convention 98 sur le droit d'organisation et de négociation collective. Un effort particulier a été déployé en faveur des organisations membres de l'IE en **Algérie**, en **Colombie**, en **Côte d'Ivoire**, à **Djibouti**, en **Ethiopie**, en **Géorgie**, en **Corée du Sud**, en **Lituanie**, au **Pérou**, aux **Philippines**, en **Tunisie** et au **Zimbabwe**. Même si à l'heure actuelle l'IE n'a pas d'organisation membre en Iran, les problèmes auxquels sont confrontés les enseignants et syndicalistes iraniens ne sont pas passés inaperçus et l'IE s'est efforcée de les aider.

L'IE a porté plainte auprès du Comité de l'OIT sur la Liberté d'Association contre les gouvernements de **Corée du Sud** et d'**Iran** (par l'intermédiaire de la Confédération syndicale internationale (CSI), l'IE n'ayant pas d'organisation affiliée en Iran). Des informations supplémentaires ont été fournies au Comité concernant les violations des droits syndicaux en **Ethiopie**. L'IE a également soutenu des plaintes déposées par des organisations membres au **Pérou** et en **Tunisie**. L'IE n'a déposé des plaintes auprès de l'OIT que lorsque toutes les possibilités de dialogue avec les gouvernements en question s'avéraient vaines.

L'IE a continué de consolider sa relation avec le département des normes internationales du travail de l'OIT et le Bureau des activités pour les travailleurs de l'OIT (ACTRAV), ainsi qu'avec la Confédération internationale des syndicats, certaines Fédérations syndicales mondiales (ISP, ITF, FIJ notamment) et des centrales syndicales nationales. L'IE était également régulièrement en contact avec des groupes de défense des droits de l'homme comme Amnesty International, Human Rights Watch, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) et Frontline Defenders.

L'unité Droits humains et syndicaux a développé pour ses organisations membres un manuel concernant les mécanismes de supervision internationaux. Le manuel a été présenté au Congrès mondial lors des présentations sur les violations des droits humains et syndicaux.

L'IE a également contribué au rapport mondial de l'OIT sur la mise en œuvre des Conventions 87 et 98. Ce rapport sera présenté à la Conférence internationale du travail en juin 2008. La contribution de l'IE porte sur le fait que, dans de nombreux pays, l'éducation (ainsi que d'autres services du secteur public) est considérée comme un « service essentiel ». Ainsi, les enseignants et les travailleurs du secteur de l'éducation se voient dénier les droits légaux de former des syndicats, de négocier collectivement et/ou de faire grève. L'IE, tout comme l'OIT, s'oppose à toute législation qui considère l'éducation comme un service essentiel, empêchant ainsi les enseignants et le personnel de l'éducation de mener des actions de grève et d'exercer leurs pleins droits syndicaux.

2.1.1 Afrique

Depuis 1993, date à laquelle le Bureau régional africain a été créé, tous les rapports ont insisté sur la préoccupation et le besoin urgent d'actions fermement coordonnées, afin de contrer la situation déplorable des droits humains et syndicaux en Afrique. Il est impossible de fournir une liste exhaustive des violations des droits humains et syndicaux dans les 53 pays d'Afrique, en particulier lorsque certains pays semblent même se sentir honorés de faire l'objet de dénonciations et de plaintes au niveau international. Vous trouverez ci-dessous un bref compte rendu des actions de l'IE en défense des droits humains et syndicaux dans ce contexte difficile.

Afrique du Sud

Une grève à laquelle ont participé près d'un million de travailleurs du service public sud-africain a démarré le 1er juin. 17 syndicats étaient impliqués, dont le SADTU. L'IE a adressé un message de soutien au SADTU pour leur objectif d'obtenir une meilleure rémunération et de meilleures conditions de travail, pas seulement pour les travailleurs de l'éducation mais pour tous les fonctionnaires sud-africains. L'IE a exprimé une solidarité particulière envers les collègues victimes de représailles de la part du gouvernement et qui ont été renvoyés pour avoir exercé leur droit fondamental et légitime à la grève. Dans une tentative d'intimidation des travailleurs, la Ministre des Services publics a obtenu une injonction du Tribunal du travail interdisant aux travailleurs des services essentiels de se joindre à la grève. Elle a prévenu que des poursuites seraient engagées à l'encontre des grévistes qui enfreindraient la loi. Plus de 600 grévistes ont reçu des lettres de licenciement. Finalement, les syndicats ont obtenu une hausse des salaires de 7,5%.

Algérie

L'IE a suivi de près la situation en Algérie au cours de l'année 2007. Lors de la Conférence régionale africaine de l'IE qui s'est tenue au Caire, en Egypte, Abderrazek Salmi, du Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (SATEF), a présenté une résolution condamnant les violations des droits syndicaux en Algérie. A son retour, Salmi a été suspendu de ses fonctions d'enseignant. Une médiation par le Secrétaire général de l'autre syndicat enseignant, l'Union nationale des travailleurs de l'éducation et de la formation (UNPEF), a réussi à le réintégrer dans ses fonctions d'enseignant, mais pas dans la même école.

Au cours de l'année, le SATEF a continué de déplorer le harcèlement et l'immixtion des autorités et a accusé le Ministère de l'Education de chercher à diviser le front syndical enseignant. Le SATEF et

son Secrétaire général doivent également faire face à une action en justice engagée à leur rencontre par le Ministère. L'UNPEF et le SATEF ont agi avec résolution lors de la Journée mondiale des enseignants afin de protester contre l'imposition, par le Ministère de l'Education, d'un nouveau barème salarial sans consulter les syndicats au préalable.

Angola

En février, l'IE a apporté son soutien à son affilié SINPROF, lorsque les enseignants de tous les secteurs ont organisé une grève nationale afin de demander le changement de leur statut, ainsi que le paiement régulier des salaires. L'Assemblée générale des enseignants a décidé le 26 février de continuer la grève, malgré l'intimidation et le harcèlement menés à leur rencontre par les représentants gouvernementaux et le Ministère de l'Education. Le 19 février, le Président de SINPROF a dû être hospitalisé après que les menaces à son rencontre soient devenues violentes. Heureusement, il a été en mesure de quitter l'hôpital rapidement. L'IE a demandé que les autorités angolaises réduisent la pression sur les dirigeants de SINPROF et les enseignants.

Botswana

Japhtha Radibe, président du Syndicat des enseignants du Botswana (BTU) a été à nouveau «mis à la retraite» arbitrairement, bien qu'il ne soit âgé que de 45 ans. La mise à la retraite forcée aurait obligé Radibe à se retirer de la présidence du BTU pour le motif qu'il n'est plus actif en tant qu'enseignant. Cependant, l'entreprise du gouvernement s'est retournée contre lui : en avril, Radibe a été élu Président du Botswana Trade Union Centre. A ce titre, il était le délégué des travailleurs de son pays à la Conférence internationale du travail de l'OIT en juin. En juillet, il a également participé au Congrès mondial de l'IE à Berlin. Des centaines de cartes de solidarité ont été envoyées au Ministère de l'Education du Botswana pour demander la réintégration de Radibe dans ses fonctions. A la fin de l'année, Radibe menait toujours une action en justice contre les autorités.

Burundi

Les relations sont restées tendues entre le syndicat enseignant STEB et les autorités du Burundi. Le STEB a fait état de harcèlement arbitraire et de brèves arrestations de militants syndicaux. Des militants ont été gardés en détention pendant 48 heures sans mandat d'arrêt. A la fin de l'année, un nouveau Ministre de l'Education, issu du mouvement syndical, a été nommé. Le STEB juge cette évolution positive.

Cameroun

L'IE a rédigé une lettre au Président du **Cameroun** en octobre afin d'exhorter le gouvernement à mettre en œuvre un accord collectif qui prendrait en compte les enseignants employés par des institutions privées. Ces enseignants attendent un tel cadre depuis 1998. A la fin de l'année, le gouvernement n'avait toujours pas ouvert le dialogue avec le syndicat SYNTESPRIC.

Cap-Vert

En mars, l'IE a apporté son soutien à son organisation affiliée FECAP dans sa grève pour exiger un dialogue social concernant les conditions de travail des enseignants.

Côte d'Ivoire

Au mois de janvier, l'IE a déploré le fait que le gouvernement n'ait pris aucune mesure contre l'occupation du quartier général du SYNESCI et demandé l'intervention directe de l'OIT. En avril, le Secrétaire général adjoint a participé aux célébrations de la Semaine mondiale d'action à Abidjan et profité de l'occasion pour s'entretenir avec le Ministre de l'Education, qui a promis de s'occuper du problème. Cependant, à la fin de l'année le quartier général était toujours occupé.

L'année scolaire aurait pu se terminer dans la joie pour les enseignants du primaire représentés par le SNEPPCI. Le syndicat, mené par Salimata Doumbia, membre du Bureau exécutif de l'IE, demande depuis 2002 un profil de carrière qui améliore le niveau de vie des enseignants et enseignantes. De nombreuses séances de travail positives se sont tenues en 2007. Le 28 décembre, le Ministre de l'Education garantissait toujours au syndicat de l'enseignement primaire que ses inquiétudes seraient prises en compte. Pourtant, le 31 décembre, un décret qualifié d'insatisfaisant par les enseignants a été soumis à la signature du Président de la République. Le SNEPPCI a ainsi été poussé à appeler à une grève de 72 heures afin d'insister pour que les avantages acquis soient pris en compte.

Djibouti

Une mission de l'IE à Djibouti prévue pour le mois de mai a dû être reportée en raison du refus des autorités djiboutiennes d'accorder des visas aux représentants de l'IE. Le droit de fonder des syndicats et d'y adhérer est limité à Djibouti et les dirigeants syndicaux du secteur éducatif ont été victimes de traitements brutaux de la part du gouvernement. Le gouvernement doit des arriérés de salaires aux enseignants et aux fonctionnaires. Des dirigeants syndicaux ont été licenciés et des syndicats soutenus par le gouvernement ont été créés pour remplacer les syndicats indépendants. La négociation collective n'existe pas. Les taux salariaux sont fixés selon les directives du Ministère. Le droit de grève est garanti mais les grèves sont réprimées. Le Président peut exiger que les fonctionnaires, jugés essentiels, continuent de travailler.

La Conférence internationale du travail de 2007 a de nouveau déploré la restriction du droit de grève pour les fonctionnaires et le pouvoir de réquisitionner les fonctionnaires dont jouit le gouvernement.

Ethiopie

L'IE et ses organisations membres dans plusieurs pays ont continué d'apporter leur soutien à l'Association des enseignants éthiopiens (ETA). L'IE a ouvert le dialogue avec le gouvernement éthiopien pour tenter de trouver des solutions à long terme qui permettraient à l'organisation affiliée de l'IE de continuer d'exister et de représenter ses membres.

L'IE s'est aussi employée à sensibiliser la communauté internationale aux violations commises contre les droits syndicaux en Ethiopie grâce à des activités de réseau avec les groupements de défense des droits humains tels qu'Amnesty International, Human Rights Watch, Action Aid et Frontline Defenders, et les organisations syndicales telles que la CIS et d'autres Fédérations syndicales mondiales. L'IE a également exercé une pression diplomatique dans les pays occidentaux qui investissent dans l'initiative EPT en Ethiopie. De plus, l'IE a établi des contacts avec l'Union européenne, tant avec des membres de la Commission qu'avec des Parlementaires européens. L'IE a envoyé plusieurs lettres de protestation au gouvernement et a lancé des Appels d'action urgente afin de s'opposer à la détention et à la torture de militants de l'ETA.

En mars, le Comité d'experts de l'OIT a également soulevé la question de l'intervention illégale dans les activités syndicales des enseignants, et en particulier la détention du président de la

branche d'Addis de l'ETA en novembre 2005, la fermeture des bureaux du syndicat, la confiscation de documents, le gel de l'actif financier, l'arrestation et la détention d'enseignants, ainsi que l'apparition d'une nouvelle organisation syndicale du même nom.

En juin, la Conférence internationale du travail a attiré l'attention sur l'Ethiopie à la demande de l'IE, suite à la nouvelle arrestation et à la torture d'Antenech Getnet, Meqcha Mengistu, Tilahun Ayalew, Woldie Dana et sa femme, et Wibit Legamo, tous militants de l'ETA. Dans son rapport du mois de juin, le comité de l'application des normes a également fait part de « son ferme espoir que des démarches appropriées seront entreprises pour s'assurer que le droit des enseignants à se syndiquer et à mener des activités syndicales légales soit garanti à la fois par la loi et dans la pratique, sans intervention de la part du gouvernement, et qu'ils ne subissent plus d'arrestations ou d'emprisonnements pour avoir exercé leurs droits garantis par la convention sur la liberté d'association».

En juillet, le Congrès de l'IE a adopté à l'unanimité une résolution selon laquelle tous les membres de l'IE décident de continuer à soutenir l'ETA et à entreprendre les démarches nécessaires pour pousser le gouvernement éthiopien à cesser toute intervention dans les affaires internes de l'ETA. A la fin de l'année, L'IE essayait d'obtenir que le gouvernement éthiopien donne des garanties concernant le déroulement d'une mission d'une délégation de haut niveau de l'IE afin de plaider en faveur du respect des droits humains et syndicaux, comme l'exige la résolution de l'IE.

Guinée

L'IE et ses organisations membres ont joué un rôle actif lors de la conférence internationale syndicale qui a eu lieu en Guinée les 23 et 24 mai. Les syndicats enseignants ont contribué au mouvement de contestation nationale qui a forcé le gouvernement à céder sur bon nombre de revendications légitimes de la société civile. La conférence, ouverte par le Premier Ministre, a proposé une « Feuille de route pour le développement durable ». En revanche, vers la fin de l'année, il est apparu qu'un certain nombre d'objectifs soulignés lors de la conférence n'avaient pas été concrétisés et que le mécontentement social augmentait.

Mali

En juin, l'IE a adressé une lettre de protestation au Président du Mali, Amadou Toumani Touré, suite à l'emprisonnement et à la suspension d'un enseignant après qu'il ait demandé à ses élèves d'écrire une dissertation sur les infidélités d'un président fictif. L'IE a également apporté son soutien à la Fédération internationale des journalistes dans leur opposition au fait que les journalistes qui parlent de la situation des enseignants emprisonnés soient eux-mêmes placés en détention.

Sénégal

En 2007, l'IE a continué d'apporter son soutien à ses organisations membres au Sénégal, dans leur effort pour améliorer les conditions de travail des enseignants. En avril, l'Intersyndicale de l'enseignement du Sénégal a organisé une grève de 72 heures afin de manifester contre la non mise en œuvre par le gouvernement d'un accord signé en 2003.

Somalie

L'IE a gardé le contact avec les dirigeants de sa nouvelle organisation affiliée en Somalie, le SNUT. Le quartier général du SNUT à Mogadiscio a été fermé pour plusieurs semaines aux mois de février et mars. Les tentatives pour rencontrer le Président exilé du SNUT ont échoué. Une rencontre a finalement eu lieu grâce à sa présence au congrès de l'IE.

Soudan

L'IE a exprimé son soulagement suite à la libération de Gillian Gibbons, une enseignante britannique, emprisonnée pour blasphème après que ses élèves eurent nommé l'ours en peluche de la classe « Mohammed ». Le Président du Soudan, Omar al Bashir, a accordé son pardon à l'enseignante pour ce qui désormais considéré comme « un malentendu fâcheux et involontaire ». L'IE remercie le Syndicat national des enseignants (NUT), dont Gillian Gibbons fait partie, pour son rôle dans l'obtention de sa libération. Le NUT est resté en contact en permanence avec le Ministre britannique des Affaires étrangères et a tenu l'IE au courant de l'évolution de l'affaire. L'IE a remercié tous ceux qui l'ont contactée pour exprimer leur soutien à Gillian Gibbons, et a exprimé sa gratitude envers les organisations membres pour s'être abstenues de toute déclaration publique qui aurait pu compliquer les négociations délicates pour la libération de Gillian Gibbons.

Tchad

L'IE a contribué à une plainte déposée en juillet par la CSI suite à la répression d'une grève de tous les fonctionnaires lancée par la centrale syndicale tchadienne. Le Syndicat des enseignants du Tchad (SET), affilié de l'IE, a été particulièrement visé par cette répression. Au mois de juin, son quartier général a été occupé par les forces de police durant 10 jours. Les syndicats exigeaient une augmentation des salaires pour les fonctionnaires et la construction de nouvelles écoles. Les syndicats déplorent que le gouvernement n'investit pas les bénéfices de la rente pétrolière dans les secteurs sociaux.

Tunisie

En septembre, l'IE et la Fédération Générale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (FGESRS) ont déposé une plainte auprès du Comité de la liberté syndicale de l'OIT contre le gouvernement de Tunisie pour discrimination envers les syndicats et restrictions de la négociation collective.

L'IE avait écrit précédemment au Président Ben Ali afin de déplorer le fait que les membres de la FGESRS ont été persécutés à cause de leur affiliation syndicale. Des assistants de l'enseignement supérieur n'ont pas été titularisés en tant que professeurs assistants et le FGESRS a constaté que cette discrimination ne touchait que des enseignants syndiqués ayant participé à une grève. D'autres enseignants classés comme assistants techniques ont subi une interruption de contrat avant la date de résiliation prévue, qui ne devait pas intervenir avant 2009 pour certains d'entre eux. Ils n'ont pas touché leur salaire depuis juillet dernier, ni reçu de notification annonçant et expliquant cette décision. Seuls les enseignants syndiqués ont été touchés par ces mesures.

Zimbabwe

Au cours de l'année 2007, l'IE a continué de suivre de près la situation au **Zimbabwe**. Outre le harcèlement perpétuel dont sont victimes les dirigeants du Syndicat des enseignants progressistes du Zimbabwe (PTUZ), les enseignants, comme tous les Zimbabweens, ont également souffert de l'hyperinflation qui pèse sur l'économie nationale.

En février, le ZIMTA et le PTUZ ont organisé une grève afin de réclamer de meilleurs salaires. Le PTUZ estime qu'en 2007, plus de 25 000 enseignants ont démissionné et quitté le pays pour aller exercer des emplois subalternes principalement en Afrique du Sud, tandis que d'autres ont émigré en Grande-Bretagne ou en Australie. En raison de la grève, Zhou Takavafira, Raymond Majongwe et Macdonald Mangauzane, respectivement Président, Secrétaire général et Trésorier national du PTUZ, ont été temporairement arrêtés le 14 février. Aucune charge n'a été retenue contre eux. Précédemment, le 1er février, la police s'est rendue au domicile de Majongwe et a harcelé son épouse. Bien que le PTUZ soit un syndicat agréé, une campagne d'intimidation systématique a été menée à l'encontre de ses dirigeants. Il arrive que des enseignants soient amenés au poste de police pour de rapides interrogatoires, pour être ensuite relâchés.

Lors de la Conférence internationale du travail en juin, le gouvernement du Zimbabwe a informé le Directeur du département des normes internationales du travail qu'il ne souhaitait pas comparaître devant le Comité pour le débat sur les cas individuels concernant l'application de la Convention de l'OIT sur la liberté syndicale, car le gouvernement était en désaccord avec le fonctionnement de l'OIT. Les représentants des travailleurs, ainsi que ceux des employeurs, ont exprimé leur indignation face à l'attitude du gouvernement, qui constitue un mépris flagrant du dispositif de supervision de l'OIT.

2.1.2 Amérique latine

Argentine

L'IE a protesté contre l'assassinat, le 4 avril, de Carlos Fuentealba, un enseignant de 42 ans, au cours d'une manifestation enseignante pour l'augmentation des salaires. L'IE a écrit aux autorités fédérales et provinciales afin de condamner l'utilisation de la violence par la police pour disperser une manifestation pacifique. Le décès de Fuentealba n'est pas un exemple isolé de la violence policière envers les manifestants enseignants. La veille, le 3 avril, la police de Salta avait violemment dispersé des enseignants qui attendaient la décision du parlement provincial concernant l'augmentation des salaires. L'organisation affiliée de l'IE en Argentine, la CTERA, a déposé une plainte auprès de l'Organisation Internationale du Travail.

Brésil

En novembre, l'affilié CNTE de Mato Grosso do Sul, au Brésil, a signalé un cas d'espionnage syndical. Les dirigeants du syndicat ont découvert qu'une caméra enregistrait toutes les discussions qui avaient lieu dans le bureau du syndicat. La Fédération des travailleurs de l'éducation de Mato Grosso do Sul (FEMTES), qui est affiliée au CNTE, a dénoncé un harcèlement politique lors de ses réunions. Les forces de police de l'état de Mato Grosso ont admis avoir envoyé une mission afin de découvrir quelles étaient les manifestations prévues par le syndicat. La dénonciation a été présentée sous le motif de violation du droit d'exercer la liberté d'association et de violation des conventions 87 et 98 de l'OIT.

Colombie

La Colombie demeure un des pays les plus dangereux au monde pour les syndicalistes. Le soutien du syndicat enseignant, le FECODE, et des syndicalistes colombiens en général, est resté une priorité pour l'IE en 2007.

Au vu de la violence envers les syndicats, de l'impunité totale dont bénéficient les auteurs de meurtres de syndicalistes colombiens, et du démantèlement du dialogue social, de la négociation collective et de l'exercice du droit d'organisation, sans parler du droit de grève, l'IE a soutenu le groupe des travailleurs de l'OIT dans son évaluation que l'Accord tripartite, adopté à la Conférence internationale du travail en juin 2006 ne fonctionnait pas correctement. Il faut également noter que le cas de la Colombie n'a pas été débattu lors de la Conférence internationale du travail de 2007, au motif qu'une mission permanente de l'OIT devait être formée en Colombie. Ladite représentation n'avait pas été créée, car le gouvernement souhaite contrôler ceux qui constitueront ce bureau. L'IE s'oppose fortement à cette immixtion et a exprimé son inquiétude auprès de l'OIT concernant la situation.

La détresse des enseignants colombiens a été soulignée lors du Congrès mondial de l'IE. Le Prix des droits humains et syndicaux Mary Hatwood Futrell a été décerné in absentia à Samuel Morales Flores et Raquel Castro, enseignants et militants syndicaux de l'Association d'enseignants d'Arauca, organisation membre de FECODE. Persécutés par le gouvernement en raison de leurs activités syndicales, M. Flores et Mme Castro ont été arrêtés par l'armée colombienne le 5 août 2004 suite à une opération militaire, au cours de laquelle ils ont été témoins de l'assassinat de trois collègues syndicalistes. Ils ont plus tard été accusés et jugés coupables au terme d'un procès considéré comme injuste et politique.

Mme Castro et M. Morales n'ont pas pu participer à la cérémonie de remise à Berlin et n'ont pu recevoir la reconnaissance et les applaudissements des délégués lors du Congrès. Bien que M. Morales ait été relâché en mai, le gouvernement colombien lui refuse toute permission de quitter le pays. Malgré le fait qu'elle aurait dû être relâchée en mai dernier également, Mme Castro est restée en détention jusqu'au 2 août.

L'IE a réitéré son engagement pour les droits humains et syndicaux en Colombie en approuvant à l'unanimité une résolution promettant de défendre le FECODE et renforcer les capacités de la fédération des enseignants colombiens, et de faire campagne en permanence pour la libération des syndicalistes enseignants injustement emprisonnés comme Samuel Morales et Raquel Castro.

Au cours de l'année 2007, les syndicats de l'éducation publique en Colombie ont subi menaces, arrestations sans fondement, mutations et meurtres. Selon les chiffres de l'Ecole nationale syndicale (Escuela Sindical Nacional), un total de 78 syndicalistes ont été assassinés en 2006, dont 49 enseignants. Outre les meurtres, il y a eu également des cas répétés d'attaques et de poursuites judiciaires. On rapporte également le cas de Juan Carlos Martínez Gil, enseignant et dirigeant syndical d'Educadores Unidos de Caldas (EDUCAL), qui a été agressé par l'escadron mobile de la police nationale colombienne lors d'une mobilisation autorisée des enseignants et des élèves. Il y a perdu son œil gauche et en a gardé d'autres séquelles physiques irréversibles.

Guatemala

En 2007, la situation est demeurée difficile pour le syndicat enseignant STEG. Il n'y a pas eu de relance du dialogue social. Au mois d'avril, l'IE a rédigé une lettre au Président du Guatemala concernant la persécution de Joviel Acevedo Ayala, Secrétaire général du STEG. L'IE a exprimé à plusieurs reprises son inquiétude concernant les poursuites engagées par le Ministère de l'Éducation dans le but de démettre M. Acevedo de ses fonctions d'enseignant.

Mexique

La situation dans l'état d'Oaxaca dans le sud du pays est restée préoccupante, car les violations des droits humains et syndicaux des enseignants s'y sont poursuivies. Des actes de violence envers les enseignants et des arrestations arbitraires de manifestants juste avant le Congrès mondial ont mené à l'adoption d'une résolution urgente exigeant la libération des manifestants arrêtés, des poursuites à l'encontre des responsables de la mort de 25 habitants d'Oaxaca et appelant à un processus de négociation avec la Section 22 du SNTE, le syndicat enseignant d'Oaxaca.

Suite à ladite résolution, l'IE a écrit au Président mexicain Felipe Calderón et à Ulises Ruiz Ortiz, gouverneur de l'Etat d'Oaxaca, afin d'exprimer son inquiétude concernant la situation à laquelle sont confrontés les enseignants ainsi que l'absence de solution au conflit. L'IE a dénoncé le fait que les autorités n'aient pas identifié et poursuivi les auteurs des meurtres. De même, l'IE a exigé la fin des persécutions envers les militants des syndicats et de la société civile, appelant à la libération immédiate des prisonniers de conscience. L'IE a également demandé qu'un processus de négociation soit établi afin de trouver une solution au conflit sur le contrôle d'environ 188 écoles.

Pérou

L'organisation affiliée de l'IE, SUTEP, a dénoncé l'Etat péruvien pour violation de la Convention 87 de l'OIT et pour le contenu de la loi n° 28988, qui stipule que l'éducation est un « service public essentiel », limitant le droit de grève des travailleurs de l'éducation publique. Le Comité de l'OIT sur la liberté syndicale lui-même a établi que l'éducation ne peut être considérée comme un service essentiel et qu'il n'est pas fondé de restreindre le droit de grève dans les secteurs de l'éducation.

2.1.3 Amérique du Nord - Caraïbes

Canada

Dans plusieurs provinces du Canada, la loi comporte toujours certaines restrictions du droit à se syndiquer, à négocier collectivement et à faire grève, en particulier dans le secteur public. Le gouvernement du Québec a imposé un accord collectif aux travailleurs du secteur public, leur déniaient ainsi le droit de négociation et leur retirant le droit de grève.

Le Canada n'a toujours pas ratifié trois des huit conventions fondamentales de l'OIT : la Convention 98 sur la négociation collective, la Convention 29 sur le travail forcé et la Convention 189 sur l'âge minimum.

2.1.4 Asie-Pacifique

Afghanistan

La situation est très difficile pour les enseignants et enseignantes en Afghanistan. L'Association des enseignants d'Afghanistan doit faire face à un contexte très difficile et doit lutter pour fonctionner. En juin, l'IE a protesté auprès du Président Hamid Karzai après la suspension de la parlementaire Malalai Joya. Militante des droits humains et des droits des femmes, cette dernière avait critiqué sans détours la présence pesante de seigneurs de guerre et d'autres forces anti-démocratiques au Parlement afghan. L'IE s'est jointe à l'appel international en faveur de sa réintégration.

Australie

En réponse à une communication envoyée par le NTEU et soutenue par la centrale syndicale australienne et l'IE, le Comité d'experts de l'OIT a demandé que le gouvernement modifie certaines parties de *la Loi sur l'enseignement supérieur* de 2003 et des aspects des relations sur le lieu de travail dans l'enseignement supérieur, les deux documents constituant des ingérences dans le droit à la négociation collective.

Bangladesh

Suite à la violente répression de manifestations étudiantes pacifiques à l'Université de Dhaka, l'IE a exprimé en septembre et en octobre son inquiétude au sujet de brutalités policières blessant plus de 300 étudiants. L'IE a également manifesté son opposition à la détention du professeur Anwar Hossain, Secrétaire général de l'Association des enseignants de l'Université, et d'autres universitaires détenus à la prison centrale de Dhaka le 24 août. La santé du professeur Hossain a souffert de ses conditions de détentions épouvantables, mais on lui a refusé les soins médicaux nécessaires et l'accès aux médicaments. La pression exercée par l'IE sur la junte militaire a porté ses fruits ; il a finalement été transporté à l'hôpital, où il a reçu les soins appropriés. Le professeur Hossain a depuis été relâché et innocenté.

Birmanie

En septembre, l'IE a lancé un appel à l'action urgente pour la Birmanie (Myanmar) afin de condamner les violations perpétrées durant la répression violente par le gouvernement militaire des manifestations pacifiques de moines et nonnes bouddhistes et de civils. L'IE et ses organisations membres ont déploré les attaques à l'encontre des manifestants et ont appelé à l'arrêt immédiat de la violence.

« Il s'agit là d'une violation inacceptable et injustifiable des droits de l'homme. Il est profondément affligeant d'entendre que des soldats ont fait usage d'armes automatiques sur une foule de manifestants non armés, causant la mort d'au moins 10 personnes. La liberté d'expression est un droit humain fondamental. Il est du devoir d'un gouvernement responsable de faire respecter ce droit et d'écouter et prendre en considération les revendications de son peuple », a déclaré le Secrétaire général de l'IE, Fred van Leeuwen.

L'IE a également appelé le gouvernement à relâcher immédiatement les personnes injustement arrêtées et à entamer un véritable processus de dialogue social, dans un contexte d'harmonie et de respect des personnes et de leurs droits humains. Précédemment, l'IE a adressé une lettre au Général Than Shwe afin de déplorer les peines de prison infligées à six militants, détenus pour avoir cherché à organiser un séminaire à l'American Center de l'ambassade des Etats-Unis à Rangoon un peu plus tôt cette année.

Cambodge

Bien que le gouvernement du Cambodge ait ratifié les Conventions 87 et 98 de l'OIT, il n'a pas fait grand-chose pour les mettre en œuvre, et les enseignants sont toujours persécutés par les autorités.

L'Association des enseignants indépendants cambodgiens (CITA) a joué un rôle déterminant dans l'éducation et la formation des enseignants afin qu'ils comprennent mieux leur rôle et leurs droits. La répression des syndicalistes revêt plusieurs aspects, notamment l'établissement de listes noires et le fait de porter des accusations envers les syndicalistes. Le harcèlement des représentants enseignants enfreint non seulement la Convention de l'OIT, mais aussi la Constitution cambodgienne, qui garantit expressément la liberté d'association.

Suite à des doléances soulignées par l'IE concernant le manque de droits syndicaux pour les enseignants, au mois de juin, le Comité d'application des normes de l'OIT a insisté sur le fait que les droits des organisations de travailleurs et d'employeurs ne pouvaient être exercés que dans un climat dépourvu de toute violence, pression ou menaces en tout genre à l'encontre des dirigeants et membres de ces organisations. Le Comité a exhorté le gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de garantir le respect de ce principe fondamental et de mettre fin à l'impunité. Au mois de janvier, les dirigeants de CITA ont pris part au lancement de la Conférence du Réseau des droits syndicaux (TURN).

La CITA a développé une capacité impressionnante à promouvoir les droits des enseignants, grâce à un programme de développement syndical mis en œuvre avec l'aide de l'IE et de Lärarförbundet/ Suède.

Corée

En mai, l'IE et le Syndicat des enseignants coréens ont porté plainte auprès du Comité de la liberté syndicale de l'OIT pour déplorer l'absence de dialogue avec l'organisation enseignante concernant le développement et la mise en œuvre d'un système d'évaluation des enseignants ; l'interdiction du droit de se rassembler pour les enseignants ; le refus du droit de grève dans la loi sur les syndicats d'enseignants (Teacher Union Act) ; la prise de mesures disciplinaires contre 436 enseignants ayant participé à une assemblée syndicale le 22 novembre 2006 ; et l'emprisonnement de deux syndicalistes enseignants qui ont diffusé des images d'affiches nord-coréennes sur internet afin de promouvoir l'éducation à la paix.

Avant de déposer leur plainte auprès de l'OIT, le KTU et l'IE ont envoyé des demandes au gouvernement coréen, mais sans résultat. Le Comité de la liberté syndicale de l'OIT n'a pas encore examiné la plainte car il attend les commentaires du gouvernement.

Fidji

En 2006 décembre, l'IE a condamné avec force le coup d'Etat mené par l'armée aux Fidji. L'IE a plaidé pour le maintien de la démocratie et le respect du gouvernement élu. L'IE s'est engagée à

soutenir ses organisations affiliées aux Fidji, le Syndicat des enseignants des Fiji et l'Association des enseignants fidjiens, et a surveillé l'évolution de la situation.

Inde

Le gouvernement indien a ratifié les deux conventions de l'OIT sur le travail forcé. Une législation abolissant le travail forcé et en faisant un crime passible de jusqu'à trois ans d'emprisonnement est en vigueur depuis 1976. Cependant, des cas de travail forcé se produisent toujours en Inde. Neuf femmes et quinze hommes issus de huit organisations étatiques et provinciales en **Indonésie** et en **Inde** ont participé aux trois semaines du programme John Thompson Fellowship, du 19 novembre au 7 décembre. La réalisation de ce programme a été facilitée par des experts issus de CTF-FCE/Canada, NEA/Etats-Unis, AEU/Australie, et SNES/France. La formation vise à améliorer les compétences des hauts dirigeants des syndicats et à renforcer les organisations membres de l'IE dans la région.

Indonésie

En 2007, l'IE a de nouveau apporté son soutien à son organisation affiliée, l'Association des enseignants de la République d'Indonésie (PGRI), dans ses efforts pour obliger le gouvernement indonésien à allouer 20% de son budget national à l'éducation, comme le stipule la Constitution indonésienne. En mai, l'IE a effectué des démarches auprès du Président de la République et du Président du Congrès indonésien afin de leur rappeler que le Tribunal constitutionnel a déclaré pour la deuxième fois que le budget de l'éducation publique devrait passer de 11,8% à la subvention constitutionnelle de 20%.

Au mois de janvier, les dirigeants de PGRI ont également pris part au lancement de la Conférence du Réseau des droits syndicaux (TURN).

Le PGRI a continué d'œuvrer pour devenir un véritable syndicat plutôt qu'une organisation purement professionnelle. Cette transformation est soutenue par le consortium de l'IE, dont l'évaluation annuelle et la réunion de planification se sont tenues à Djakarta en janvier. Le consortium de l'IE se compose de Lärarförbundet/Suède, AEU/Australie, UEN/Norvège, JTU/Japon et de NEA/ Etats-Unis.

Iran

Tout au long de l'année, l'IE a soutenu les enseignants iraniens grâce à une communication et un soutien permanents de l'Association professionnelle des enseignants d'Iran (ITTA), son organisation faîtière, le Conseil de coordination des associations professionnelles des enseignants et des travailleurs de l'éducation iraniens, ainsi que l'Association des enseignants d'Iran.

L'IE a envoyé trois lettres de protestation au Président Ahmadinejad afin de dénoncer l'intimidation et la persécution incessantes dont font l'objet les enseignants et enseignantes qui participent à des manifestations pacifiques dans le but d'obtenir des droits professionnels et des salaires décents. L'IE et le Groupe des travailleurs de l'OIT ont également rencontré la délégation iranienne lors du Conseil d'administration de l'OIT à Genève le 21 mars, afin d'exiger la libération d'enseignants détenus.

Mohammad Khaksari, un représentant de l'ITTA, a été invité au Congrès mondial de l'IE. A son retour, il a été brièvement arrêté à l'aéroport de Téhéran et son passeport lui a été confisqué. Il a encore été incarcéré deux fois par la suite. Mohammad Khaksari n'est pas le seul syndicaliste enseignant victime de harcèlement.

Aliakbar Baghani, à la tête de l'Association professionnelle des enseignants, a également subi des attaques similaires. Les appartements des deux hommes ont été mis à sac et leurs ordinateurs dérobés, ainsi que tous les documents liés aux demandes d'adhésion à l'IE.

L'ITTA fait état de violations constantes. Les chiffres de l'ITTA montrent que plus de 700 enseignants identifiés comme ayant participé aux manifestations de l'année passée ont subi des réductions de salaire. 86 autres enseignants ont été suspendus et 39 ont été interdits d'accès à leurs classes. Le syndicat a également appris que 286 dossiers de sécurité ont été ouverts sur des enseignants arrêtés au cours des manifestations. Les forces de sécurité ont également cherché à intimider les dirigeants du syndicat et à les empêcher d'adhérer à l'IE.

Le 25 mai, l'IE a déposé une plainte auprès de l'OIT par l'intermédiaire de la CSI, l'IE n'ayant encore aucun affilié en Iran. Une mission internationale n'a pu avoir lieu en 2007 car les autorités iraniennes n'ont pas garanti que les syndicalistes locaux ne seraient pas persécutés pour avoir rencontré une délégation syndicale internationale.

Kazakhstan

Le nouveau code du travail du pays constitue une évolution positive pour les travailleurs en leur offrant un meilleur salaire et une meilleure protection contre le licenciement, tout en renforçant le rôle des syndicats. Le code du travail a été adopté par le Parlement kazakh le 25 avril. L'affilié kazakh de l'IE, le Syndicat national des enseignants et des travailleurs du secteur des sciences (KNTUTSW), a salué le nouveau code du travail, pour lequel les syndicats avaient été consultés. Le syndicat profite également d'un projet de sensibilisation aux questions des droits syndicaux. Ce projet est cofinancé par Lärarförbundet/Suède et UEN/Norvège, et coordonné par l'IE.

Malaisie

Au mois de janvier, un atelier sous-régional de l'ASEAN s'est tenu à Kuala Lumpur, en Malaisie, et a rassemblé de hauts représentants de 10 affiliés de l'IE issus du Cambodge, d'Indonésie, de Malaisie, des Philippines et de Thaïlande. Cette activité a contribué à évaluer la force de l'engagement des organisations participantes envers le maintien du Réseau des droits syndicaux et la reprise d'un travail commun afin d'améliorer le respect pour les droits humains et syndicaux dans la sous-région.

Mongolie

La Fédération des syndicats de l'éducation et des sciences mongols a organisé plusieurs ateliers, séminaires et séances de formation avec la coopération de CTF-FCE/Canada sur le développement professionnel et UEN/Norvège sur le développement des structures.

Philippines

La terrible situation des libertés civiles et des droits syndicaux aux Philippines a été la source d'une grande inquiétude en 2007. Le Congrès mondial de l'IE a adopté une résolution urgente déplorant le fait que plus d'un millier de militants qui se battent pour les droits et le bien-être des Philippines pauvres et opprimés aient été assassinés ou aient disparu depuis 2001.

Suite à la résolution, l'IE s'est adressée au Président des Philippines afin de dénoncer la persécution systématique et les meurtres extrajudiciaires de militants, y compris de deux dirigeants nationaux d'ACT/Philippines.

L'IE a déploré les décès de Danilo Hagosojos, Gloria Casuga, Joan Lingkuran, Jose Maria Cui, Leima Fortu, Napoleon Pornasodoro, Rodriga Apolinar, Rodrigo Catayong et Vitoria Samonte. Ces neuf enseignants ont été les victimes de la violence envers les militants qui luttent pour les droits et le bien-être des Philippins. L'IE a dénoncé le fait qu'aucun auteur de ces violences n'ait été identifié à ce jour et a exhorté le gouvernement à mener l'enquête. L'IE a également dénoncé le fait que la commission formée par le gouvernement ait prétendu que les responsables ne pouvaient être identifiés car « en raison du manque de coopération des militants, les preuves présentées devant la commission n'étaient pas suffisantes pour lui permettre d'identifier et faire poursuivre les personnes finalement responsables des meurtres ». L'IE a pressé le gouvernement de faire tout son possible pour que tous les cas de violence envers les syndicalistes soient examinés et que toute impunité soit fermement combattue.

Au mois de janvier, les affiliés de l'IE aux Philippines ont également pris part au lancement du Réseau des droits syndicaux (TURN).

Salomon (Iles)

L'IE a apporté son soutien aux membres de l'Association nationale des enseignants des îles Salomon (SINTA) qui ont fait grève en juillet suite à la non mise en œuvre du nouveau barème salarial décidé conjointement par le Ministère et la SINTA en janvier.

Le tout premier atelier d'enseignantes s'est tenu du 26 au 28 septembre. Au total, 30 enseignantes et 6 enseignants ont participé aux trois jours de l'atelier, qui a débattu d'une approche tripartite du cadre des relations industrielles, des lois syndicales et des droits des travailleurs, des droits humains, des conventions internationales et de recommandations concernant les enseignants et leurs droits. La formation a également traité de la bonne gouvernance, de l'égalité des chances en matière d'emploi et des salaires pour un travail de même valeur, de l'élimination de la discrimination, de l'accès au lieu de travail, des dispositions légales régissant les droits des enseignants sur le lieu de travail, de la santé génésique et du rôle des syndicats enseignants dans la prévention du VIH/SIDA. Les membres ont exprimé leur gratitude envers l'IE, le COPE et la SINTA pour l'organisation du programme de formation pour les femmes.

Thaïlande

Le 2 avril, l'IE a écrit au Premier Ministre thaïlandais concernant les violences envers les enseignants et les élèves dans le sud du pays. Le conflit a causé la mort de plus de 2 000 personnes au cours des trois dernières années, dont 60 enseignants. Plus d'une centaine d'écoles ont été incendiées. L'IE et ses organisations membres EST, PSTAT et le NTTU ont exigé des autorités qu'elles garantissent la sécurité de tous les enseignants et de toutes les écoles.

Timor

La mission de l'IE destinée à assister la remise en route du Syndicat des enseignants du Timor oriental (ETTU) a malheureusement dû être reportée. L'ETTU a signalé des émeutes et des troubles à Dili. « La situation à Dili est extrêmement tendue. Les quartiers de Covalima, Bobonaro, Ermera, Aileu, Ainaro, Manufahi et Same sont en état d'urgence, » a écrit Victor Soares, vice-président de l'affilié de l'IE au Timor oriental. Une autre mise à jour de l'ETTU le 8 mars a signalé que le bureau du Ministère de l'Education à Vila-Verde avait été totalement incendié par des groupes inconnus, et que de ce fait l'enseignement était interrompu à Dili. La mission de l'IE était d'aider les dirigeants des syndicats à reconstruire les bureaux et l'administration de l'ETTU.

2.1.5 Europe

Bulgarie

En octobre, l'IE a fait connaître son inquiétude au Premier Ministre bulgare suite à la poursuite de la grève des enseignants. Ceux-ci sont sous-payés en Bulgarie, même en comparaison avec les autres travailleurs du secteur public, et la qualité de l'enseignement public se détériore. La grève a pris fin en décembre avec la signature d'un accord de revalorisation des salaires des enseignants.

Chypre

L'IE a continué de travailler avec ses cinq organisations membres à Chypre en vue de protéger le droit à l'éducation de tous les enfants, quelle que soit leur nationalité ou leur langue.

Géorgie

L'IE a continué d'apporter son soutien aux efforts du Syndicat libre des éducateurs et des scientifiques de Géorgie (ESFTUG) afin d'améliorer le statut et les conditions de travail du personnel de l'éducation. En juin, l'IE a écrit au Ministre de l'Education, l'exhortant à respecter le dialogue social et la négociation collective. L'attention de l'IE s'est portée sur l'intervention du gouvernement dans la sélection des directeurs d'établissement par le blocage des candidatures de membres du syndicat ESFTUG.

Grèce

Au mois d'avril, l'IE a rédigé une lettre à l'attention du Ministre grec de l'Education afin d'exprimer son inquiétude concernant les actes du gouvernement pour privatiser l'enseignement supérieur, ainsi que de condamner la répression d'une manifestation de syndicalistes étudiants et enseignants le 8 mars 2007.

Israël

En décembre, l'IE a demandé au gouvernement israélien et à l'Association des enseignants des écoles secondaires en Israël (ASSTI) d'engager un dialogue social afin de négocier un accord équitable pour les enseignants. Peu après, les négociations ont débuté et le Premier Ministre Ehud Olmert a informé l'IE du résultat de l'accord sur les salaires.

Lituanie

En février et mars, l'IE, au nom du Syndicat des employés dans l'éducation lithuaniens (LEETU), a demandé au Ministre de l'éducation de respecter le dialogue social dans la mise en œuvre des réformes sur l'éducation en Lituanie. L'IE partageait l'attachement du LEETU à une mise en œuvre « fidèle » par le gouvernement lituanien de l'accord sur les réformes de l'éducation signé en novembre 2005. Suite aux lettres de l'IE, le LEETU a finalement été invité à discuter avec la Ministre.

Macédoine

Le nouveau gouvernement macédonien a montré son engagement à respecter le dialogue social et à créer un environnement démocratique pour les activités des syndicats et le respect de l'état de droit. Le syndicat enseignant SONK fait également partie d'un projet « Balkans » de l'IE pour promouvoir le respect des droits syndicaux fondamentaux.

Pologne

Le Comité paneuropéen sur l'égalité s'est tenu à Cracovie les 23 et 24 avril. Dans le cadre de l'Année européenne 2007 de l'égalité des chances pour tous, le comité a exprimé son soutien aux efforts des syndicats enseignants polonais pour défendre la tolérance et la non-discrimination dans le système éducatif et la société.

Portugal

En juillet, l'IE a soutenu une grève organisée par le FENPROF et d'autres syndicats pour protester contre une loi menaçant de saper les droits du travail au Portugal.

Serbie

En novembre, l'IE a écrit au Président Kostunica afin de déplorer le fait que le gouvernement serbe n'ait pas engagé le dialogue social ni mis en route un processus de négociation avec les représentants des syndicats enseignants. Malgré le fait qu'un accord collectif soit en vigueur pour les travailleurs serbes du secteur de l'éducation, le gouvernement a jusqu'à présent refusé de négocier les conditions de salaire avec les syndicats enseignants.

Slovénie

En mars, l'IE a écrit au Premier Ministre slovène concernant les projets du gouvernement d'ouvrir le système éducatif public à la privatisation. L'IE était également inquiète à propos du manque de dialogue social dans la préparation et la mise en œuvre des réformes éducatives. Dans sa réponse, le Premier Ministre insiste sur le fait que le dialogue social est très important pour le gouvernement slovène.

2.2. PROMOUVOIR LE PROFESSIONNALISME DANS L'EDUCATION

Journée mondiale des enseignants : 5 octobre

En 2007, les affiliés du monde entier ont à nouveau pris part à une campagne célébrant les enseignants et exhortant les gouvernements à améliorer les conditions de travail. La campagne JME a rassemblé une série de revendications comprenant :

- **Un environnement de travail décent** : Un environnement d'apprentissage sûr et sain pour enseignants et apprenants, une taille correcte pour les classes et des ressources pédagogiques suffisantes en classe.
- **Salaires** : Des salaires versés régulièrement propres à garantir des conditions de vie décentes.
- **Egalité des salaires et droits des femmes** : Les enseignantes ne devraient subir aucune discrimination et le gouvernement devrait garantir leur autonomisation dans le cadre de l'éducation, la prise de décision et sur le lieu de travail.
- **Formation professionnelle initiale et continue** : L'opportunité d'acquérir et de développer des compétences professionnelles, de rester au courant des nouvelles informations et techniques, et d'évoluer dans sa carrière.
- **Engagement dans la prise de décision** : Afin de garantir que les nouvelles politiques reflètent la réalité d'une classe, le dialogue social devrait faire partie intégrante de la planification de l'éducation et de l'établissement des politiques.
- **Négociation collective pour la défense et l'amélioration des droits des enseignants** : Les conditions de travail, ainsi que les évaluations de qualité des enseignants, doivent être négociées entre représentants du gouvernement/des employeurs et les syndicats représentatifs.

Cette année a marqué le dixième anniversaire de l'adoption de la recommandation de l'UNESCO sur le statut du personnel de l'enseignement supérieur. Les enseignants du monde entier ont célébré la Journée mondiale des enseignants d'une multitude de façons. Des enseignants ainsi que des parents et d'autres acteurs de l'éducation ont présenté des témoignages individuels sur le site Internet de l'IE. Ils ont pour thème les conditions inadéquates auxquelles sont soumis de nombreux enseignants partout dans le monde.

Au total, 43 syndicats (ou coalitions de syndicats) ont envoyé leurs rapports. D'autres avaient informé l'IE de leurs plans avant l'événement. Des rapports nationaux ont été publiés sur le site Web et une galerie de photos a été élaborée. Pour de plus amples informations, veuillez consulter notre site

Web : www.ei-ie.org/worldteachersday2007

La Déclaration de l'IE sur l'éthique professionnelle

En 2007, l'IE a formé un groupe de travail afin de développer des propositions de mise en œuvre de la déclaration sur l'éthique professionnelle. Le groupe de travail comportait des membres du Bureau exécutif (en prenant en compte l'équilibre entre les régions et les sexes), les coordinateurs principaux et les responsables du projet EPT/SIDA et de la coopération au développement. Le groupe de travail avait pour but d'étudier les manières d'encourager les affiliés de l'IE à sensibiliser le public au sujet de la Déclaration et de ses implications pratiques, tant au niveau national que scolaire ; de proposer des activités dans chaque région afin d'encourager et de soutenir les affiliés de l'IE dans ce sens ; de proposer des façons d'intégrer la Déclaration de l'IE sur l'éthique professionnelle dans des programmes existants ; et de développer des supports, notamment des documents de travail et des références, qui pourront être utilisés par les affiliés.

Dans le cadre de cette activité, l'Unité de la recherche de l'IE a préparé un document de travail sur la mise en œuvre de la Déclaration sur l'éthique professionnelle. Ce document a constitué la base

des supports d'information envoyés aux affiliés de toutes les régions. Il comprenait des références à des documents utiles déjà publiés au sujet de l'éthique professionnelle pour les enseignants, d'autres employés du secteur de l'éducation et des professions connexes, telles que les psychologues scolaires, les conseillers et les assistants sociaux. La brochure basée sur ce document a été imprimée pour le Congrès mondial. Le document est également disponible sur le Centre de recherche en ligne de l'IE.

Afrique

Le Bureau régional africain de l'IE a organisé un atelier de trois jours sur l'éthique professionnelle pour les organisations enseignantes d'Afrique orientale à Kampala, en Ouganda, du 21 au 24 novembre. Ont participé : TAE/**Erythrée**, ETA/**Ethiopie**, KNUT, KUDHEIH et UASU/**Kenya**, NUEI et UNATU/**Ouganda**, TTU/**Tanzanie** et ZATU/**Zanzibar**.

Les objectifs de cet atelier étaient :

- Partager les idées et les expériences des syndicats concernant l'état professionnel de ces derniers ;
- Promouvoir et si possible garantir des normes éthiques au sein de la profession enseignante ;
- Habilitier les syndicats à être plus proactifs dans le développement d'un code d'éthique pour leurs membres ;
- Aider à créer une nouvelle image pour les syndicats afin d'améliorer leur statut en tant qu'éducateurs et professionnels ;
- Partager des idées concernant l'étude de l'IE sur la disponibilité, le recrutement et le maintien des enseignants dans six pays anglophones ; et
- Familiariser les participants avec la Déclaration de l'IE sur l'éthique professionnelle afin qu'elle puisse être adoptée par les organisations membres.

Les participants ont examiné la Déclaration de l'IE sur l'éthique professionnelle, et presque tous ont avoué ignorer l'existence de ce document auparavant.

Une conférence sous-régionale sur l'éthique professionnelle qui devait se tenir en Ethiopie n'a malheureusement pas pu avoir lieu. Les autorités éthiopiennes ayant insisté pour que l'atelier soit reporté jusqu'à ce que les relations avec l'ETA aient évolué positivement.

Asie-Pacifique

Un séminaire sous-régional de l'ASEAN sur la promotion du code d'éthique par les organisations enseignantes a eu lieu à Kuala Lumpur, en **Malaisie**, du 24 au 26 août. Les participants ont débattu de la Déclaration de l'IE sur l'éthique professionnelle et ont formulé des recommandations pour adopter la déclaration et la faire appliquer au niveau national. Le séminaire a également exhorté les organisations membres de l'IE à trouver un équilibre entre les droits et les responsabilités des enseignants, et à maintenir un niveau élevé de professionnalisme.

Un atelier sous-régional de l'Asie du sud soutenant la Déclaration de l'IE sur l'éthique professionnelle s'est également tenu à Colombo, au **Sri Lanka**, les 29 et 30 septembre. 42 dirigeants de syndicats enseignants y ont participé, parmi lesquels 21 femmes qui représentaient quatre organisations d'Inde, deux du Népal, une du Pakistan et six du Sri Lanka. L'atelier a examiné les progrès effectués dans la promotion de la Déclaration sur l'éthique professionnelle pour améliorer l'image et le statut des enseignants. M. Eswaran, membre du Bureau exécutif de l'IE, a accentué l'importance des relations des enseignants avec les étudiants et a souligné le fait que, dans

le scénario éducatif en mutation, face à la mondialisation, à la privatisation et à l'économie de marché, les opinions des enseignants et les réponses des organisations enseignantes sont essentielles à l'amélioration de l'image des enseignants, de leur professionnalisme, de l'éthique et des valeurs morales humaines.

Les difficultés rencontrées par les organisations membres de la région dans la mise en œuvre du Code d'éthique ont été passées en revue et largement débattues. Les exposés ont fait ressortir la nécessité d'un Code d'éthique commun et complet pour chaque pays, qui puisse servir de ligne directrice aux enseignants, aux étudiants et à la société dans leur contexte culturel. Il devrait être adopté et accepté par les syndicats enseignants ainsi que par les gouvernements.

Structure paneuropéenne

Processus de Bologne

La structure paneuropéenne de l'IE a continué à participer au groupe de suivi de Bologne, à différents séminaires et aux groupes de travail créés après la Conférence ministérielle de Londres sur la collecte des données, l'employabilité et la dimension externe.

Séminaire de Bologne sur la mobilité du personnel et des étudiants

Le séminaire sur la mobilité du personnel et des étudiants a eu lieu les 8 et 9 février à Londres. Il représentait le centre de l'attention du travail de l'IE sur le Processus de Bologne avant la Conférence ministérielle de Londres.

Tout un éventail d'acteurs du niveau national ont participé au séminaire, dont un nombre important d'intervenants, de présidents d'atelier et de rapporteurs (dont des représentants ministériels, de la Commission européenne, du Conseil de l'Europe, de l'EURASHE, l'Association européenne des universités-EUA et de l'OIT).

Plus de 180 participants et participantes issus de 35 pays étaient présents. Nous attribuons une telle participation en grande partie au fait que ce fut le premier séminaire de Bologne à fournir un service d'interprétation simultanée vers le français, l'espagnol et le russe au cours de toutes les sessions plénières et lors d'un atelier.

Les documents et les rapports de ce séminaire sont disponibles sur : www.ei-ie.org/highereducation/en/calendarshow.php?id=68&theme=highereducation.

L'IE a poursuivi sa coopération avec d'autres membres consultatifs du BFUG. En particulier, l'IE a coopéré étroitement avec l'association européenne des étudiants, l'ESU (anciennement ESIB), avec laquelle elle a organisé une série de sessions communes lors d'événements de l'IE et de l'ESIB, et avec laquelle elle a entrepris une campagne pour la mobilité du personnel et des étudiants :

Pour plus d'informations concernant la campagne « Let's Go », voir le site www.letsgocampaign.org

Réunion ministérielle du Processus de Bologne, Londres

La réunion ministérielle du Processus de Bologne s'est tenue à Londres les 17 et 18 mai. Les Ministres de l'Éducation de 46 pays européens étaient présents et la structure paneuropéenne de l'IE, en tant que membre consultatif du processus, était présente avec une délégation de quatre personnes. Vers la fin de la première session, Paul Bennett, Vice-président de l'IE pour l'Europe, a pris la parole afin de commenter l'engagement de l'IE dans le processus. La délégation de l'IE a fortement contribué aux sessions qui ont eu lieu au cours de la conférence.

Réunions du HERSC

Deux réunions du Comité permanent sur l'enseignement supérieur et la recherche ont été organisées en 2007 : l'une en février à Londres, conjointement avec le séminaire sur la mobilité, et une autre à Bruxelles en octobre. Cette dernière réunion était organisée par l'affiliée belge ACOD et fut l'occasion pour le Comité d'élire deux Vice-présidents, Razvan Bobulescu (ALMA MATER/Roumanie) et Dominique LASSARRE (UNSA-Education/France). Les principales évolutions au niveau de l'UE, le suivi du processus de Bologne, y compris la mise en œuvre du nouveau plan de travail, et la préparation de la Conférence de Malaga étaient les points de débat principaux à l'ordre du jour.

Conseil de l'Europe

L'IE a obtenu le statut d'observateur au Comité du Conseil de l'Europe sur l'enseignement supérieur (CDESR) en 2007. L'IE est désormais invitée à participer aux réunions du CDESR.

2.3. PROMOUVOIR LES DROITS DES ENFANTS

Afrique

Le bureau régional africain de l'IE basé à Lomé, au **Togo**, a organisé du 26 au 30 juin un atelier sur le thème des droits des enfants à l'école. Y ont participé des enseignants issus de cinq pays : **Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon et Togo**. L'atelier a débattu des outils internationaux et régionaux pour la protection des droits des enfants, à savoir :

- la Charte africaine pour les droits et le bien-être des enfants ;
- la Convention des Nations Unies sur les Droits de l'Enfant ;
- les Conventions 138 et 182 de l'OIT, respectivement sur l'âge minimum d'admission à l'emploi et les pires formes de travail des enfants.

L'article 28 de la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant et l'article 11 de la Charte africaine sur les droits et le bien-être des enfants ont particulièrement attiré l'attention des participants. L'analyse de ces articles a révélé que quatre principes régissent le respect et la

protection des droits des enfants. Ceux-ci sont : le droit à la vie, à la survie et au développement de l'enfant ; la non-discrimination ; le droit à la participation et au respect de l'opinion de l'enfant ; et les intérêts de l'enfant priment sur tout le reste.

Les participants et participantes ont conclu que les pays africains continuent à commettre toutes sortes de violations des droits des enfants, malgré le fait qu'ils aient ratifié les outils régionaux et internationaux en question. C'est une preuve évidente du fossé qui existe entre les intentions déclarées des gouvernements africains et les faits. Il y a un besoin urgent pour les syndicats enseignants de mener des actions qui obligent les gouvernements à respecter les conventions, les chartes et les traités que leur pays ont signés.

Amérique latine

Un événement sous-régional sur les droits des enfants a été organisé au Honduras les 15 et 16 octobre. Y ont participé les organisations suivantes : ANDE et SEC/**Costa Rica**, COLPROSUMAH, PRICPHMA, COPRUMH et Colegio pedagogos/**Honduras**. STEG/**Guatemala**, ANDEN et FEPDES /**Nicaragua**, MPU/**Panama** et ANDES/**Salvador**.

Les participants se sont concentrés sur l'évaluation de la situation des droits des enfants dans la sous-région d'Amérique Centrale. A cet effet, les institutions suivantes ont été invitées à participer : le Commissaire aux droits de l'homme du Honduras, l'UNICEF, l'OIT/IPEC et le département de la sécurité sociale du Ministère du travail et de la sécurité sociale. Suite aux exposés des intervenants invités, les dirigeants des organisations syndicales enseignantes ont formulé une proposition de travail dans chaque pays pour faire face à ce problème.

Objectif 3 : Lutter contre les discriminations dans le domaine de l'enseignement

L'élimination de toute forme de discrimination dans l'éducation fondée sur le sexe, la race, la situation conjugale, le handicap, l'orientation sexuelle, l'âge, la religion, l'appartenance ou l'opinion politique, le statut social ou économique, l'origine ethnique ou nationale, ainsi que le développement de la compréhension, de la tolérance et du respect de la diversité dans les communautés.

3.1 LA LUTTE POUR L'EGALITE DES SEXES

3.1.1 Travail de l'IE sur l'égalité au niveau mondial

Le programme et les activités de l'IE au niveau mondial liés à l'égalité des femmes et des hommes dans les secteurs syndical et éducatif, ainsi que dans la société, englobent les thèmes suivants : l'égalité des sexes ; la non-discrimination, avec une attention particulière portée à la discrimination pour motif de genre et de race, aux droits des personnes gays et lesbiennes, aux populations autochtones, aux immigrés, aux minorités ethniques ; et les droits des enfants.

Le programme de l'IE sur la promotion de l'égalité des femmes et des jeunes filles dans la société, l'éducation et le mouvement syndical a pour fer de lance le **Comité de la promotion des femmes (SWC)**. Composé des membres féminins du Bureau exécutif de l'IE, le SWC recommande des politiques et des activités sur l'égalité que le Bureau exécutif de l'IE doit approuver.

En 2007, le secrétariat a commencé la mise en œuvre des recommandations du SWC qui s'est réuni en novembre 2006, appelant l'IE à organiser un audit de genre en 2008 ainsi qu'une Conférence mondiale des femmes en 2010. L'audit est un moyen d'évaluer les politiques et les pratiques en matière d'égalité des sexes au sien de l'IE. Le secrétariat a également développé des projets de résolution sur le genre et l'égalité de rémunération et sur la dimension du genre dans la migration internationale en vue du 5ème Congrès mondial. Le secrétariat a en outre engagé des efforts afin de mieux faire face au problème des petites filles au sein des programmes et activités de prévention de l'IE contre le VIH/SIDA.

Les réseaux de femmes régionaux et sous-régionaux de l'IE ont également fondamentalement contribué à la promotion de l'autonomisation des femmes et de leur accès au pouvoir. Leur travail est soutenu par des dispositions du Programme et budget de l'IE, des projets de coopération au développement et d'autres moyens disponibles. L'IE possède actuellement 10 réseaux régionaux et sous-régionaux : 5 en Afrique, 1 en Amérique latine, 3 en Asie et 1 en Europe. Des informations spécifiques concernant les réseaux de femmes régionaux sont disponibles dans les parties régionales de ce rapport.

5ème Congrès mondial de l'IE

La participation significative des femmes au 5ème Congrès Mondial de l'IE à Berlin montre que la question de l'égalité des sexes est de plus en plus acceptée et intégrée par les syndicats nationaux. C'est également le signe de l'engagement des femmes dans les organisations au niveau national et régional, en particulier dans les pays en développement. L'IE encourage également tous les affiliés à garantir la parité dans leurs délégations votantes, car il a été constaté que la majorité des femmes qui participent au congrès le font en tant que simples observatrices. Lors du 5ème Congrès mondial de l'IE, 38 % des 815 délégués (310), 29 % des 225 délégués assistés (65) et 49 % des 644 observateurs (318) étaient des femmes. Au total (délégués + observateurs), **les femmes représentaient 43 % des participants au Congrès**, une amélioration depuis le 4e Congrès mondial.

Le désormais traditionnel Caucus des femmes s'est tenu pendant une journée avant l'ouverture du Congrès de Berlin. Il avait pour but d'informer les délégués et les observateurs au sujet du travail sur l'égalité mené depuis le dernier Congrès et de partager les expériences, les bonnes pratiques et les stratégies. Près de 400 participants ont participé à la plénière et à l'un des de travail suivants :

égalité des sexes dans les syndicats de l'éducation ; élimination de la violence envers les femmes et les jeunes filles ; financement de l'égalité des sexes ; Education pour tous et VIH/SIDA ; et coopération au développement.

Carolyn Hannan, Directrice de la Division des Nations Unies pour la promotion de la femme, s'est adressée au Caucus des femmes et a axé son exposé sur « l'éducation des femmes et des jeunes filles pour transformer la société ».

Pour le Congrès de Berlin, l'IE a mené des études triennales au sien de ses organisations membres et a préparé des rapports techniques sur le statut des femmes, des populations autochtones et des LGBT dans les syndicats, le secteur éducatif et la société. La réaction des organisations membres, ainsi qu'une documentation et des recherches supplémentaires ont permis à l'IE d'élaborer une analyse des tendances actuelles.

Les résultats clés du Rapport triennal sur les femmes ont été présentés. Le rapport décrit le travail du Comité de l'IE sur le statut des femmes, le Secrétariat de l'IE et les réseaux de femmes régionaux en vue de mettre en œuvre la politique de l'IE sur l'égalité des sexes et les décisions prises par le Bureau exécutif au cours de la dernière période triennale. Les organisations qui ont répondu représentent 41% de la totalité des membres de l'IE. Deux résolutions traitant spécifiquement de la question du genre, proposées par le SWC et approuvées par le Bureau exécutif, ont été adoptées lors du 5ème Congrès mondial.

Résolution sur la question du genre et de l'égalité salariale : Bien que l'égalité des salaires soit un principe consacré par de nombreux instruments internationaux, il n'a été réellement appliqué dans aucun pays. Le mandat de l'IE sur l'égalité salariale signifie, pour l'IE et ses organisations membres, la mise en œuvre d'activités/de lobbying afin de stimuler l'adoption d'une politique ou d'une pratique qui garantisse l'égalité des salaires.

Résolution sur la migration internationale : La résolution exige que les organisations membres de l'IE, entre autres choses, incluent dans leur agenda la migration internationale dans le secteur de l'éducation, en prenant en compte la dimension du genre ; forment et sensibilisent leurs membres à la question du genre en rapport avec les femmes et jeunes filles migrantes ; et collectent des informations sur la situation des travailleurs de l'éducation qui migrent, notamment leur accès aux droits syndicaux, à des conditions de rémunération et de travail décentes, et à la formation continue.

Coopération avec la CSI, les Fédérations syndicales mondiales et la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC)

L'IE fait partie du groupe de coordination CSI/FSM/TUAC sur la question du genre qui se réunit deux fois par an et conseille le Conseil des syndicats mondiaux. Le groupe a élaboré un programme de travail qui englobe les thèmes ou campagnes suivants :

- Une alliance sur les droits des travailleuses et les normes de travail de l'OIT ;
- Un plaidoyer en faveur des droits des femmes, en particulier l'égalité salariale et la convention de l'OIT sur la maternité ;
- La participation des femmes à la Conférence internationale du travail ;
- Une campagne pour mettre fin à la violence envers les femmes, incluant notamment les questions du trafic d'êtres humains, des travailleuses immigrées, des travailleuses domestiques et des droits des personnes LGBT ;
- 8 mars : Journée internationale de la femme ;
- Commission des Nations Unies sur le statut des femmes ;
- L'organisation des femmes, en particulier dans les zones franches d'exportation ; et

- L'encouragement de la coopération entre les syndicats sectoriels et les centres syndicaux

Les 28 et 29 février, l'IE a également participé aux réunions annuelles du Comité des femmes de la CSI et de l'ISP.

Un travail commun a été réalisé lors de la Commission sur le statut des femmes (CSW). Le 25 novembre est la journée des Nations Unies pour l'élimination de la violence contre les femmes. L'IE s'est ralliée à l'initiative mondiale de suppression de la violence envers les femmes, qui s'est déroulée du 25 novembre 2007 au 10 décembre, Journée des Nations Unies pour les droits de l'homme. Les organismes syndicaux mondiaux ont élaboré une déclaration qui met en relief la mesure de la violence envers les femmes sur le lieu de travail et les conséquences de la violence domestique et du travail forcé sur les travailleuses.

Commission des Nations Unies sur le statut des femmes (CSW)

La CSW se réunit chaque année afin d'examiner la situation des droits politiques, économiques et sociaux des femmes. La 51^{ème} séance de la CSW avait pour thème prioritaire « l'élimination de toutes les formes de violence envers les petites filles ».

Plus de 1880 participants du monde entier étaient présents à la séance, dont une forte représentation syndicale : 27 délégués syndicaux de 12 syndicats issus de 13 pays. La délégation de l'IE était composée de Marilies Rettig (CTF-FCE/**Canada**), Joan Hippolyte (SLTU/**Sierra Leone**), Cynthia Swann (NEA/**Etats-Unis**), Belinda Wilson et Adeltis Bain Stubbs (BUT/**Bahamas**), et du Secrétariat de l'IE : la Secrétaire générale adjointe Jan Eastman, Rebeca Sevilla du Siège et Shashi Bala Singh du Bureau Asie-Pacifique.

L'IE, l'ISP et la CSI ont œuvré ensemble sur le processus préparatoire : des feuillets d'information, une déclaration commune imprimée dans une brochure en couleurs destinée à être largement diffusée, un comité de travail en étroite collaboration avec l'OIT et d'autres groupes spécifiques (sur le statut des jeunes filles, la migration, l'Asie-Pacifique, etc.) et travaillant à l'organisation d'un panel de discussion sur « la réalisation du droit des petites filles à accéder à un service public de qualité ». Marilies Rettig, en tant que présidente du Comité de la promotion des femmes de l'IE, s'est adressée au panel syndical, ce qui a permis d'établir le dialogue avec les autres acteurs.

Jan Eastman, Secrétaire générale adjointe de l'IE, a présenté le panel OIT-IEC sur « Briser le cycle de la violence envers les petites filles – de l'enfant à l'éducation », qui était composé de Yakin Ertuk, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la violence envers les femmes et Evy Messel, Directrice du Bureau de l'OIT pour l'égalité des sexes.

Les représentants de l'IE ont apprécié l'expérience et le modèle d'apprentissage mis en œuvre cette année. La CSW est considérée comme une opportunité pour les syndicalistes de se rencontrer et de créer des réseaux. Suite à la séance de la CSW des Nations Unies, Joan Hippolyte (SLTU), Shashi Bala Singh (Bureau Asie-Pacifique de l'IE) et Rebeca Sevilla (Siège de l'IE) ont visité le bureau de la NEA à Washington. Le programme comprenait des rencontres avec différents secteurs ainsi qu'une présentation de la situation des femmes et des jeunes filles au niveau de l'éducation.

3.1.2 Plaidoyer

Organisation Internationale du Travail

L'IE a été heureuse de constater que le Conseil d'administration de l'OIT a décidé de placer « l'égalité hommes-femmes au cœur du travail décent » à l'ordre du jour de la Conférence internationale du travail 2009 en tant que point de débat général.

L'IE a également été consultée pour l'élaboration du rapport de l'OIT sur les tendances du marché du travail pour les femmes dans le monde du travail et pour des discussions sur la manière d'investir dans la création d'emplois et l'amélioration de la vie au travail pour les travailleuses du monde entier. Le rapport de l'OIT *Tendances mondiales de l'emploi des femmes* fournit des informations sur le statut des femmes dans les marchés du travail à travers le monde. Il mène une analyse comparative des marchés du travail au niveau mondial et régional, fournit les dernières données sur la participation de la main d'œuvre féminine et sur le chômage, et présente un nouvel indicateur sur la part des femmes dans l'emploi précaire. Il analyse également l'évolution de l'emploi des femmes par secteur au cours de la dernière décennie et les fossés persistants en matière de genre dans le monde du travail.

L'Unité des droits humains et de l'égalité de l'IE a également établi un contact à l'OIT avec le Bureau des Activités pour les Travailleurs et le Bureau pour l'égalité des genres, en vue de coopérer à la mise en œuvre des plans de l'IE sur l'audit de genre. Il a été décidé que l'audit aurait lieu à l'automne 2008 au Siège de Bruxelles.

L'IE a également participé au forum de discussion annuel OIT/ISP/Fédérations syndicales mondiales sur l'égalité salariale. Les questions liées à l'écart de rémunération entre hommes et femmes et à l'égalité salariale sont traitées de manière plus équilibrée aujourd'hui au sein des quatre secteurs du siège de l'OIT, comme reflété par les propositions de programme et de budget. Les participants au forum ont également formulé des recommandations pour continuer la campagne d'égalité salariale ; pour mettre en œuvre davantage de formations et de renforcements générales et spécialisées en matière d'égalité salariale ; et pour renforcer les capacités en matière d'évaluation au travail. L'IE a également accepté d'envisager un travail commun avec l'OIT et les FSM.

Division des Nations Unies pour la promotion de la femme (DAW)

Comme indiqué plus haut, l'IE entretient de bonnes relations avec le secrétariat de la DAW grâce à la participation active de l'IE et de la délégation des Syndicats internationaux à la CSW. L'IE a été honorée par la présence au Congrès de Carolyn Hannan, Directrice de la DAW.

Journée internationale de la femme

En 2007, l'IE a marqué la Journée internationale de la femme en exigeant des gouvernements davantage d'actions pour mettre un terme à la violence envers les femmes, qui met leur vie en danger, viole leurs droits, nuit à leurs familles et constitue un affront à l'humanité et au droit international.

Tout au long de l'année, l'IE s'est fait entendre en exigeant des gouvernements qu'ils fassent plus pour mettre fin à la violence envers les femmes. L'IE a réitéré son soutien à la campagne mondiale pour la fin de la violence envers les femmes, lancée le 25 février.

3.1.3 Activités régionales

Afrique

Réseaux de femmes sous-régionaux

Suite à l'évaluation et aux recommandations formulées en 2006, des réseaux de femmes ont été formés dans différentes sous-régions africaines afin de promouvoir le statut social et professionnel du personnel éducatif féminin : AWEN, ReFAN, WNEA, RESAC, et RESAO/WAWEN (voir plus bas). Les activités en faveur des femmes sont en augmentation, avec pour objectif de permettre au personnel éducatif féminin d'échanger et de partager ses opinions. Ces différentes activités ont été mises en œuvre avec la participation permanente d'organisations coopérantes, telles que CTF-FCE du Canada et DLF du Danemark, Lärarförbundet de Suède et UEN de Norvège. Ces activités consistent principalement en des séminaires et des ateliers de formation organisés pour les dirigeantes des réseaux sous-régionaux afin d'améliorer leur participation aux organisations nationales d'enseignants.

Réseau de femmes africaines dans le secteur de l'éducation (AWEN)

Le réseau de femmes africaines dans le secteur de l'éducation (AWEN) est le nom adopté pour le réseau des femmes africaines dont la création a été recommandée au cours de la table ronde de Nairobi en août 2006. Les femmes souhaitent vivement qu'il soit mis en place. Une réunion pour faire avancer le développement de l'AWEN s'est tenue parallèlement à la Conférence régionale panafricaine de janvier 2007 au Caire, en Egypte.

Réseau des femmes d'Afrique du Nord dans le secteur de l'éducation (ReFAN)

Avant la Conférence panafricaine régionale du Caire, en **Egypte**, les dirigeants du Réseau des femmes d'Afrique du Nord (ReFAN) ont participé à un atelier de formation du 24 au 26 janvier. Cet atelier a rassemblé 10 participants d'Algérie, du Maroc et de Tunisie et a contribué à encourager les femmes dirigeantes et à donner un nouveau souffle au réseau créé en juillet 2005.

Réseau des femmes d'Afrique de l'Est (WNEA)

25 délégués d'**Érythrée**, d'**Éthiopie**, du **Kenya**, d'**Ouganda**, de **Tanzanie** et de **Zanzibar** ont participé à l'atelier du 13 au 17 mai à Arusha en Tanzanie, afin de réfléchir à la participation des femmes aux processus de prise de décision et de rendre le WNEA opérationnel. Des échanges ont permis aux dirigeants du WNEA de faire un état des lieux de la situation de l'engagement des femmes dans le système éducatif en général, et dans les syndicats en particulier. Les obstacles à cette participation ont été examinés et les défis évalués. A la fin de la réunion, la structure du Réseau d'Afrique orientale a été définie, un plan d'action élaboré, et les participants se sont engagés à être plus présents et actifs malgré les circonstances défavorables.

Réseau de femmes d'Afrique centrale dans le secteur de l'éducation (RESAC)

Afin de donner un nouveau souffle au Réseau de femmes d'Afrique centrale dans le secteur de l'éducation (RESAC), un atelier de formation pour les dirigeants du réseau s'est tenu à Douala, au **Cameroun**, du 4 au 8 juin. L'atelier s'est déroulé sur le thème « Communication : un outil pour la mobilisation sociale » et avait pour but de fournir aux femmes des techniques de communication et de mobilisation de ressources. 20 délégués issus du **Burundi**, du **Gabon**, du **Congo**, de **République centrafricaine**, de la **RDC**, du **Rwanda**, du **Tchad** et du pays hôte, le **Cameroun**, ont participé à l'atelier. Outre les questions de technique de communication, de direction syndicale, de normes de travail, de droits des femmes, etc., qui ont été brillamment présentées par des experts internes, les délégués ont passé au peigne fin le réseau RESAC, sa structure et sa méthode de fonctionnement ont été définies et un plan d'action de trois ans a été élaboré. Les délégués ont déclaré que leurs attentes étaient satisfaites, qu'ils étaient eux-mêmes motivés et prêts à diffuser les connaissances et le savoir-faire qu'ils avaient acquis, à promouvoir l'AWEN au niveau national et à œuvrer afin que le RESAC soit plus efficace et efficient.

Réseau de femmes ouest-africaines dans le secteur de l'éducation (WAWEN)

Vingt-trois dirigeants du Réseau de femmes ouest-africaines dans le secteur de l'éducation (WAWEN) ont participé à un atelier de formation à Lomé, au **Togo**, du 24 au 28 juin 2007. Cet atelier a rassemblé des délégués de 13 pays, à savoir le **Bénin**, le **Burkina Faso**, la **Côte d'Ivoire**, la **Gambie**, la **Guinée Bissau**, le **Ghana**, le **Libéria**, le **Mali**, le **Niger**, le **Nigeria**, le **Sénégal**, la **Sierra Leone** et le **Togo** sous le thème « Gestion de projets basée sur les résultats ». Cette réunion visait non seulement à rendre le WAWEN plus dynamique, mais aussi à aider les femmes à renforcer leurs capacités en gestion de projets basée sur les résultats, afin que ces dirigeants améliorent leurs compétences en matière de gestion de projet. Des experts anglophones et francophones expérimentés ont fait partager leurs connaissances et leur savoir-faire aux participants, ce qui leur a finalement permis d'élaborer un plan d'action de cinq ans en s'appuyant sur les compétences qu'ils ont acquises en gestion basée sur les résultats. La structure et la méthode de fonctionnement ont également été définies et les délégués se sont dits déterminés et prêts à faire tous les efforts possibles et à rendre le WAWEN plus dynamique.

Journée internationale de la femme

A l'occasion de la trentième célébration de la Journée internationale de la femme, les femmes syndicalistes dans le secteur de l'éducation ont uni leurs voix à celles des femmes du monde entier pour déclarer « stop à l'impunité de la violence envers les femmes et les jeunes filles ! » Respectivement au Togo et au Congo, le FESEN et le FETRASSEIC ont organisé des conférences afin d'attirer l'attention des participantes et des participants sur la réalité de la violence envers les femmes et les jeunes filles dans ces pays, et sur la nécessité de punir sévèrement de tels actes.

Bourses pour des femmes dans le secteur de l'éducation

Le programme de bourses a été initié en 2003 par l'IE Afrique, en collaboration avec CTF-FCE/Canada. Il a pour but de revaloriser les niveaux professionnels et/ou académiques des enseignantes. Il vise essentiellement les femmes syndiquées auprès d'affiliés de l'IE et les militantes de réseaux de femmes. Ce programme concerne également les jeunes filles qui souhaitent devenir enseignantes. Les bourses sont allouées pour deux ans maximum et ne dépassent pas les 1 000 \$ C. En 2006-2007, 14 syndicalistes du Bénin, du Burkina Faso, de Gambie, du Ghana, de Guinée et du Togo ont reçu des bourses qui leur ont permis de consolider leurs compétences en matière de développement du genre, en sciences de l'éducation, en droit, en sciences politiques et en technologies de l'information et de la communication.

Amérique latine

Projet sur l'égalité des sexes

L'une des premières tâches était de fixer une visite d'organisation à organisation dans le but de mettre l'accent sur la nécessité d'une politique d'égalité entre les sexes, devant être institutionnalisée par les organisations et intégrée à leur politique générale. C'est en ce sens que les visites ont été organisées dans les Bureaux exécutifs des organisations suivantes :

- En mars : CTERA et CEA d'**Argentine**, CPC et CONATECH du **Chili**, OTEP du **Paraguay**, FETRA ENSEÑANZA, FEV et FETRASINED du **Venezuela**.
- En avril : CNTE du **Brésil**, SEC du **Costa Rica** et ADP, FAPROUASD et ANPROTEC de **République Dominicaine**.
- En mai : FECODE de **Colombie**, COLPROSUMAH, COPRUMH, COPEMH et PRICPHMA du **Honduras**, FEPDES du **Nicaragua**, SUTEP du **Pérou** et ANDES 21 DE JUNIO du **Salvador**.
- En juin : CGTEN-ANDEN du **Nicaragua**.
- En juillet : STEG du **Guatemala**.

Les conclusions tirées de ces visites étaient que la majorité des organisations ne possédaient pas de politique d'égalité entre les sexes ou d'égalité des chances ; il n'y avait aucune promotion des processus d'institutionnalisation ; toutes les organisations avaient investi des ressources financières dans des activités sur les femmes, certaines avec leurs propres ressources, d'autres dans le cadre d'accords organisationnels nationaux et d'autres encore avec des contributions émanant de la coopération internationale. Toutes les organisations avaient besoin de procédures d'accompagnement différenciées au niveau national.

Table ronde des travailleuses de l'éducation en Amérique latine

La table ronde des travailleuses de l'éducation en Amérique latine a eu lieu du 4 au 6 juin à Sao Paulo au **Brésil**. 41 collègues des organisations affiliées de l'IE et des organisations sœurs de la région y ont participé. Juçara Dutra, Vice-présidente de l'IE, Hugo Yasky, président du Comité régional pour l'Amérique latine, et Fátima Da Silva, Vice-présidente du Comité régional pour l'Amérique latine, étaient également présents pour l'événement.

L'objectif général de cette activité était de continuer la stratégie du Réseau des travailleuses de l'éducation en Amérique latine, dans le cadre de la construction de la politique d'égalité entre les

sexes au sein des organisations syndicales de l'éducation dans la région. Deux objectifs spécifiques ont été fixés :

1. Préparer le Caucus des femmes précédant le 5ème Congrès mondial de l'IE, et
2. Souligner l'importance du renforcement des organisations syndicales des travailleurs de l'éducation du point de vue du genre.

Juçara Dutra, Vice-présidente de l'IE, a présenté un rapport du Comité de la promotion des femmes et a entamé une réflexion sur la situation des femmes dans le monde. Le débat s'est conclu par une déclaration de la table ronde exprimant la nécessité pour les organisations de faire pression sur les gouvernements afin qu'ils respectent les Conventions de l'OIT sur la situation des femmes dans le monde du travail. La table ronde a également approuvé les propositions de résolution sur le thème du genre, présentées au Congrès mondial de l'IE.

Chaque organisation a ensuite présenté un rapport sur son travail actuel concernant le thème du genre. Cette séance a également été utile pour mener une comparaison des niveaux de développement des différentes organisations et a permis un échange d'expériences sur la question. Enfin, une évaluation a été menée sur les mécanismes de fonctionnement des sous-réseaux des travailleuses de l'éducation en Amérique latine et sur les engagements de ces sous-réseaux ont été fixés et/ou mis à jour vis-à-vis de l'égalité entre les genres pour les travailleuses de l'éducation en Amérique latine pour la période 2007-2009. La conclusion fut que des progrès avaient été effectués dans les engagements et la coordination, mais que l'approfondissement de ces aspects demanderait encore de l'attention durant les années à venir.

Réseaux sous-régionaux

Des réunions sous-régionales se sont tenues avec pour objectif la promotion des réseaux sous-régionaux et leur interconnexion au niveau régional. FECODE/**Colombie**, UNE/**Equateur**, SUTEP/**Pérou**, ainsi que FETRAENSEÑANZA et FETRAMAGISTERIO du **Venezuela** ont participé à la première réunion qui a eu lieu dans la région andine du 28 au 30 novembre.

La deuxième réunion s'est déroulée dans la région du Cône Sud du 6 au 8 décembre, avec la participation de CTERA et CEA /**Argentine**, CNTE et CONTEE/**Brésil**, Colegio de Profesores et CONATECH/**Chili**, OTEP/**Paraguay** et FEDMYFEP/**Uruguay**.

Asie-Pacifique

Réseau de femmes de la région Asie-Pacifique

Le Réseau de femmes de la région Asie-Pacifique devrait continuer à être renforcé, car il est vital pour l'expansion des organisations d'enseignants. Ceci faisait partie des recommandations de la table ronde des femmes sur la « participation du réseau de femmes en Asie-Pacifique » qui s'est tenue à Kuala Lumpur en **Malaisie**, du 28 au 30 novembre. Les participants à la réunion ont également discuté des opportunités et des menaces rencontrées par les syndicats dans la mise sur pied, le maintien et la gestion des réseaux de femmes. Des rapports d'activités des organisations membres ont également été présentés. Les syndicats BTF/**Bangladesh**, AIPTF, AISTF, AIACHE et AIFTO/**Inde**, NNTA et NTA/**Népal**, ACUT et CTTU/**Sri Lanka** étaient chacun représentés par un délégué, PGRI/Indonésie, NUTP/**Malaisie**, ACT, SMP-NATOW et TOPPS/**Philippines** par deux délégués et NTTU Thaïlande par trois délégués. Les activités du réseau ont contribué à l'avancement des femmes vers les postes de direction de leurs syndicats respectifs.

Table ronde sous-régionale de femmes

La table ronde sous-régionale de femmes organisée par l'IE s'est tenue à Chennai, en **Inde**, les 13 et 14 décembre. Les participants ont examiné les progrès effectués par les femmes des pays membres de l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale (SAARC) au sein de leurs syndicats, de l'éducation et de la société. Ils ont également discuté des défis qui gênent leur participation pleine et active et ont formulé des stratégies et des mesures pour l'avenir. Quatre représentants de BTF/**Bangladesh**, trois représentants de NNTA et NTA/**Népal** et de AIPTF/**Inde**, deux représentants de AISTF, AIACHE et AIFTO/**Inde**, et de ACUT, ACUT (G), CTTU et SLITU/**Sri Lanka** ont participé à la table ronde.

COPE : Programme de formation des réseaux de femmes

FTA et FTU, les deux principaux syndicats des Fidji, ont organisé une formation commune pour les femmes à Suva, aux **Fidji**, du 4 au 6 décembre. Au total, 25 coordinatrices de district des îles extérieures et d'autres régions des Fidji ont participé pour la première fois à une activité conjointe. Les questions traitées comprenaient la bonne gouvernance, le plaidoyer et le lobbying en faveur des questions liées au genre, les lois, les droits des femmes et les droits humains. L'objectif principal était de rassembler les membres féminins des deux syndicats afin de trouver un terrain commun de coopération au sein des Fidji, pays divisé et accablé par les coups d'état. Les deux ailes féminines des syndicats se différencient dans leurs structures et leur fonctionnement. De longues discussions ont eu lieu sur la manière dont les bonnes pratiques peuvent être adoptées, et sur la manière dont celles-ci peuvent combler le fossé qui sépare leurs membres féminins. Les dirigeantes encourageront des pratiques similaires dans chaque district et pourraient même organiser des ateliers conjoints au niveau des districts.

Caraïbes

Conférence sur les femmes

La 33ème conférence biennale du Syndicat des enseignants des Caraïbes (CUT), qui s'est tenue à **Trinité-et-Tobago** (août 2007), a organisé une conférence sur les femmes ainsi que l'élection du nouveau comité pour les deux ans à venir : Judith Spencer-Jarrett (Association des enseignants de Jamaïque); Vernest Mack (Syndicat des enseignants d'Antigua-et-Barbuda); Celia Nicholas (Association des enseignants de Dominique); Joy Matthews (Syndicat des enseignants de Saint-Vincent-et-les Grenadines); Indra Ramsingh-Geoffroy (Association des enseignants unifiés de Trinité-et-Tobago); Adeltis Bain-Stubbs (Syndicat des enseignants des Bahamas) ; et Lisa Trott (Syndicat des enseignants des Bermudes).

Programme de réseau des enseignantes

Le bureau régional de l'IE aux Caraïbes a conservé son accès au soutien financier et humain de CTF/Canada afin de mettre en œuvre le Programme de réseau des enseignantes des Caraïbes (CWTNP). Ce programme a continué à encourager l'établissement de comités sur le statut des femmes dans les syndicats membres où il n'en existe pas encore, et de renforcer ceux qui existent

déjà. Sur les 22 syndicats d'enseignants de la région, 18 ont déjà créé des comités sur le statut des femmes, qui collaborent avec le Bureau régional et le Comité du CUT sur le statut des femmes. Le bureau régional a présenté un projet de plan stratégique 2005-2009 pour le réseau lors du Forum des femmes de la conférence de l'IE d'Amérique du Nord et Caraïbes, qui s'est tenue à Ocho Rios, en **Jamaïque**, le 21 janvier.

Projets de recherche

Deux projets de recherche examinant le travail des enseignantes dans les Caraïbes ont également été initiés. Il est heureux de constater que l'étude révèle une nouvelle avancée de la parité hommes-femmes. Une étude des syndicats membres de la CUT indique qu'un nombre record de femmes ont assumé de hautes fonctions de direction ces dernières années. Actuellement, 12 enseignantes, contre 10 enseignants, occupent le poste de présidente de leurs syndicats respectifs. Ce niveau de succès est le résultat de la formation des dirigeants réalisée à l'intention des enseignantes grâce au programme de réseau de femmes.

Europe

En 2007, l'attention a été attirée sur les questions des conséquences des réformes des retraites sur les femmes, de l'égalité des sexes dans les syndicats et de la violence à l'école.

Réforme des retraites : L'IE a lancé la première phase d'une enquête sur les retraites afin d'évaluer si les réformes des retraites (actuelles, passées ou planifiées) ont des conséquences (négatives ou positives) sur les femmes dans le secteur de l'éducation. Seize organisations ont répondu à la première phase de l'enquête. L'IE a engagé une consultante, Vanja Ivosevic, qui travaillera sur la deuxième phase de l'enquête et préparera une étude qui sera présentée en 2008.

Egalité des sexes : Le Comité paneuropéen sur l'égalité 2007 a organisé des débats en groupe de travail sur les obstacles persistants à l'égalité entre les sexes et sur les stratégies fructueuses mises en œuvre par les syndicats participants. Des recommandations seront présentées lors du prochain Comité paneuropéen.

Violence envers les femmes : Tout au long de l'année, l'IE s'est fait entendre en exigeant des gouvernements qu'ils agissent davantage pour mettre fin à la violence envers les femmes. L'IE a réitéré son soutien à l'EUR pour la fin de la violence envers les femmes, lancée le 25 février. La déclaration de l'IE pour la Journée internationale de la femme s'est axée sur les initiatives institutionnalisées pour mettre fin à la violence envers les femmes.

Salaires des enseignantes et des enseignants : Une étude pilote commune IE/CSEE sur « le salaire des enseignants en Europe » a été entamée en 2006 par l'institut de recherche ETUI/REHS et s'est poursuivie en 2007. L'étude pilote a été achevée. Elle était destinée à servir de base à une étude à grande échelle sur le salaire des enseignants en Europe, menée dans tous les pays de la région. Suite à l'analyse préliminaire du rapport sur l'étude pilote, l'IE a organisé une consultation spéciale d'une journée en mars 2007, avec des chercheurs syndicaux qui avaient participé à l'étude pilote. Le rapport complet est attendu pour la fin 2008.

Organes statutaires européens

Comité paneuropéen sur l'égalité : La réunion annuelle du Comité paneuropéen sur l'égalité s'est tenue les 23 et 24 avril à Cracovie, en **Pologne**. Les participants ont abordé les questions de l'impact des réformes des pensions sur les femmes, de l'égalité des sexes dans la profession enseignante et de la violence à l'école. Une session complète a été consacrée à faciliter la contribution des syndicats enseignants à l'Année européenne de l'égalité des chances pour tous. La réunion a rassemblé 51 représentants de 24 pays : L'IE a soutenu la participation de délégués de Bulgarie, de Chypre, de Croatie, de Géorgie et de Serbie.

A l'initiative de l'organisation hôte polonaise ZNP, les participants au Comité sur l'égalité ont honoré la mémoire des victimes de l'Holocauste avec une visite du mémorial du camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau le 22 avril.

Groupe de travail : Les 6 membres du groupe se sont réunis en janvier et en octobre 2007.

Réseau paneuropéen des femmes (PEWN) : Le PEWN a été lancé le 8 mars 2007. Il est utilisé comme outil d'échange des bonnes pratiques et d'informations sur les politiques nationales en matière de genre et de discrimination. Le nombre actuel d'abonnés est de 66. De 2007 à mars 2008, 149 dossiers ont été transmis au groupe, en majorité des données liées à l'égalité salariale, aux réformes des retraites et la violence envers les femmes. Il est prévu que le réseau se transforme en forum en 2008.

Plaidoyer de l'IE

L'IE s'est mise en relation avec le **Lobby européen des femmes** afin d'échanger des idées sur des sujets d'intérêt commun aux deux organisations.

L'IE a participé à un séminaire au **Parlement européen** sur la promotion des femmes en Europe, 50 ans après l'adoption du Traité de Rome. Cet événement a été organisé par la Commission parlementaire sur les droits de la femme et l'égalité des genres. L'IE a également été représentée lors d'une table ronde sur « les femmes dans des postes à prise de décision – Partage des expériences et bonnes pratiques ». Les participants ont partagé leurs expériences sur les moyens efficaces de vaincre les obstacles rencontrés par les femmes dans des postes décisionnels et en politique. Le bon fonctionnement de la politique des quotas fait partie des conclusions de la table ronde.

Le Programme d'action paneuropéen 2007-2010 a également demandé la mise en œuvre d'une étude concernant les conséquences de la migration sur l'éducation en Europe et l'examen des programmes scolaires et des autres problèmes qui touchent les enfants migrants. En 2007, l'IE a lancé une étude sur les **chances d'éducation des enfants réfugiés et migrant dans les pays de l'OCDE**. Le projet vise à étudier l'obligation des gouvernements en matière d'éducation en tant que droit humain fondamental, et leur coopération avec les partenaires sociaux, notamment les syndicats. Le projet a également pour but d'évaluer le niveau actuel d'intégration de ces enfants dans les systèmes éducatifs et d'identifier les facteurs qui entravent cette intégration. Un questionnaire a été envoyé à tous les affiliés dans les pays de l'OCDE au printemps 2007, et plusieurs syndicats se sont engagés à élaborer des documents de référence et/ou à fournir des études de cas. Dix-neuf réponses de syndicats de 16 pays ont été reçues. Le rapport sera achevé en 2008.

3.2 EGALITE POUR LES ENSEIGNANTS LESBIENS, BISEXUELS ET TRANSSEXUELS

3.2.1 Travail au niveau mondial

Les questions liées aux LGBT ont été intégrées au plan de travail du Groupe pour l'égalité entre les genres créé au sein du nouveau Conseil des Global Unions. Une collaboration fructueuse s'est établie au sujet des activités LGBT, telles que la conférence « Workers Out ! » et d'autres réunions, en particulier entre l'IE, l'ISP et la CSI.

Les possibilités de collaboration sur la question de la discrimination au travail sont nombreuses. Le rapport mondial 2007 de l'OIT intitulé « L'égalité au travail : relever les défis » englobait le thème de l'orientation sexuelle parmi les nouvelles formes de discrimination sur le lieu de travail.

Du 4 au 7 décembre à Genève, en **Suisse**, 35 délégués syndicaux ont participé au premier séminaire international CSI-OIT sur le thème : « Vers une stratégie syndicale pour lutter contre la discrimination raciale et la xénophobie ». Etaient présents des représentants des FSM pour l'ICEM et l'IE, des représentants des syndicats nationaux, des agences de l'ONU telles que l'OIT et l'UNESCO, ainsi qu'un rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance.

Le programme de la CSI établissait un plan d'action, et du matériel créé par les syndicats a été testé au cours du séminaire. Les résultats comprenaient une déclaration finale et le slogan « la diversité est notre force - unissons-nous contre le racisme ! » Le programme sera lancé l'année prochaine.

Etude triennale sur les LGBT

L'IE a mené une étude triennale sur le statut des enseignants gays et lesbiens dans le secteur de l'éducation en 2006-2007. Cette étude, à laquelle 44 organisations membres de 33 pays ont participé, comprenait des questions spécifiques et des remarques à l'attention de l'IE. De ces études et ces discussions, il ressort que certains affiliés et certaines régions se sont plus impliqués dans la solidarité et le travail de défense autour des questions LGBT, et que d'autres se sont moins engagés dans les luttes pour les droits des gays et lesbiennes. Mais en général, le travail sur ces questions suscite un intérêt croissant. Le travail de l'IE sur les questions LGBT au sein des syndicats et à l'attention des gouvernements repose sur les affiliés individuellement, avec le soutien des Bureaux régionaux et du Secrétariat de l'IE.

Evénement pré-Congrès de l'IE : Caucus LGBT

Quatre-vingt-dix délégués au 5ème Congrès mondial, issus de toutes les régions, se sont rassemblés afin de débattre des questions liées aux enseignants et élèves LGBT. Le principal intervenant fut Kevin Jennings, Directeur exécutif du réseau d'éducation gay, lesbien et hétérosexuel (GLSEN), une ONG basée à New York disposant d'une large expérience des programmes de sécurité à l'école pour les élèves LGBT. Leurs campagnes, telles que la « semaine sans injures », comportent des activités éducatives visant à faire cesser les injures et le harcèlement verbal sous toutes ses formes.

Les affiliés de l'IE ont examiné les recommandations du Rapport triennal LGBT 2004-2007, qui s'est appuyé sur le « Plan d'action Forum LGBT IE/ISP » soutenu par le Bureau exécutif de l'IE en 2005. Le Caucus comprenait une séance sur les directions stratégiques : le futur plan de travail de l'IE pour 2008-2011. Son programme incluait également une session sur l'éducation, le développement de politiques et la formation des LGBT. De plus, les participants ont visité les organisations locales qui travaillent en étroite coopération avec l'affilié allemand de l'IE dans la capitale, GEW-Berlin. Le GEW et le groupe LGBT ont coordonné cette visite qui s'est terminée par une réunion au siège du GEW à Berlin.

Le caucus et ses résultats ont été salués par les participants, qui ont reconnu le travail de l'IE pour faire face à la discrimination basée sur l'orientation et l'identité sexuelles dans le secteur de l'éducation.

Plaidoyer

Pologne : L'IE a envoyé une lettre de protestation à Roman Giertych, Ministre polonais de l'éducation et Vice-Premier Ministre, qui a tenu des propos politiques tendancieux à l'égard des enseignants et a fait de l'homophobie le centre de sa politique. Le 17 mars à Varsovie, plus de 10 000 enseignants ont pris position contre la politique d'éducation du gouvernement qui ignore les organisations d'enseignants. Ils ont exigé des augmentations de salaire et ont manifesté contre des mesures qui alimentent l'intolérance à l'école. Les affiliés de l'IE ont envoyé des lettres de solidarité en soutien aux manifestations d'enseignants.

En avril, un séminaire national sur les droits dans la société civile organisé à Cracovie par l'affilié de l'IE ZNP s'est penché sur l'avenir des femmes dans la profession enseignante, la situation des minorités nationales et des émigrants ainsi que la situation actuelle des gays et lesbiennes dans la société polonaise.

France : Le Secrétaire général de l'IE a participé à un colloque avec pour thème « Contre l'homophobie et pour la diversité dans l'éducation », organisé par le collectif éducatif qui rassemble entre autres le FSU, l'UNSA Education, la SGEN-CFDT et l'UNEF.

Chili : Le Secrétaire général de l'IE a envoyé une lettre de protestation à Yasna Provoste, Ministre chilienne de l'Education. L'affilié CPCh a signalé que des mesures arbitraires ont été prises à l'encontre d'une enseignante religieuse qui s'est vue refuser un certificat d'enseignement religieux par l'évêque communal en raison de son orientation sexuelle. Le droit du travail contient des dispositions qui donnent du pouvoir aux autorités religieuses. L'IE et le CPCh ont demandé la révision des procédures qui touchent les enseignants religieux.

Suite à cela, le groupe LGBT local a exigé une protection devant la Cour d'appel de San Miguel, avec le soutien du CPCh et de l'IE-AL. La position du Ministère de l'Education sur cette question reste floue, créant un précédent en plaçant l'Eglise au-dessus de l'Etat dans les questions d'éducation publique. Dans le même temps, 135 étudiants, parents et tuteurs liés à l'école de Pavez ont signé une lettre de protestation.

Forum LGBT IE/ISP

Le deuxième Forum IE/ISP s'est tenu avant le centième Congrès de l'ISP à Vienne. Plus de 60 délégués de 23 pays et 37 représentants syndicaux ont participé aux deux jours de réunion, consacrés à des études de cas et aux bonnes pratiques. Les participants ont échangé leurs expériences au cours de quatre séances plénières et de huit ateliers. Les comités régionaux informels ont axé leur travail sur les priorités régionales et les stratégies communes en vue de leur inclusion dans des plans opérationnels.

Lors de la séance plénière d'ouverture, le Secrétaire général de l'ISP, Hans Engelberts, a formulé des remarques sur la qualité des services publics et les questions LGBT. Les intervenants principaux furent : Svend Robinson, le premier parlementaire ouvertement gay du Canada, et Angela Schwartz, de l'Unité anti-discrimination pour les styles de vie de personnes du même sexe, de Vienne.

Les recommandations du Forum comprenaient : l'examen de la structure et des activités du Comité directeur ; le renforcement et l'amélioration des activités liées aux questions LGBT au niveau régional, l'encouragement de projets de partenariat entre et parmi les affiliés, l'augmentation de la visibilité en matière d'égalité pour les transsexuels, la continuation et l'amélioration de l'interaction avec l'OIT et d'autres agences et organisations internationales ;

La publication conjointe IE/ISP « Travailler ensemble pour les travailleurs gays et lesbiens » et le nouveau site web ont été lancés par le Secrétaire général de l'IE, Fred van Leeuwen, et son homologue de l'ISP, Hans Engelberts, lors de la session plénière sur l'égalité au Congrès de l'ISP.

Délégation de l'IE : B. Chase, NEA/**Etats-Unis** et co-président du Forum; M. Rettig, CTF-FCE/**Canada** et membre du Conseil d'administration, GEW/**Allemagne**, AEU/**Australie**, LO/**Danemark**, SNES-FSU/**France**, AOb/**Pays-Bas**, NASUWT/**Royaume-Uni**, et Rebeca Sevilla, coordinatrice de l'IE.

Le Comité directeur, composé de représentants des affiliés de l'IE et de l'ISP, a travaillé par courriel et conférence téléphonique sur la préparation du programme, de la publication commune et du site Web.

Le troisième Forum LGBT IE/ISP aura lieu avant le prochain Congrès de l'IE en Afrique, en 2011. Pour plus d'informations : <http://lgbt.ei-ie.org/>

3.2.2 Activités régionales

Afrique

La table ronde prévue sur les recommandations d'un document de référence intitulé « Evaluer les connaissances, les perceptions et les attitudes à l'égard des gays et des lesbiennes » a été reportée. Le document comprenait une étude menée auprès de 110 syndicalistes appartenant à 19 affiliés issus de 13 pays d'Afrique centrale, occidentale, orientale et australe. L'étude, commanditée par le Bureau régional africain de l'IE, a été menée en 2005 par le Centre panafricain des enseignants (CPAE).

Amérique latine

Conformément à l'accord de travail commun entre l'IE et l'ISP, les deux bureaux régionaux ont organisé la première réunion syndicale sous-régionale sur « la diversité sexuelle et les droits du travail ». Elle s'est tenue à Guatemala City, au Guatemala, du 22 au 24 octobre. 25 représentants syndicaux des deux organisations régionales étaient présents. Parmi eux se trouvaient les affiliés de l'IE suivants : SEC/**Costa Rica**, STEG/**Guatemala**, COLPROSUMAH, COPEMH et PRICPHMA/**Honduras**, FEPDES/**Nicaragua**, MPU/**Panama**, CGTEN/ANDEN, et ANDES 21 DE JUNIO/**Salvador**. Les participants de l'ISP étaient ANPE, ANEP, ANEJUD/**Costa Rica**, USTAC et STSG/**Guatemala**, FESITUN et FETSALUD/**Nicaragua**, FENASEP/**Panama**, et SIMETRISSS/**Salvador**.

La première réunion d'Amérique centrale avait comme objectifs principaux d'augmenter la sensibilisation des syndicats à ces questions, de proposer un plan opérationnel et de créer un forum régional sur la diversité sexuelle et le genre en vue d'assurer le suivi des actions décidées, notamment une déclaration et une recommandation afin d'organiser des réunions similaires dans le Cône Sud et les pays andins, avant la prochaine réunion régionale.

Au **Costa Rica**, le « Forum intersyndical sur la diversité et le genre » a rassemblé 21 syndicats locaux, notamment l'affilié de l'IE ANDE et les affiliés de l'ISP ANEP et ASDEICE. Son plan opérationnel comprend des activités institutionnelles liées aux travailleurs LGBT et une mise en œuvre en collaboration avec des initiatives LGBT locales telles que *Movimiento Diversidad*. La coalition à l'origine de cette initiative a joué un rôle important dans le travail sous-régional depuis 2006.

Un événement centraméricain en relation avec les droits des LGBT s'est tenu du 22 au 24 octobre. Cet événement était également organisé conjointement par l'IE et l'ISP. Les affiliés suivants étaient présents pour l'Internationale de l'Éducation : **SEC/Costa Rica**, **STEG/Guatemala**, **COLPROSUMAH**, **COPEMH** et **PRICPHMA/Honduras**, **MPU/Panama**, **CGTEN/ANDEN** et **FEPDES/Nicaragua**, et **ANDES 21 DE JUNIO/Salvador**. Les objectifs de l'événement étaient les suivants :

- 1) Sensibiliser les participants aux questions du genre et de la diversité sexuelle afin qu'ils reconnaissent l'importance de l'intégration de ces thèmes dans les agendas des organisations syndicales ;
- 2) Proposer un plan d'action opérationnel général afin de sensibiliser les syndicats à ces thèmes et de définir des politiques, créer des comités et des protocoles afin de traiter les rapports de discrimination pour motif de genre, d'identité ou d'orientation sexuelle exposés par les membres de syndicats ; et
- 3) Créer un Forum régional sur la diversité sexuelle et le genre dans la lignée des actions actuellement définies.

A la fin de l'événement, les organisations ont conclu et recommandé :

1. Que ce travail soit poursuivi, en suggérant qu'un atelier possédant les mêmes caractéristiques soit créé dans le Cône Sud et la région andine, avec pour but d'organiser par la suite un événement latino-américain ;
2. Qu'un comité central américain soit formé avec les organisations participant à l'événement afin de poursuivre ce travail et de promouvoir la coordination de ces activités dans les autres sous-régions ; et
3. Qu'une déclaration soit formulée lors de l'événement afin de donner sens et continuité à cette gestion au niveau régional.

Par conséquent, **STEG/Guatemala** a adopté une politique syndicale de défense des droits des LGBT et son Conseil d'administration a créé un secrétariat pour la promotion et la défense des droits des LGBT. De même, une alliance a été conclue avec l'organisation de gays et lesbiennes « OASIS ». **STEG** a indiqué qu'il s'engageait à poursuivre le développement de son travail dans le domaine de l'éducation sexuelle et de la prévention du VIH/SIDA.

Après avoir participé à l'atelier centraméricain, **ANDE du Costa Rica** a créé un Comité intersyndical sur la diversité sexuelle et sur le genre. Ce comité rassemble 21 organisations syndicales du pays et a pour objectif de renforcer les politiques institutionnelles afin de répondre aux besoins des travailleurs LGBT. Le comité a organisé des ateliers de formation dans le but de donner aux syndicats des outils pour gérer les cas de discrimination pour motif d'orientation

sexuelle, pour s'informer sur la législation et pour se familiariser avec les expériences de travail d'autres secteurs sociaux.

La déclaration ci-dessous a été suggérée par les participants à l'événement sous-régional du Guatemala :

L'INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION ET L'INTERNATIONALE DES SERVICES PUBLICS

LES ORGANISATIONS SYNDICALES MEMBRES D'AMÉRIQUE CENTRALE CONCERNANT LA SITUATION DE GRAVE DISCRIMINATION SUBIE PAR LA COMMUNAUTÉ DES TRAVAILLEURS LGBT, DÉCLARENT :

1. Que la population active LGBT est un groupe social vulnérable car elle fait l'objet de discriminations de toutes sortes.
2. Que les gouvernements des pays de la région n'ont pas mis en œuvre de politique publique d'intégration pour les travailleurs LGBT dans leur législation nationale.
3. Que les organisations syndicales n'ont pas défini de politique syndicale afin de faire face aux problèmes auxquels est confrontée la communauté des travailleurs LGBT.
4. Que les droits des LGBT sont, systématiquement et en permanence, violés par l'État et le secteur privé.

A l'attention des susmentionnés :

Puisque les organisations syndicales sont appelées à veiller au respect inconditionnel des droits humains et du travail :

1. Nous demandons aux gouvernements des pays d'Amérique centrale de respecter et de mettre en œuvre la Convention 111 de l'OIT et la Déclaration universelle des droits de l'homme.
2. De même, nous demandons la définition et la mise en œuvre de politiques nationales complètes et respectueuses pour les droits humains et du travail des personnes LGBT.
3. Nous exhortons les organisations syndicales à s'engager fermement à rechercher et donner suite aux cas de violation des droits du travail subie par les personnes LGBT.
4. De plus, nous encourageons une défense appropriée des droits ainsi que l'intégration de ce thème à l'agenda syndical afin d'informer les travailleurs.
5. Nous invitons les organisations membres de l'IE et de l'ISP à définir des orientations d'action stratégiques, afin de promouvoir un travail sous-régional en faveur de la défense et de la protection des droits des personnes LGBT.

SIGNÉ A GUATEMALA CITY

le 23 octobre 2007.

Asie-Pacifique

La septième conférence régionale de l'IE a tenu son premier caucus LGBT.

Région paneuropéenne

Le Comité paneuropéen sur l'égalité, rassemblé à Cracovie, a adopté à l'unanimité une motion de soutien aux syndicats d'enseignants polonais dans leurs efforts pour défendre la tolérance et la non-discrimination dans le système éducatif. La motion a été présentée par ZNP/**Pologne** et appuyée par SEB/**Bulgarie**.

La conférence, intitulée « Diversité sexuelle, Comm'unité' européenne » a rassemblé des décideurs européens responsables des politiques liées à l'orientation sexuelle, des organisations LGBT, des syndicalistes LGBT et des universitaires afin de discuter de la formulation de politiques et de la mise en œuvre des décisions juridiques aux niveaux européen et national. La coordinatrice de l'IE, Rebecca Sevilla, a rejoint les débats de groupe sur l'environnement de travail et l'éducation, qui représentaient de bonnes occasions d'échanger des informations et de tisser des réseaux.

Pour plus d'informations, consultez : www.sexualdiversity.eu/

3.3 LA LUTTE POUR L'EGALITE DES PEUPLES AUTOCHTONES

Caucus pré-Congrès des peuples autochtones

Le Caucus des peuples autochtones a rassemblé presque 100 participants de 30 pays. Darcel Russell, Vice-présidente fédérale du Syndicat de l'éducation australien (AEU), présidait la séance. Après une brève discussion sur la définition des peuples autochtones, le caucus a décidé de se réunir en deux groupes : un groupe autochtone et un groupe non autochtone partageant leurs expériences. Dans la seconde moitié de la séance, les groupes se sont réunis et ont travaillé ensemble sur des stratégies.

Plusieurs préoccupations et questions ont été soulevées, notamment le temps restreint alloué au caucus. L'IE a accepté de créer un réseau par courriel pour tous ceux qui travaillent sur les questions des peuples autochtones et a souligné l'importance de disposer d'un site Web consacré à ce réseau. Le Comité a également exploré les moyens d'améliorer la participation et le suivi des autochtones dans des domaines de travail spécifiques entre les congrès.

Question des peuples autochtones : suivi du projet de déclaration des Nations Unies sur les questions concernant des peuples autochtones. Des informations et des articles disponibles sur le site Web ont été élaborés.

Le Caucus a invité les participants à prendre part à la Conférence mondiale des peuples autochtones sur l'éducation (WIPCE) qui se tiendra à Melbourne, en Australie, du 7 au 11 décembre 2008. La présence des affiliés de l'IE permettra d'intégrer les questions des peuples autochtones aux négociations générales. Les syndicats australiens organisent actuellement un événement qui précèdera la conférence.

Plaidoyer

L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Déclaration sur les droits des peuples autochtones après 20 ans. La Déclaration traite à la fois des droits individuels et collectifs, y compris les droits culturels et liés à l'identité, les droits à l'éducation, à la santé, à l'emploi, à la langue, et autres. Elle déclare également illégale la discrimination à l'égard des peuples autochtones et promeut leur participation pleine et effective à toutes les questions qui les concernent.

Le texte a été préparé par un groupe de travail intersession ouvert sur le projet de déclaration sur les droits des populations autochtones, créé en 1995 par la Commission sur les droits de l'homme. L'IE a participé activement aux groupes de travail qui se sont réunis ces dernières années. Le Groupe de travail a repris son travail en 2006, au cours de la première année de la deuxième Décennie internationale des peuples autochtones du monde (2005-2015).

Les différentes activités régionales sur ce thème furent :

Amérique latine

La 6ème Conférence régionale, qui s'est tenue en mars à Buenos Aires, **Argentine**, a adopté deux déclarations, dont une sur l'autodétermination des peuples autochtones, qui insiste sur leurs droits et leur protection. La Déclaration sur la diversité culturelle et l'éducation interculturelle bilingue a invité les syndicats à intégrer ces dimensions à leur programme éducatif et à leurs théories pédagogiques, mais également à construire une diversité culturelle et ethnique dans les structures et le travail des syndicats.

Amérique du Nord/Caraïbes

La 33ème réunion biennale de la Syndicat des enseignants des Caraïbes (CUT) s'est tenue à **Trinité-et-Tobago** en août 2007. Les délégués ont adopté une résolution visant à traiter avec les programmeurs pour les populations autochtones des Caraïbes orientales. La conférence a vanté les mérites le programme innovant d'enseignement supérieur pour les populations autochtones des territoires des Caraïbes orientales et a exprimé son soutien à cette initiative. Le CUT a été mandaté afin d'appeler les gouvernements des pays des Caraïbes à soutenir l'initiative dont bénéficieront les populations autochtones des Caraïbes et les autres campus à mettre en œuvre de tels programmes.

Le Secrétaire général de l'IE, Fred van Leeuwen, fut l'un des intervenants principaux lors de la réunion générale annuelle de l'Association des enseignants du Yukon (YTA), au **Canada**. En mai, il a établi des contacts avec les dirigeants des Premières Nations dans le secteur de l'éducation et un symposium est prévu pour un séminaire international de l'IE en 2009.

L'IE travaille en coordination avec la CSI et d'autres Fédérations syndicales mondiales à la préparation du processus de révision de la Conférence mondiale des Nations Unies contre le racisme, la xénophobie et toutes les formes de discrimination (WCAR), sa Déclaration et son plan d'action. La prochaine WCAR doit avoir lieu en 2009.

Asie-Pacifique

Le Congrès mondial a adopté une résolution présentée par les délégués australiens afin de protester contre le recours par le gouvernement australien à l'armée et aux forces de police pour prendre le contrôle de 64 communautés aborigènes isolées. Les délégués ont considéré comme une violation fondamentale des droits humains le fait que le gouvernement australien se serve de la grave question de la maltraitance des enfants pour affaiblir les lois sur les droits fonciers des Aborigènes

dans les Territoires du Nord. Ils ont également condamné le fait que dans les communautés récemment prises sous contrôle se trouvent plus de 5 000 enfants aborigènes qui n'ont aucun accès à l'éducation secondaire et/ou primaire et/ou préscolaire. Ils ont exhorté le gouvernement australien à établir de véritables partenariats avec les dirigeants aborigènes à tous les niveaux et à faire une priorité de la formation d'enseignants et d'éducateurs aborigènes.

Suite à la résolution, l'IE a envoyé le 10 octobre une lettre au Premier Ministre John Howard concernant le peuple aborigène, lui demandant un entretien. L'affilié de l'IE, AEU, a également répondu à la proposition du Premier Ministre avec son rapport intitulé « L'éducation est la clé : un avenir pour l'éducation des communautés autochtones des Territoires du Nord ».

3.4. LA LUTTE POUR L'EGALITE DES PERSONNES HANDICAPEES

Une session en sous-groupe du Congrès a été entièrement consacrée aux droits à l'éducation des personnes handicapées. Conformément à la politique de l'IE, pour des motifs d'égalité et de droit à une éducation de qualité, l'éducation des personnes handicapées ne doit pas être laissée au seul secteur privé. Là où le secteur privé est impliqué, il devrait y avoir une bonne coordination avec le secteur public.

Il ne devrait pas y avoir de dichotomie entre intégration et ségrégation ; des efforts doivent être faits afin d'adapter la taille des classes, former les enseignants (les enseignants spécifiques et les autres) et pour défendre ces droits à travers des syndicats solides et proactifs. Ceux-ci devraient inclure les questions du manque de ressources et de l'inadaptation de l'infrastructure et de l'environnement d'apprentissage dans leurs négociations et leurs actions.

Asie-Pacifique

Les membres de KTU/**Corée** et la Coalition pour les droits des personnes handicapées (CDPER) ont organisé en mars 2007 une grève d'occupation de deux semaines dans les locaux du Comité national pour les droits de l'homme après les défilés nationaux, afin de soutenir l'adoption par l'Assemblée nationale d'une législation en faveur des droits des personnes handicapées dans le domaine de l'éducation. En Corée du Sud, près de 50 % des adultes handicapés n'ont pas reçu d'enseignement scolaire au-delà du niveau primaire. Le plaidoyer a eu pour conséquence l'adoption d'une nouvelle loi pour l'éducation des handicapés. Le KTU et la CDPER attendent à présent une allocation de moyens et d'enseignants suffisante, ainsi que le prévoit la nouvelle loi.

Objectif 4 : Promouvoir la démocratie, le développement durable et la solidarité

Promouvoir la démocratie, le développement durable, le commerce équitable, les services sociaux de base, la santé et la sécurité, par le biais de la solidarité et de la coopération entre les organisations membres, le mouvement syndical international et la société civile. En 2007, l'IE a poursuivi sa contribution à un monde plus juste et plus sain, dans lequel l'égalité, la durabilité, la connaissance et la solidarité internationale participent à l'amélioration de la vie des travailleurs et travailleuses et de leurs familles. Ce travail a été entrepris avec l'aide de Global Unions, de l'Organisation internationale du travail (OIT), des institutions financières internationales, de l'Institut de recherche de l'IE, du Programme EPT/SIDA, du programme de coopération au développement et d'autres encore.

4.1 SOLIDARITE À TRAVERS LE MOUVEMENT SYNDICAL INTERNATIONAL

Global Unions

Le mois de janvier 2007 a vu le franchissement d'une étape importante vers une action syndicale unie et efficace dans l'économie mondialisée, et l'IE y a tenu un rôle clé. Les 9 et 10 janvier, le nouveau Conseil des Global Unions a tenu sa réunion inaugurale à la Maison syndicale internationale de Bruxelles.

Le nouveau Conseil a réuni les dirigeants de la Confédération syndicale internationale (CSI), de dix fédérations syndicales mondiales (FSM), notamment l'IE, et de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC).

Comme stipulé dans l'accord établissant le Conseil, il s'agit d'« un instrument de solidarité, de mobilisation, de représentation conjointe et de campagnes ». Le Secrétaire général de l'IE en est devenu le premier président. Les dirigeants des FSI se sont immédiatement mis au travail et ont identifié des stratégies pour une coopération renforcée, fondées sur les axes suivants :

- Organisation et croissance des syndicats ;
- Enrayer l'impact des fonds de capital-investissement et de la spéculation financière dans l'économie mondiale ;
- Soutenir la réponse des syndicats face au défi de la Chine ;
- Solidarité et coopération au développement ; et
- Mobilisation autour des questions fondamentales, notamment l'éradication de la pauvreté.

Le Comité de coordination (IE, CSI, IBB et UNI) a nommé coordinateur l'ancien directeur de l'OIT/ACTRAV Jim Baker.

En juin, les Secrétaires généraux se sont réunis aux bureaux genevois de l'OIT pour effectuer un suivi des principales priorités. Ils ont lancé les préparatifs de la première grande conférence du Conseil (voir plus bas) et travaillé sur un projet de Programme et budget pour 2008. Faisant suite aux décisions de la réunion inaugurale, la spéculation financière et les Objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies visant à l'Education pour tous et à des services publics de qualité représentaient les deux thèmes prioritaires. Les avertissements des syndicats au sujet du premier problème se sont malheureusement avérés fondés, avec l'avènement de la crise des emprunts immobiliers aux Etats-Unis et sa propagation au monde entier. Le Conseil a également contribué à consolider la coopération syndicale mondiale existante sur les questions de la coopération au développement, de la campagne contre le VIH/SIDA, de l'emploi contractuel et précaire (qui touche de plus en plus les enseignants et d'autres employés de l'éducation), la nouvelle approche des activités sectorielles de l'OIT et les stratégies de communication des syndicats.

Au mois de décembre, le Conseil a organisé un événement unique à Washington DC. Environ 200 dirigeants nationaux et internationaux se sont réunis afin d'élaborer des stratégies autour des questions de reconnaissance et d'expansion. Laisant de côté les formalités habituelles d'une réunion internationale, les dirigeants ont abordé ensemble le déclin du nombre de membres dans de nombreux pays, la restructuration des économies, la mondialisation des secteurs de la manufacture, du commerce et des services, la déréglementation et la prépondérance du marché sur les valeurs du secteur public et de la justice sociale.

Sur le plan politique, il est important de noter que c'était la première fois depuis la scission de 2006 au sein du mouvement syndical américain que les deux groupes AFL-CIO (organisateur de l'événement) et Change to win se réunissaient afin d'aborder des questions mondiales de large portée. Les affiliés de l'IE, l'AFT (membre influent d'AFL-CIO) et la NEA (non affilié mais plus grand syndicat américain en termes de membres) étaient très largement représentés. Les résultats de ces deux jours de discussions intenses comprenaient notamment la reconnaissance de l'impossibilité pour une organisation nationale de surmonter seule les épreuves au sein de l'économie mondiale d'aujourd'hui, la nécessité de trouver des moyens de renforcer la capacité du mouvement syndical mondial, celui-ci devant à son tour être identifié plus clairement face aux problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs et leurs familles dans leurs communautés locales.

Lors du Congrès mondial 2007, la Constitution de l'IE a été amendée afin de remplacer une référence à « l'Accord de Milan » par « participant au Conseil des Global Unions ». La référence à la CISL a été modifiée par une référence à la CSI (article 3 des principes généraux).

Confédération syndicale internationale (CSI)

L'IE a participé aux réunions du Conseil général de la CSI à Bruxelles au mois de juin et à Washington DC en décembre. La Présidente de la CSI, l'Australienne Sharan Burrow, est une ancienne Vice-présidente de l'IE. Un débat important sur la Chine a eu lieu lors de la réunion du mois de décembre. Le Secrétaire général de l'IE est intervenu afin de mettre en avant le problème particulier posé par le rôle des syndicats officiels chinois dans le secteur public. Agissant en tant qu'agences gouvernementales, ces syndicats, notamment le syndicat d'enseignants, peuvent difficilement représenter les intérêts des travailleurs du secteur public. Dans le même temps, l'IE a reconnu la nécessité pour Global Unions de trouver des moyens d'intervenir au niveau du secteur privé chinois en pleine expansion.

En collaboration avec l'Internationale des services publics, l'IE a continué à rechercher le soutien des syndicats en faveur des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et de services publics de qualité en tant qu'instrument d'équité et de justice sociale.

L'IE a maintenu sa contribution financière au bureau de Global Unions auprès des institutions financières internationales (Banque mondiale et FMI) à Washington DC. Suite à une décision du Bureau exécutif, l'IE apportera à l'avenir sa contribution au bureau CSI/Global Unions de Hong Kong.

Internationale des services publics (ISP)

L'IE a participé au Congrès mondial de l'Internationale des services publics (ISP) à Vienne, en **Autriche**, au mois de septembre. Ce congrès fut marqué par le départ à la retraite du Secrétaire général Hans Engelberts, en fonction depuis des années et qui fut un ami loyal et un défenseur tenace de l'IE depuis sa création. Peter Waldorf, du Danemark, a été élu nouveau Secrétaire général de l'ISP.

Les équipes administratives de l'IE et l'ISP ont poursuivi leur coopération sur un éventail de questions, notamment le fonctionnement des bureaux régionaux conjoints et les mesures concernant l'AGCS.

Organe consultatif de l'OIT sur l'éducation et la recherche

Les FSM ont longtemps considéré les activités sectorielles de l'OIT comme d'importants moyens pour appliquer les principes de l'OIT sur le lieu de travail. L'éducation a d'abord été considérée comme l'un des 22 secteurs de l'OIT et un important programme d'action de promotion du statut des enseignants dans le cadre d'une éducation pour tous de qualité a été entrepris dans un certain nombre de pays sur la période 2004-2007. Une réunion des organisations membres de l'IE issues des pays participants s'est tenue avec l'OIT au cours du Congrès mondial.

En collaboration avec le directeur général de l'OIT, l'IE a joué un rôle majeur, notamment par son travail avec les FSM, dans l'impulsion nouvelle donnée au programme sectoriel de l'OIT, gagnant le soutien des employeurs et des gouvernements au sein du Conseil d'administration tripartite de l'OIT. La nouvelle approche, approuvée en mars, nécessite la création de 8 organes consultatifs, notamment un nouvel Organe consultatif pour l'éducation et la recherche. L'éducation ne sera plus considérée comme un secteur unique. Le nouvel organe consultatif abordera les questions qui touchent les employés de 5 secteurs :

- Ecoles maternelles et crèches
- Années de scolarisation obligatoire (primaire et secondaire)
- Enseignement et formation professionnels
- Enseignement supérieur et recherche
- Personnel non enseignant

Si la restriction des ressources limitera l'action de l'OIT sur le court terme, cet organe est censé amener une nouvelle dynamique qui influencera le travail de l'OIT dans tous les secteurs du domaine de l'éducation et de la recherche.

L'Organe consultatif pour l'éducation et la recherche a organisé sa première réunion à Genève, en **Suisse**, au mois d'octobre, afin de conseiller le Conseil d'administration sur les activités des années 2008-2009. Le ministère de l'Education nationale du Brésil était notablement représenté par de

hauts fonctionnaires, soulignant le fait, souvent mis en avant par l'IE, que les autorités publiques continuent de représenter l'employeur principal des enseignants et des autres travailleurs de l'éducation. Le Brésil s'est engagé à poursuivre une telle participation. Des consultations sont toujours en cours avec les gouvernements d'Afrique du Sud, de Finlande et du Canada, dans le but de garantir la participation future de ces gouvernements à travers les ministères de l'Éducation. L'Association internationale des employeurs y a participé et a exprimé son soutien à cette approche. D'autres gouvernements étaient représentés par les attachés syndicaux aux missions permanentes à Genève.

L'organe consultatif a examiné 5 options présentées par le bureau de l'OIT pour les activités de 2008-2009. Étant donné l'importance centrale des questions liées à la carrière, aux salaires et conditions de travail du personnel enseignant, un consensus est apparu sur le fait que l'élaboration d'une boîte à outils pour les ressources humaines et d'un programme d'accompagnement à la formation serait d'une grande utilité pour les autorités de l'éducation, publique et privée, ainsi que pour les enseignants et les organisations qui les représentent. Dans le développement de cette boîte à outils, le Bureau sera très attentif à la question fondamentale des salaires. D'autres organisations internationales, notamment l'UNESCO, seront consultées. Les rapports du CEART, le Comité conjoint OIT/UNESCO d'experts sur l'application des recommandations concernant le personnel enseignant, représenteront une contribution majeure à ce projet. Il a également été convenu que la boîte à outils élaborée par le Bureau serait approuvée par des consultations avec les comités dirigeants nationaux créés durant le programme d'action pour l'éducation, et par un ou plusieurs ateliers impliquant des affiliés de l'IE. Ces recommandations ont ensuite été approuvées par le Conseil d'administration de l'OIT lors de sa séance de novembre.

L'IE considère qu'une nette avancée a été obtenue en 2007 dans le travail sectoriel de l'OIT sur l'éducation et la recherche. Les fondations ont été posées pour un travail sur les préoccupations des membres de l'IE durant la période 2008-2009 et au-delà. Mais si les perspectives sont prometteuses, il reste encore beaucoup à accomplir par l'IE et ses affiliés afin d'exploiter efficacement les nouvelles opportunités qui ont émergé.

Université ouvrière mondiale

En 2007, une troisième maîtrise d'un an a été achevée à l'Université de Kassel et à la Faculté des sciences économiques de Berlin, en **Allemagne**, et la première classe de maîtrise a débuté à l'Université de Witwatersrand en **Afrique du Sud**. Des programmes de maîtrise débiteront en 2008 à l'Université d'état de Campinas au **Brésil**, et à l'Institut Tata de sciences sociales en **Inde**. L'Université ouvrière mondiale est étroitement liée au **Réseau de recherche Global Unions (GURN)** et reçoit le soutien du Bureau des activités pour les travailleurs à l'OIT.

VIème Conférence internationale sur l'enseignement supérieur et la recherche

L'IE a organisé sa sixième conférence internationale biennale sur l'enseignement supérieur et la recherche du 12 au 14 novembre à Malaga, en **Espagne**. La conférence a examiné les tendances actuelles de l'enseignement supérieur et de la recherche et débattu des conditions de travail du personnel académique, du financement de l'enseignement supérieur, des étudiants en doctorat et du travail que l'OCDE entreprend actuellement concernant l'évaluation des résultats d'apprentissage dans l'enseignement supérieur et la révision du tertiaire.

De plus, les délégués de la conférence ont consacré du temps à des discussions concernant la manière de traiter la question de l'égalité entre les sexes, à la fois dans l'enseignement supérieur et la recherche, et au sein des syndicats eux-mêmes. La conférence a également mis en relief

l'importance d'un travail plus intense des universités et de leur personnel sur la question du changement climatique. La conférence a aussi envisagé les futures utilisations de la recommandation de l'UNESCO sur la condition du personnel enseignant du supérieur.

La conférence a adopté une déclaration concernant l'initiative de l'OCDE sur l'évaluation des résultats d'apprentissage dans l'enseignement supérieur, également connu sous le nom de PISA pour l'enseignement supérieur. L'IE considère cette évolution avec beaucoup d'inquiétude et invite fermement les gouvernements de l'OCDE à examiner attentivement si la standardisation de l'évaluation des étudiants, qui risque d'homogénéiser l'enseignement supérieur et d'encourager les enseignants à « enseigner pour l'évaluation uniquement », est bien la voie qu'ils veulent emprunter.

La déclaration complète est disponible sur : www.ei-ie.org/highereducation/fr/policy.php

4.2 PROMOUVOIR L'EQUITE AU SEIN D'UNE ECONOMIE MONDIALISEE

Action syndicale à l'OCDE

L'IE a poursuivi son rôle actif au sein de la Commission syndicale consultative auprès de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (TUAC). L'OCDE, basée à Paris, en **France**, réunit les 30 nations industrialisées. L'OCDE est devenue un centre majeur de recherche comparative qui établit des rapports faisant autorité et développe des politiques concernant tous les sujets traités par les gouvernements, notamment les politiques économiques, commerciales et d'emploi, ainsi que l'éducation, la santé, les affaires sociales, l'aide au développement et l'environnement. L'OCDE coopère également avec quelque 70 pays « partenaires » dans toutes les régions. Les activités de représentation de l'IE auprès de l'OCDE ont été entreprises via une coopération étroite avec la TUAC. Le groupe de travail sur l'éducation, la formation et l'emploi de la TUAC, présidé par l'IE, rassemble à la fois des affiliés de l'IE et des centres syndicaux nationaux des pays de l'OCDE. Ce groupe s'est réuni en avril et en novembre.

Projets de l'OCDE

L'une des tâches clés de l'Unité de la recherche de l'IE est sa participation active au développement par l'OCDE, l'Union Européenne et l'Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire (IEA) d'indicateurs internationaux de la réussite des étudiants. Un axe fondamental du travail de 2007 a été l'activité de l'OCDE sur l'éducation. L'IE a participé à de nombreuses réunions et événements de l'OCDE, tout en tenant ses organisations membres informées des progrès des activités importantes telles que le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), l'enquête internationale sur les enseignants, l'enseignement et l'apprentissage (projet TALIS) et l'enquête sur la direction des écoles.

Les projets PISA et TALIS sont tous deux d'une importance capitale pour les syndicats de l'éducation dans l'OCDE, mais cette importance ne se limite pas aux pays de l'OCDE car ils traitent de questions clés en matière de politique, telles que l'évaluation des résultats éducatifs et le salaire et la reconnaissance des enseignants. L'OCDE a placé le concept d'« efficacité » des systèmes éducatifs publics en tête de ses priorités et dispose des instruments les plus puissants,

c'est-à-dire des méthodes de recherche et des stratégies de relations publiques les plus perfectionnées, afin d'atteindre ses objectifs. Compte tenu de l'influence des études de l'OCDE sur les médias modernes, le débat public et les opinions, l'Unité de la recherche de l'IE suit de près leurs évolutions. L'IE ne vise pas seulement à tenir les syndicats informés et impliqués, elle tente également de mobiliser leurs réactions et leur engagement actif dans le débat avec l'OCDE.

PISA

L'idée de créer une publication sur la manière dont il convient d'interpréter PISA est apparue au cours d'une consultation collective sur PISA entre les syndicats et l'OCDE, tenue à Paris en septembre 2006. En 2007, l'Unité de la recherche de l'IE a élaboré un guide PISA 2006 qui offrait une vue d'ensemble sur PISA en tant que méthode d'évaluation. Dans le même temps, elle a également mis en garde les affiliés de l'IE au sujet des utilisations politiques de PISA en tant qu'instrument pouvant entraîner un glissement particulier dans la politique d'éducation. Elle a relevé la manière dont le monde politique et les médias ont interprété les derniers résultats de PISA en termes de politique éducative locale, et a suggéré aux syndicats des réactions possibles afin de faire avancer notre agenda dans le débat public.

De plus, en préparation du lancement du rapport PISA 2006, l'IE a élaboré un document de référence destiné à fournir aux syndicats les outils de base pour déchiffrer et comprendre les résultats clés du rapport. Une deuxième consultation sur PISA 2006 entre les syndicats et l'OCDE a été organisée en novembre 2007. A l'occasion de la parution du rapport le 4 décembre, l'IE a préparé un message pré-embargo pour les syndicats, suivi d'une analyse plus conséquente du rapport complet.

L'étude PISA 2006 est bien plus qu'un simple classement de pays ; elle révèle des liens intéressants entre les performances des élèves de 15 ans en sciences, en lecture ou en mathématiques, leurs origines socio-économiques et l'organisation des écoles. Mais PISA ne transmet pas une image complète de l'éducation. Elle peut certes être utile à stimuler le débat sur l'éducation. Mais toute tentative d'utiliser les résultats de PISA afin de soutenir des agendas politiques donnés serait un usage abusif du rapport et des données qu'il contient.

TALIS

L'enquête internationale sur les enseignants, l'enseignement et l'apprentissage (TALIS), menée par l'OCDE, vise à analyser les pratiques des enseignants au travail, les systèmes de rémunération et d'évaluation. Un Groupe de suivi de l'enquête sur les enseignants (TSMG) a été créé parmi les membres de l'IE, dans le cadre de la TUAC. Le Groupe a également été reconnu comme étant la voix des enseignants pour ce projet de l'OCDE. En 2007, il a suivi de près l'évolution des questionnaires finaux de l'enquête après leur essai sur le terrain, menant un débat critique substantiel avec les représentants de l'OCDE. L'enquête complète a été menée dans l'hémisphère sud fin 2007 et sera menée dans l'hémisphère nord au début 2008. La publication du rapport est attendue pour 2009.

Direction des écoles

L'IE a suivi de près l'enquête de l'OCDE sur la direction des écoles, en s'engageant de plus en plus dans les débats. Le rapport de l'OCDE, préparé en 2007, a identifié les problèmes clés et a comparé les politiques et les pratiques en matière de direction des écoles dans 22 pays de l'OCDE. L'organisation a indiqué que le rapport final serait publié en 2009.

Le questionnaire a été envoyé à tous les affiliés de l'IE des pays de l'OCDE en 2007, sollicitant leur opinion sur différents aspects de la direction d'une école, en particulier le recrutement de principaux non issus du système éducatif. Les résultats de l'enquête et d'autres questions liées à la direction des écoles ont été débattus lors du Séminaire de l'IE sur la direction des écoles à Birmingham, au **Royaume-Uni**, les 15 et 16 mai.

Comité et Direction de l'éducation de l'OCDE

Le renforcement des relations avec la Direction de l'éducation s'est poursuivi, à la fois avec le directeur et avec les responsables de projets individuels. Le Directeur adjoint a participé à la réunion des organisations membres de l'IE issues des pays de l'OCDE, qui s'est tenue au mois de janvier à Vancouver, au **Canada**. De même, le responsable des projets **TALIS** et **Regards sur l'éducation** a pris part à une séance du Congrès. Cependant, au mois de novembre, l'IE et la TUAC ont rencontré le Bureau du Comité de l'éducation afin de demander une meilleure concertation avec l'organe politique représentant les états membres de l'OCDE à travers leurs ministères de l'éducation. Le Bureau a reconnu l'importance croissante des contributions de l'IE et de la TUAC aux projets de l'OCDE, en ce qu'elles reflètent les opinions des enseignants et apportent une perspective différente de celle des ministères. De nouvelles modalités pour la participation de l'IE/TUAC au travail du Comité de l'éducation seront fixées en 2008.

Thèmes économiques et généraux à l'OCDE

Via la TUAC, l'IE a également participé à bon nombre d'actions importantes concernant des questions économiques et plus générales à l'OCDE et aux sommets du G8.

Le sommet du G8 à Heiligendamm, Allemagne

Le sommet 2007 du G8 a été organisé par l'Allemagne dans la ville de Heiligendamm. Comme dans les années précédentes, la TUAC a organisé un sommet des dirigeants syndicaux avec le chef du gouvernement du pays d'accueil, la Chancelière Angela Merkel. Le Secrétaire général de l'IE y a participé en sa qualité de Président du Conseil des Global Unions et a exhorté Mme Merkel à poursuivre les engagements pris par les dirigeants du G8 lors du sommet de Cologne en 1999, notamment les engagements sur l'apprentissage tout au long de la vie, ainsi que les OMD adoptés par les Nations Unies en 2000.

Avant la réunion des dirigeants syndicaux avec la Chancelière Merkel, la délégation de la TUAC a rencontré les ministres du travail du G8 à Dresde. Fait notable, les ministres se sont engagés à respecter les normes fondamentales du travail de l'OIT dans les accords commerciaux bilatéraux. Sur l'insistance du gouvernement allemand, les conclusions du sommet du G8 ont pour la première fois inclus un engagement envers la dimension sociale de la mondialisation.

Plénière de la TUAC et Conseil ministériel de l'OCDE

En mai et en novembre, l'IE a participé aux séances plénières de la TUAC à Paris. En parallèle à la séance de mai, l'IE a joué un rôle actif dans les concertations avec le Conseil ministériel de l'OCDE, soulignant l'impact de la migration et de la mobilité sur les écoles des pays de l'OCDE, faisant suite à la réunion des affiliés de l'IE issus des pays de l'OCDE qui s'est tenue à Vancouver au mois de janvier. Le représentant de l'IE a constaté un déclin de la contribution des grandes entreprises dans les services publics comme l'éducation, car ces entreprises ont utilisé leur influence

mondiale pour éviter ou atténuer l'imposition. L'IE a souligné que les activités philanthropiques de ces entreprises ne pouvaient remplacer les contributions fiscales à des fins sociales. Par l'intermédiaire du Syndicat national des enseignants du Royaume-Uni (NUT), l'IE a également activement participé au Forum annuel de l'OCDE qui s'est tenu parallèlement au Conseil ministériel. L'Observateur de l'OCDE a souligné la contribution IE/NUT lors d'une séance spéciale sur l'éducation, l'équité et la croissance.

Le Conseil ministériel du mois de mai a décidé de lancer un processus d'élargissement de l'OCDE. Le Conseil a pris la décision de débiter les négociations à l'adhésion avec cinq pays, la Russie, Israël, le Chili, l'Estonie et la Slovaquie, et de poursuivre un « élargissement amélioré » avec cinq autres pays : la Chine, le Brésil, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud. Ces décisions ont été prises dans le sens de la volonté du Secrétaire général de l'OCDE de faire de cette organisation « le centre de la mondialisation », mais elles soulèvent dans certains cas, notamment celui de la Chine, des questions essentielles de respect des engagements de l'OCDE pour la démocratie et le respect des droits humains en tant que critère central de l'adhésion à l'OCDE.

La séance plénière de la TUAC du mois de novembre a eu un important échange avec un haut fonctionnaire désigné par les pays du G8 afin de suivre les décisions du sommet et de mener un dialogue structuré avec les grandes économies émergentes : la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud et le Mexique. Ce fonctionnaire sera installé dans les bureaux du Secrétariat de l'OCDE, ce qui souligne une fois de plus les liens étroits qui existent entre l'OCDE et le G8, et le concept de l'OCDE en tant que « plaque tournante de la mondialisation ». La séance comprenait également un exposé de l'ancien Premier ministre danois et dirigeant parlementaire européen Poul Nyrup Rasmussen concernant les fonds de couverture et la crise financière des subprimes.

Suite à la séance, la question de l'élargissement de l'OCDE et du respect des droits humains, ainsi que des normes fondamentales du travail a été de nouveau abordée lors d'une concertation avec le Secrétaire général, les chefs de direction et les ambassadeurs des 30 pays membres. L'IE a une fois de plus participé activement à ces débats. Un certain nombre d'ambassadeurs ont exprimé le soutien résolu de leurs gouvernements envers la position de la TUAC sur le respect des droits démocratiques fondamentaux.

Un échange d'opinions a également eu lieu avec la direction de l'OCDE et le Comité consultatif économique et industriel concernant la crise consécutive au scandale américain des emprunts immobiliers.

La Corée et le respect des normes du travail

L'IE a poursuivi sa participation au processus de surveillance du respect par la République de Corée de son engagement, pris lors de son adhésion à l'OCDE dix ans auparavant, à se mettre en conformité avec les normes internationales du travail. Ce processus de contrôle est mis en œuvre par l'intermédiaire du Comité de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE.

Réseaux et accès aux données

Le travail sur le site web de la TUAC s'est poursuivi en vue de son lancement en janvier 2008. Avec le soutien de l'IE, ce site permettra aux organisations membres de l'IE d'accéder aux dernières études de l'OCDE sur une large gamme de thèmes éducatifs. Dans de nombreux cas, les départements de recherche des syndicats seront également en mesure d'accéder aux données brutes émanant des gouvernements membres.

4.3 SOLIDARITE DANS LA LUTTE CONTRE LE VIH ET LE SIDA

Les syndicats enseignants de 46 pays, dont plus de la moitié étaient issus d'Afrique, ont participé au programme EPT/SIDA en 2007. Ce n'est pas sans raison quand on sait que, si l'épidémie de SIDA s'est répandue dans le monde entier et touche des personnes de tous les continents, c'est dans la région d'Afrique sub-saharienne qu'elle fait le plus de ravages.

Les rapports des réunions et des visites de pays indiquent un besoin actuel de formation continue sur les supports concernant le VIH/SIDA et la manière de les intégrer au travail en classe. Par exemple, d'après des rapports du Botswana, certains enseignants ne prennent pas au sérieux l'enseignement sur le VIH/SIDA car il n'est pas étudié de façon approfondie, comme d'autres éléments du programme. En outre, il n'y a ni contrôle ni évaluation de l'enseignement sur le VIH/SIDA.

Le financement est problématique dans de nombreux pays, où les syndicats et les ministères manquent de ressources pour mettre la formation à disposition aussi largement qu'ils le souhaitent.

La question de la stigmatisation des personnes séropositives reste extrêmement sérieuse. De nombreux enseignants atteints du SIDA ne sont pas en mesure de faire ouvertement état de leur condition ; les syndicats ont convenu de la nécessité de rentrer en contact avec ces enseignants et de les aider à s'organiser pour répondre à leurs besoins.

Pays participants au Programme EPT/SIDA en 2007

Afrique

Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Burkina-Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Kenya, Lesotho, Liberia, Malawi, Mali, Namibie, Niger, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

Amérique latine

Argentine, Brésil, République dominicaine, Guatemala, Honduras, Pérou, Venezuela.

Asie

Inde, Népal.

Caraïbes

Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Guyane, Haïti, Jamaïque, l'île Niévès, Sainte Lucie, Saint-Vincent-et les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago.

Matériels EPT/SIDA publiés en 2007

- *Répondre par l'intégration: Les syndicats d'enseignants soutiennent et font participer les enseignants qui vivent avec le VIH*
- *Construire un environnement scolaire sûr pour tous*
- *Une formation pour la vie : Enquête sur la formation des enseignants sur le VIH aux niveaux initial et continu*
- *La recherche compte*
- *EPT/SIDA : le cas du Guyana (en anglais)*
- *Décentralisation au Chili : un cas de ségrégation institutionnalisée (en anglais)*
- *Brochure d'information sur le VIH et le SIDA*
- *Brochure d'information sur le Programme EPT/SIDA*
- *Evaluation de la sensibilisation sur le VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation et des besoins des enseignants et des travailleurs de l'éducation atteints du VIH/SIDA au Ghana (en anglais)*

Journée mondiale contre le SIDA : 1er décembre

Cette année, l'Internationale de l'Éducation a décidé d'une nouvelle initiative afin de marquer la Journée mondiale contre le SIDA. En collaboration avec le Centre de développement de l'éducation (EDC), l'IE a élaboré une activité appelée « Une heure sur le SIDA » et qui sera utilisée par les enseignants et les apprenants dans les écoles, ainsi que dans des réunions syndicales, des clubs de prévention du VIH, etc.

Avec « une heure sur le SIDA » comme thème de référence, les enseignants du monde entier ont donné, le même jour, la même leçon sur le SIDA à leurs élèves, avec l'aide d'un simple kit fourni par l'IE (la journée choisie était le 30 novembre car le 1er décembre tombait un samedi). Le but n'était pas de limiter l'apprentissage concernant le VIH et le SIDA à une heure par an, mais plutôt d'utiliser cette initiative comme point de départ pour des activités tout au long de l'année.

Le kit fournit des informations succinctes aux enseignants afin d'animer les activités. Il décrit l'épidémie mondiale du SIDA selon la manière dont les enseignants et les apprenants du monde entier sont touchés. L'objectif de l'activité est de sensibiliser les apprenants et de les encourager à s'impliquer dans la campagne contre l'épidémie.

L'activité mettait les apprenants au défi de répondre à des affirmations et à des stéréotypes tels que : « Le VIH peut se transmettre en serrant la main d'un séropositif ou en partageant les mêmes toilettes, les mêmes couverts ou la même craie ». Le kit invite les enseignants à engager les groupes à réfléchir à différents aspects de ces affirmations.

Les classes ont ensuite exploré des façons de réagir face au SIDA, que ce soit au niveau personnel, politique, ou autre. Par exemple, en prenant soi-même les précautions requises et en évitant de stigmatiser les personnes atteintes par la maladie ; en apportant des changements à l'école à travers l'encouragement de cours sur le VIH et le SIDA et de politiques antidiscriminatoires ; en augmentant la sensibilisation par le théâtre ou l'organisation de concours d'affiches ; en s'impliquant dans la communauté par du bénévolat dans une organisation d'aide contre le SIDA ou par des dons de nourriture ou de vêtements ; en prenant des mesures mondiales par l'envoi de lettres au monde politique et à la presse écrite ou par des rassemblements.

Les participants intéressés peuvent s'engager à agir d'une de ces manières et l'enseignant notera toutes les promesses d'engagement.

Ces idées ont été présentées sur une affiche spéciale que les enseignants pouvaient accrocher en classe et sur laquelle ils pouvaient s'appuyer tout au long de l'année. L'affiche, élaborée par l'IE et l'EDC, a été envoyée à tous les affiliés de l'IE. Après l'événement, les syndicats ont renvoyé des résumés des débats qui ont eu lieu et les promesses d'actions que l'IE a collectées, analysées et incluses dans un rapport.

Consultations FSM/Banque mondiale sur le SIDA

Sur l'invitation de la Banque mondiale, l'IE a participé à une réunion consultative à Washington DC, **Etats-Unis**, les 10 et 11 décembre. Le but de cette réunion était de partager les meilleures pratiques avec les fédérations syndicales mondiales et de déterminer ce qui fonctionne réellement au sujet du VIH et du SIDA. Il s'est avéré évident, au cours des débats, que les enseignants et leurs organisations ont un rôle central à jouer dans la prévention. Les autres FSM ont été impressionnées par le travail de l'IE dans ce domaine.

Il était également clair que malgré les campagnes de sensibilisation menées au niveau national, le taux de contamination était en hausse dans certains pays. L'éducation devrait donc être considérée comme un vaccin social pour la prévention du VIH et du SIDA. Un débat animé a eu lieu pour déterminer si l'éducation remplissait ou non ce rôle de vaccin social. Par rapport à l'utilisation des antirétroviraux, dont les résultats sont clairs et concrets, mesurer le succès de l'éducation n'est pas aussi évident. Toutefois, l'IE a été encouragée à poursuivre les trois objectifs suivants :

- La prévention des nouvelles contaminations
- L'atténuation des effets négatifs du VIH et du SIDA
- L'augmentation du nombre d'apprenants afin de remplir les objectifs de l'EPT d'ici à 2015.

L'IE et la Banque mondiale ont convenu d'une collaboration dans le domaine du VIH et du SIDA. Des domaines de coopération ont été identifiés pour une action conjointe sur le terrain.

4.3.1 Afrique

Réunion annuelle des coordinateurs de l'EPT/SIDA

L'atelier annuel des coordinateurs nationaux de l'EPT/SIDA a été organisé à Nairobi, au **Kenya**, du 29 novembre au 3 décembre, avec des participants issus d'**Afrique du Sud**, du **Botswana**, d'**Ethiopie**, du **Ghana**, du **Kenya**, du **Lesotho**, du **Malawi**, de **Namibie**, d'**Ouganda**, du **Swaziland**, de **Tanzanie**, de **Zambie**, et du **Zimbabwe**. Les objectifs du programme étaient les suivants :

- Evaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme EPT/SIDA 2007
- Partager des expériences et de bonnes pratiques
- Former les participants aux nouveaux supports élaborés par l'IE
- Développer des plans d'action EPT/SIDA pour 2008

Une analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces a été effectuée. Elle a mis en relief le fait que de nombreux syndicats élaborent actuellement des politiques sur différentes questions. Dans le même temps, ils s'engagent dans la recherche, la formation, la représentation et la

production de nouveaux supports publicitaires. Cela a fortement augmenté la visibilité des syndicats du secteur de l'éducation.

Cependant, la communication compte parmi les faiblesses, tout comme la faible capacité de certains coordinateurs, le manque de compétences en gestion financière, le transfert tardif des fonds et le manque de relations avec les autres partenaires.

Certains des défis énumérés comprenaient le fait que les ministères de l'éducation sont désormais associés au programme EPT/SIDA, ce qui offre ainsi une possibilité de collaboration. L'accès aux médias est à présent une chance, en ce qu'il accroît la visibilité. Le travail dans les cinq domaines de la recherche, de la politique, de la formation, de la représentation et des publications rend les syndicats plus opérationnels et réactifs aux demandes concernant l'éducation au niveau national. En conséquence, ils attirent de nouveaux membres et les conservent d'une manière ou d'une autre.

Parmi les menaces éventuelles, on compte la durabilité, la volonté politique au sein des syndicats, les plafonds financiers du FMI et la concurrence avec d'autres programmes des syndicats, le manque de volonté de prendre des mesures d'assistance volontaire et de dépistage des enseignants.

Les syndicats ghanéens achèvent une recherche importante

Les affiliés de l'IE au Ghana, GNAT et TEWU, ont effectué une recherche importante sur le VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation. Le rapport, intitulé *Evaluation de la sensibilisation sur le VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation et des besoins des enseignants et des travailleurs de l'éducation atteints du VIH/SIDA au Ghana*, a été présenté aux représentants de GNAT et TWU le 23 août, lors d'une réunion rassemblant des représentants de l'ONUSIDA, de l'OMS, de l'IE et du service éducatif du Ghana. Les résultats ont été présentés, au nom de l'équipe de recherche par le Dr Anthony Yaw Baah, chercheur du Congrès syndical du Ghana (TUC).

Les participants ont discuté du très haut degré de sensibilisation sur le VIH/SIDA parmi les enseignants et les travailleurs de l'éducation. Cette sensibilisation a été attribuée à la télévision, à la radio, aux journaux et au bouche-à-oreille. Plus de la moitié des personnes interrogées avaient déjà été en contact avec quelqu'un atteint du VIH/SIDA.

Le rapport montre également que malgré le fort degré de sensibilisation, peu de gens sont prêts à connaître leur statut. Les résultats indiquaient que la majorité pensait qu'il était utile pour tout le monde de connaître son statut (85%), mais seulement quelques-uns (20 %) avait vraiment fait le test de dépistage. Plus de 70 % des enseignants et travailleurs de l'éducation avaient bénéficié d'un enseignement sur le VIH/SIDA, mais seulement un sur dix avait recouru à l'assistance ou au dépistage volontaire, probablement en raison d'un accès difficile ou inexistant aux établissements adéquats. Il a également été constaté que seulement 16 % des enseignants et des travailleurs de l'éducation utilisent des préservatifs lors de relations sexuelles de passage.

Le rapport a également examiné les expériences et les besoins des enseignants et travailleurs de l'éducation atteints du VIH/SIDA. La plupart des personnes contaminées interviewées ont appris leur statut lorsque leurs conjoint ou enfants sont tombés malades, ou lorsqu'ils ont dû passer un test dans le cadre du processus menant à un traitement. Par conséquent, beaucoup transmettent encore le virus sans le savoir. En outre, la plupart n'ont reçu d'assistance qu'après avoir découvert leur statut et ont été anéantis par la nouvelle. Beaucoup ont ensuite préféré ne pas révéler leur statut à leurs familles et collègues afin d'éviter la discrimination et de conserver leur emploi. Les travailleurs atteints du VIH/SIDA ont signalé comme besoins essentiels un soutien financier pour se nourrir et se soigner, de l'attention et des soins, une assistance professionnelle et l'éducation de leurs enfants.

La recherche invite les différents partenaires et parties prenantes du secteur de l'éducation à intensifier leur action pour le bien-être des enseignants contaminés et de leurs familles.

Les chiffres indiquent que le taux de prévalence de l'infection du VIH au Ghana est de 3 %, parmi les taux les plus bas d'Afrique sub-saharienne, mais des avertissements ont été lancés quant aux conséquences futures, qui pourraient s'avérer désastreuses, du fait que de nombreuses personnes ne sont pas conscientes de leur statut, et quant à la nécessité de renforcer les stratégies de prévention.

Etude rapide : Zimbabwe

Lors du 1er Congrès mondial de l'IE, qui s'est tenu en 1995 à Harare, au **Zimbabwe**, les syndicats enseignants du monde entier ont convenu que le VIH et le SIDA étaient des questions syndicales à part entière. Depuis lors, le syndicat ZIMTA et d'autres acteurs ont entamé et mis en œuvre des programmes d'intervention aux résultats impressionnants, en particulier au vu des obstacles politiques et économiques auxquels ils ont dû faire face.

A ce jour, 1805 enseignants ont été formés au niveau national. Jusqu'à présent, l'impact du programme VIH et SIDA de ZIMTA est visible et audible dans les écoles et les communautés qui les entourent. Certaines écoles disposent de clubs viables d'action contre le SIDA, qui amènent les apprenants à prendre conscience de leur responsabilité dans la lutte contre la stigmatisation et la discrimination liées au VIH et au SIDA. Dans d'autres écoles, les membres se sont rassemblés au sein de leurs différents groupes de cercles d'étude afin d'identifier les apprenants atteints du VIH. Ils leur offrent un soutien concret, notamment sous forme de matériel d'apprentissage et de vêtements décents, et les conseillent sur leur médication et leur régime alimentaire. Les activités de ZIMTA au cours des campagnes mondiales ont contribué à articuler certaines préoccupations d'enseignants qui ont touché un public plus large, notamment des décideurs politiques.

Dans le contexte de la construction d'une coalition, ZIMTA partage des informations avec d'autres organisations telles que le Conseil national sur le SIDA et le Réseau nourriture et sécurité (FOSENET). ZIMTA participe également au lancement de campagnes anti-stigmatisation (Briser la stigmatisation – SOS). Dans ces campagnes, des personnes atteintes du VIH et d'autres membres influents de la communauté se déplacent dans les villages afin de plaider pour un changement d'attitude envers les personnes séropositives.

Les défis politiques et économiques que doivent relever ZIMTA et le programme EPT/SIDA sont énormes. Mais malgré ces défis, ZIMTA est en mesure de mettre en œuvre ses activités comme prévu, grâce à l'engagement des dirigeants et à l'existence de structures et de modèles de formation bien développés tels que les cercles d'étude.

Programme régional sur le VIH et le SIDA dans les pays lusophones d'Afrique

Un programme régional sur le VIH et le SIDA pour tous les pays lusophones a été organisé du 7 au 9 septembre à Tarrafal, au Cap-Vert. Etaient présents des participants d'**Angola**, du **Cap-Vert**, de **Guinée Bissau**, du **Mozambique** et de **Sao Tomé**.

L'objectif du programme était d'évaluer les conséquences du VIH et du SIDA sur les enseignants et le système éducatif dans ces pays, ainsi que d'établir dans quelle mesure les syndicats sont impliqués dans les thèmes de l'EPT, du HIV et du SIDA.

Au cours des exposés, il est apparu clairement que l'Angola, la Guinée-Bissau et le Mozambique étaient fortement touchés, bien qu'il n'y ait aucune donnée spécifique concernant le taux de

prévalence parmi les enseignants. Toutefois, aucun de ces pays ne dispose d'un programme complet de formation sur le VIH et le SIDA, ni ne s'est impliqué dans les programmes de l'EPT au niveau national, en dehors de leur engagement dans des coalitions nationales.

Les participants se sont plaints d'avoir été mis sur la touche par l'IE et ont à nouveau mentionné le fait que l'IE ne leur rend pas visite pour les aider et que leurs partenaires de coopération ne sont pas intéressés à travailler avec eux.

Dans les exposés sur la situation des syndicats, les participants ont exprimé leur volonté d'améliorer le mouvement syndical dans leurs pays et ont suggéré que l'IE développe des programmes de formation syndicale à leur intention. Aucun de ces pays ne bénéficie du programme EPT/SIDA ou d'une coopération sud-sud.

Ils ont convenu que le langage ne devait pas servir d'excuse puisqu'ils disposent de professeurs de français et d'anglais qui peuvent collaborer avec l'IE. L'atelier s'est conclu par un appel à l'attention de l'IE afin qu'elle montre plus d'intérêt à leur égard et qu'elle les aide à bénéficier du programme EPT/SIDA.

Libéria et Sierra Leone : Nouveaux venus dans le programme EPT/SIDA

Le Libéria et la Sierra Leone viennent d'être intégrés au programme EPT/SIDA, c'est pourquoi un atelier d'orientation a été organisé en Sierra Leone par l'intermédiaire du SLTU les 18 et 20 décembre.

Leur adhésion au programme est importante car ces pays, qui sortent tous deux de conflits, ont vu leur système éducatif dévasté et connaissent des taux très élevés de contamination par le VIH, conséquence d'importants mouvements de population au cours des guerres. Il est intéressant de constater que même si ces deux pays bénéficient du Fonds mondial, aucune des organisations n'en a bénéficié. Parallèlement, les enseignants sont contaminés et touchés par la maladie. Le niveau de sensibilisation et de compréhension des questions de l'EPT et du VIH/SIDA est faible parmi les enseignants.

Les organisations enseignantes de ces deux pays ne participaient pas systématiquement à la conception d'un plan national pour l'EPT. L'introduction du programme EPT/SIDA était donc une tentative de l'IE de contribuer à l'effort de paix et représentait un moyen de donner aux syndicats la capacité d'être plus dynamiques au sein des activités de l'EPT et de la campagne de lutte contre le VIH et le SIDA.

L'objectif de l'atelier était de familiariser les hauts dirigeants avec le fonctionnement, les objectifs et le contenu du programme EPT/SIDA, dans l'espoir que celui-ci reçoive le soutien politique de la direction syndicale. D'autre part, le but était aussi d'engager le dialogue sur un plan de durabilité afin qu'une approche programmatique soit privilégiée à une approche par projet. Cela implique que l'EPT/SIDA soit intégrée aux activités générales des syndicats.

Dans les deux pays, l'EPT/SIDA reçoit le soutien des ministères de l'Education et de la direction des syndicats. Les membres des deux syndicats considèrent l'EPT/SIDA comme une évolution bienvenue car elle apporte des réponses directes aux défis auxquels ils sont confrontés dans leurs écoles et leurs communautés. Cette année 2008 sera marquée par la mise en œuvre intégrale du programme EPT/SIDA dans ces deux pays.

4.3.2 Amérique latine

Les pays participant au programme EPT/SIDA sont les suivants : **Argentine, Bolivie, Brésil, Guatemala, Honduras, Pérou, République dominicaine et Venezuela**. Ce groupe de pays a mené les activités prévues lors d'un événement régional organisé dans ce but précis.

L'Argentine, le Brésil et la République dominicaine ont largement dépassé les engagements proposés et ont continué à mettre en œuvre plus d'activités que prévu avec le financement de l'IE. C'est pourquoi le financement promis par l'IE et envoyé aux organisations en question a été dépassé en termes de coûts au niveau national pour l'Argentine, le Brésil et la République dominicaine.

Le fait que des pays comme la Colombie ou le Costa Rica aient demandé à pouvoir participer au projet, compte tenu de leur intérêt et de leur présence au sein du groupe d'organisations engagées dans la prévention de l'épidémie, représente un autre aspect important du développement de ce projet.

De même, dans le cadre de la coopération sud-sud, une visite d'accompagnement et de documentation a été prévue pour que les organisations puissent faire face au problème de la prévention du VIH. Avant cela, l'initiative bénéficiait déjà de la participation d'un représentant de CTERA/**Argentine** pour l'organisation d'ateliers de deux jours avec des collègues de SUTEP/**Pérou** et STEG/**Guatemala**.

4.3.3 Amérique du Nord/Caraïbes

La conférence régionale de l'IE Amérique du Nord/Caraïbes s'est tenue à Ocho Rios, en **Jamaïque**, les 22 et 23 janvier. Le thème de la conférence, organisée par la JTA/**Jamaïque**, était l'accès à une éducation publique de qualité pour tous. Reg Weaver, Président de la NEA/USA et Vice-président de l'IE, a prononcé le discours de présentation le jour de l'ouverture. Au cours des séances plénières qui ont suivi, des responsables de l'éducation ont présenté des exposés sur des études de cas concernant l'éducation de qualité, les pressions du secteur privé sur l'éducation publique et les menaces envers l'éducation de qualité. Les exposés de la deuxième journée avaient pour thème la formation et l'évolution des enseignants et l'impact de la technologie sur l'éducation.

Avant la conférence, trois activités connexes se sont déroulées du 19 au 21 janvier : une séance de planification pour les ateliers 2008 sur la négociation collective et les TIC, un forum pour les enseignantes et une réunion de l'IE sur la coopération au développement.

Un atelier pour les délégués syndicaux a également été organisé le 16 avril pour les membres de la branche Babonneau du SLTU/Ste Lucie. Le rôle des représentants syndicaux, la constitution et la structure du SLTU et le rôle et les fonctions de l'IE et de son bureau régional faisaient partie des sujets abordés.

Le bureau régional Amérique du Nord/Caraïbes a organisé une formation continue pour les enseignants d'Anguilla, de la Dominique, de la Grenade, du Guyana et de St Vincent et Grenadines. Avec le soutien permanent de CTF-FCE/**Canada**, les Caraïbes continueront de bénéficier de ces formations.

Le bureau régional a également collaboré étroitement avec le CNEH d'**Haïti** afin de mobiliser le

soutien pour le syndicat. Le CNEH continue de bénéficier du financement fourni par un consortium composé de CTF-FCE/**Canada**, l'IE, Lärarförbundet/**Suède** et SNES/**France**.

Avec le soutien des syndicats britanniques et irlandais, le bureau régional a financé un programme institutionnel de renforcement entamé par le Syndicat d'enseignants de l'île Niévès et a apporté son soutien financier à SLTU/**Ste Lucie** et BvL/**Suriname** pour la mise en œuvre d'une formation aux fonctions de direction pour leurs membres.

Relations IE/CUT

Au cours de l'année, le coordinateur régional de l'IE a participé à l'élaboration de rapports sur les activités de l'IE lors de deux réunions exécutives et de la 33^{ème} conférence biennale du Syndicat des enseignants des Caraïbes (CUT). Cette conférence s'est tenue à **Trinité-et-Tobago** du 5 au 7 août.

L'IE a continué de financer directement la CUT afin de faciliter la fourniture de services à ses membres et de couvrir certains coûts opérationnels.

Réussites : Caraïbes

Bond van Leraren/Suriname: une réussite dans le partenariat

Depuis juillet 2006, le Comité EPT/SIDA du BvL a formé avec succès 280 enseignants et 600 élèves au cours de 17 séances de formation basées sur le livre d'exercice OMS/IE/EDC. Le BvL travaille actuellement sur le programme EPT/SIDA avec un nouveau syndicat de l'IE, le SOB.

Les syndicats reçoivent un soutien massif du Ministère de l'Éducation. Ce soutien se manifeste de nombreuses manières. Premièrement, le syndicat a réussi à convaincre le ministère d'autoriser six personnes à travailler à plein temps, et à plein salaire, sur le programme EPT/SIDA. Toute la formation a lieu durant l'année scolaire afin que les enseignants soient assurés de recevoir un salaire pour le temps qu'ils y consacrent. La demande de formations EPT/SIDA est telle que les membres du comité ont du mal à satisfaire toutes les écoles !

Presque tout le matériel de formation, notamment les préservatifs, est fourni par le ministère. A plusieurs reprises, les syndicats ont réussi à faire venir le Président ou un représentant du ministère de l'Éducation en vue de soutenir la formation. Ils disposent également de sponsors locaux. Une entreprise privée a offert un ordinateur au syndicat afin de l'aider dans l'administration du programme.

En 2007, le BvL a décidé de s'attaquer aux questions de l'EPT, en particulier les problèmes importants liés à la déscolarisation. Le syndicat propose de former un groupe de 40 enseignants issus des quatre régions les plus pauvres du pays afin qu'ils conseillent les élèves risquant d'abandonner l'école et s'adressent à leurs parents pour que ceux-ci les encouragent à rester scolarisés. Des consultants professionnels seront recrutés afin de les aider dans cette formation.

L'IE et d'autres syndicats des Caraïbes continuent d'être impressionnés par tout ce que le BvL a accompli jusqu'à présent avec si peu de financement et une bonne dose d'encouragements.

4.3.4 Asie-Pacifique

Inde :

Dans le cadre du programme EPT/SIDA, la Fédération des enseignants de primaire d'Inde (AIPTF) a mené une série d'enquêtes sur les para-enseignants, l'absentéisme des enseignants, la réalisation des objectifs de l'EPT et la loi sur le droit à l'éducation. Puis plusieurs ateliers, séminaires et réunions se sont tenus sur le thème de l'éducation pour tous, du VIH/SIDA et de la loi sur le droit à l'éducation. Suite à la série d'activités, un énorme rassemblement de plus de 50 000 enseignants a été organisé devant le Parlement, afin de demander une loi favorable sur le droit à l'éducation.

La Fédération des enseignants du secondaire d'Inde (AISTF) a également demandé l'avis de ses membres au sujet de la loi sur le droit à l'éducation. Après une série de cinq ateliers dans tout le pays, elle a rédigé un projet de loi à soumettre aux députés au niveau régional et national. Ce projet de loi a été transmis à tous les affiliés de l'AISTF afin qu'ils les diffusent auprès de leurs membres.

La Fédération des organisations d'enseignants d'Inde (AIFTO) a organisé des activités pour la Journée mondiale des enseignants, ainsi que trois séminaires afin de proposer une recommandation de l'AIFTO concernant la loi sur le droit à l'éducation. Les recommandations de l'AIFTO ont été présentées au Président indien par les dirigeants du syndicat.

Les quatre organisations membres de l'IE en Inde ont participé à un atelier sur le VIH/SIDA et la discrimination qui en découle organisé par l'IE à New Delhi du 27 au 29 décembre. L'atelier avait pour but de resserrer les liens entre le travail sur le VIH/SIDA et l'EPT. Les participants ont présenté leurs remarques sur les actions entreprises antérieurement dans l'année et ont évalué la situation actuelle du VIH/SIDA en Inde et son impact sur l'éducation. Ils ont prévu d'élaborer des stratégies et des plans d'action supplémentaires pour obtenir une coopération future avec les différentes parties prenantes dans la lutte contre le virus mortel. Les quatre organisations membres ont décidé d'entreprendre une action concrète dans les quartiers sélectionnés, où la prévalence de l'épidémie est particulièrement élevée.

Népal :

Une étude de faisabilité menée par l'IE au Népal a conclu que l'expansion du VIH/SIDA et le manque d'accès à une éducation de qualité, libre et publique représentaient des problèmes importants qui nécessitaient une réponse urgente. Au vu de ces défis, les deux affiliés de l'IE, NNTA et NTA, ont décidé de rejoindre le programme EPT/SIDA en 2007. Les principales activités consistaient en la titularisation des enseignants temporaires ; l'amélioration des conditions de travail et la sécurité de l'emploi du personnel non enseignant ; la lutte contre la violence à l'école ; et la formation des enseignants à l'éducation au VIH et au SIDA. Le programme a axé ses efforts sur les zones les plus touchées du Népal.

Indonésie :

Une étude de faisabilité menée en Indonésie a recommandé que le potentiel, l'expérience et la capacité de PGRI, affilié de l'IE, soient utilisés à bon escient afin de promouvoir l'Education pour tous et de lutter contre le VIH/SIDA. L'étude a également recommandé le lancement du programme

EPT/SIDA avec PGRI, avec pour objectif l'amélioration du statut des enseignants et de l'organisation.

4.4 COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

La coopération au développement mise en avant au Congrès

Lors de son 5ème Congrès mondial, l'IE a organisé une exposition afin d'illustrer son engagement mondial dans le travail de coopération au développement avec une perspective régionale. Elle était axée sur le renforcement des capacités, le recrutement, l'égalité entre les sexes, la formation professionnelle, le soutien institutionnel et la formation aux droits humains et syndicaux.

L'exposition a offert une vue d'ensemble sur les manières dont l'IE contribue à l'autonomisation, à la démocratisation et à l'indépendance de ses syndicats affiliés. A cette fin, les organisations coopérantes ont été invitées à présenter leur travail dans des domaines spécifiques et à montrer la diversité des approches possibles pour la réalisation des objectifs de l'IE. Les syndicats suivants ont participé à l'exposition : BUPL/**Danemark**, CTF-FCE/**Canada**, CSQ/**Canada**, FETE-UGT/**Espagne**, FECCOO/**Espagne** et OAJ/**Finlande**.

Deux séances en sous-groupes sur le thème du renforcement des syndicats enseignants, du recrutement des membres et de l'augmentation de la participation ont eu lieu lors du Congrès. La première était présidée par Julius Buski, ancien Secrétaire général de CTF-FCE/**Canada**, Tevita Koroi, Présidente de FTA, **Fidji**; Francisco "Tito" Nenna, Secrétaire chargé des relations internationales de CTERA, **Argentine** ; Marième Sakho Danshoko, Secrétaire générale de SYPROS, **Sénégal** et José Campos Trujillo, Secrétaire général de FECCOO, **Espagne**, ont présenté la situation actuelle concernant ces trois thèmes au sein de leurs organisations et ont participé à un débat avec les participants sur les problèmes communs et les solutions éventuelles.

La deuxième était présidée par Salimata Doumbia, membre du Bureau exécutif de l'IE et Secrétaire générale de SNEPPCI, **Côte d'Ivoire**. Sont intervenus : Eva-Lis Preisz, membre du Bureau exécutif de l'IE et Présidente de Lärarförbundet, **Suède**, Tevita Koroi, Présidente de FTA, **Fidji**, Israel Montano, Secrétaire général d'ANDES, **Salvador** et Mamadou SORO, Secrétaire général de SYNESCI, **Côte d'Ivoire**. Au cours de la séance, l'accent a été mis sur les procédures de recrutement des syndicats, en particulier des nouveaux enseignants, et sur la formation des nouveaux dirigeants syndicaux à tous les niveaux de leurs structures.

Réunion annuelle sur la coopération au développement

La réunion annuelle de l'IE sur la coopération au développement s'est tenue les 12 et 13 décembre au siège de l'IE à Bruxelles, **Belgique**. Au total, 27 représentants de 18 partenaires coopérants, les coordinateurs régionaux principaux de l'IE et le personnel du siège de l'organisation ont participé à cette réunion de deux jours afin de revenir sur l'année écoulée et de trouver des approches communes pour promouvoir et coordonner la coopération au développement, dans le but de renforcer les syndicats membres de l'IE.

Avant l'ouverture officielle de la réunion, des réunions parallèles ont eu lieu avec de fortes implications pour le travail de l'IE en matière de coopération au développement, d'assistance et de solidarité, tant au niveau mondial que régional. Le 11 décembre, UEN/**Norvège**, Lärarförbundet/**Suède**, le bureau régional de l'IE en Afrique et l'IE Bruxelles ont participé à une réunion productive concernant les plans futurs pour la région africaine. Il a été convenu d'améliorer la coopération et la communication, d'élaborer de nouvelles propositions et de fournir plus de contributions des coordinateurs régionaux.

Le Comité interinstitutionnel sur le projet Genre et égalité en Amérique latine (IE Amérique latine, UEN/**Norvège**, Lärarförbundet/**Suède**, FECCOO/**Espagne**, FETE-UGT/**Espagne**, NEA/**Etats-Unis**, CTF-FCE/**Canada** et IE Bruxelles) s'est également réuni et a décidé de poursuivre ce programme unique associant 29 pays d'Amérique latine et 37 syndicats. Le financement et la mise en œuvre des activités ont été revus et acceptés, et un programme complet d'activités pour 2008 a été finalisé.

Un des temps forts de la réunion de cette année fut l'exposé de Margareta Axell, de Lärarförbundet/**Suède**, et d'Andre Dumont, de AoB/**Pays-Bas**, sur leur longue expérience dans le travail de la coopération au développement. Leur exposé a déclenché un débat parmi les participants au sujet du concept et des perspectives de la coopération au développement.

Dans ce contexte, les participants ont décidé d'élaborer un nouveau document de politique qui établit les principales lignes directrices de la politique de l'IE dans le domaine de la coopération au développement, afin de permettre une adaptation rapide aux mutations politiques, économiques et sociales dans le monde. De plus, des groupes de discussion ont eu lieu sur des thèmes comme l'égalité des sexes, les modèles de consortiums, ainsi que les programmes et projets dans les zones de conflit, où les résultats auront des conséquences importantes sur le développement de stratégies et de concepts futurs.

Les exposés des différents départements de l'IE sur la communication, les publications et les sites web de l'IE ont eu beaucoup de succès auprès des participants car elles ont démontré la solide unité de tous les départements de l'IE et résumé la manière dont les organisations membres peuvent bénéficier des informations et des supports disponibles auprès de l'IE.

Deux réunions supplémentaires ont eu lieu le 14 décembre sur les nouvelles initiatives de l'IE en Asie centrale et au Moyen-Orient/Afrique du Nord (MENA) à l'attention des membres qui souhaiteraient s'impliquer dans un consortium pour l'une ou l'autre initiative.

Nouveau site web et nouvelle base de données sur la coopération au développement

L'IE est la première de toutes les fédérations syndicales internationales à consolider ses projets de coopération au développement au sein d'une seule et unique base de données en ligne. Le site web de la coopération au développement a été dévoilé lors de la réunion de décembre 2007. Le nouveau site contient des informations sur les politiques de coopération au développement de l'IE, ainsi que des informations et des mises à jour sur les projets. La base de données en ligne contient une fonction recherche à multiples facettes qui permet de rechercher un projet par région, pays, thème, groupe, date de début, date de fin et/ou par date d'échéance prévue. On y trouve également une vue d'ensemble des projets similaires menés dans d'autres parties de la région et des liens vers des projets similaires menés dans d'autres parties du monde.

Il s'agit d'un élément intégré au sein du portail web de l'IE, ce qui signifie que toute information utile référencée sur d'autres sites de l'IE et ayant trait au pays dans lequel le projet est mené est automatiquement dirigée vers le profil du projet correspondant sur le site web de la coopération au développement. Chaque profil de projet est également directement relié au profil du pays correspondant sur le Baromètre en ligne.

Afin de contribuer à augmenter la visibilité du travail des organisations membres de l'IE dans le domaine de la coopération au développement, dès qu'un nouvel élément apparaît, une liste de projets menés dans le pays concerné sera automatiquement générée sur la même page, avec des liens vers les profils de projets sur le site web de la coopération au développement. Cela contribue non seulement à mettre en contexte le contenu des informations que l'IE génère, mais cela met également en lumière les actions positives menées par les organisations membres de l'IE pour faire face aux situations difficiles dans de nombreux pays.

Voir : www.ei-ie.org/developmentcooperation/fr

Bulletin de coopération au développement

Le Bulletin de la coopération au développement est désormais disponible en format électronique. Une fois par an, l'IE publiera une édition spéciale du bulletin en tirage papier, qui se composera d'une vue d'ensemble des activités de coopération au développement menées dans le monde entier.

L'IE a également élaboré un flux **RSS Coopération au développement** avec des informations liées à ce thème, afin que celles-ci soient rapidement disponibles à tous via un ordinateur personnel ou un appareil mobile.

Brochure sur les programmes de solidarité de l'IE

Une nouvelle brochure a été publiée fin 2007, présentant les programmes de solidarité de l'IE menés dans 90 pays du monde. Les programmes sont divisés entre les catégories suivantes : coopération au développement, aide de solidarité et secours en cas de catastrophe.

Fédérations syndicales mondiales

La réunion annuelle des FSM/Groupe nordique-néerlandais a été organisée par la FNV. Les débats avaient pour thèmes le guide LFA, les projets bilatéraux et les questions relatives aux coordinateurs de l'organisation de soutien et de solidarité dans ce domaine. Dans certains cas, le personnel de l'OSS est intervenu dans des projets gérés par les FSI. Les projets latino-américains ont été également débattus à la lumière des relations entre les OSS, les FSI et les organisations nationales dans ce domaine. Le rôle des ONG à orientation syndicale a fait débat car elles sont considérées comme essayant de remplacer ou d'endosser les activités spécifiques de syndicats. Des préoccupations ont été exprimées concernant le fait qu'elles gênent de plus en plus les activités syndicales dans de nombreux pays.

4.4.1 Afrique

Réunion trisannuelle

La réunion trisannuelle sur la coopération au développement pour la région africaine a eu lieu le 31 janvier au Caire, en **Egypte**, après la conférence régionale africaine. Des syndicats coopérants de **France** (UNSA-Education, SNES), du **Canada** (CSQ, CTF-FCE), de **Finlande** (OAJ), de **Norvège** (UEN), de **Suède** (Läraryförbundet), du **Danemark** (DLF, BLUP) et des **États-Unis** (AFT, NEA), ainsi que plus de 50 syndicats africains y ont participé.

La réunion a été organisée afin d'encourager tous les participants à exprimer entièrement leurs opinions. Les syndicats coopérants ont formé un seul groupe et les syndicats africains se sont divisés en deux groupes : anglophone et francophone.

Bien qu'il n'y ait pas eu de recommandation, une demande a été exprimée par les syndicats africains en vue de l'augmentation des activités de coopération au développement et de la prise en compte des environnements politiques et sociaux particuliers dans lesquels les syndicats doivent mener leur travail.

Au cours des deux jours précédant la réunion, le personnel de l'IE a rencontré des syndicats d'**Algérie** (SATEF), de **Palestine** (GUPT), du **Libéria** (NTAL-LINEWU), du **Niger** (SYNATREB et SYNTEN), d'**Ethiopie** (ETA), d'**Ouganda** (UNATU), de **Sierra Leone** (SLTU) et du **Cap-Vert** (FECAP).

Mission de solidarité et d'information en République Démocratique du Congo

La mission était rendue nécessaire par le conflit armé dont le Congo a été le théâtre pendant presque dix ans, avec ses conséquences catastrophiques sur le tissu social et le système éducatif public. Le Secrétaire général de l'IE, Fred van Leeuwen, la coordinatrice régionale principale Assibi Napoe et le coordinateur régional Samuel Ngoua Ngou étaient à Kinshasa, en **RDC**, du 17 au 19 octobre, au sein d'une mission de solidarité et d'information pour les affiliés de l'IE, à savoir SYECO, FENECO et CSC/Enseignement.

Les conditions professionnelles, morales et de vie des enseignants se sont considérablement dégradées, si bien qu'ils ne sont plus reconnus par la société et par les autorités. Cependant, le gouvernement ne semble pas prendre au sérieux les difficultés qui ont embourbé le système éducatif du Congo dans une telle situation, même si les élèves en sont les premières victimes. Seulement 2 % du PIB est consacré au secteur de l'éducation par le gouvernement. Le manque de matériel d'enseignement et d'apprentissage de base est tel que les élèves doivent parfois s'asseoir par terre. Tout ceci montre bien que la RDC ne pourra atteindre les objectifs de l'Education pour tous d'ici 2015.

Pour ce qui est du travail des enfants, l'âge limite n'est pas respecté, notamment par les entreprises minières qui utilisent beaucoup d'enfants dans leurs carrières. La pauvreté des parents est un facteur aggravant de cette pratique en RDC. Pour leur part, les syndicats, en particulier SYECO, luttent pour abolir ces pratiques intolérables.

En ce qui concerne les libertés syndicales, les affiliés de l'IE ont dénoncé la création de syndicats payés par l'état, ce qui menace l'idée de représentation syndicale dans l'éducation, où 16 syndicats existent (du niveau pré scolaire à l'enseignement supérieur) et qui risque finalement de détruire les véritables syndicats. En ce sens, bien que la RDC ait ratifié la plupart des instruments internationaux sur la question, sans parler des articles 37 et 38 de la Constitution, l'état ne veut pas mettre en œuvre leurs dispositions et préfère intervenir de manière flagrante dans les affaires internes des syndicats.

Du 27 juillet au 8 août, le gouvernement a organisé des négociations avec les syndicats, notamment SYECO, sur la plupart des thèmes susmentionnés, mais ils ne sont parvenus à aucun accord officiel. Les deux parties ont signé une déclaration de conclusions (procès-verbal des débats) par laquelle le gouvernement accepte d'augmenter les salaires des enseignants de l'arrière-pays afin de les harmoniser avec ceux de Kinshasa, et ce dès le début du mois d'octobre.

Projet sur l'éducation de la petite enfance au Ghana

Ce projet sur l'éducation de la petite enfance (EPE) est entré dans sa troisième phase en 2007. Les partenaires coopérants comprennent l'Association nationale des enseignants du Ghana (GNAT), la Fédération nationale danoise des enseignants de la petite enfance et des éducateurs de la jeunesse (BUPL) et la Fédération danoise des syndicats/Confédération danoise des employés salariés et Conseil des fonctionnaires (LO/FTF). Les membres du comité consultatif se sont réunis à Accra, au Ghana, du 21 au 23 février. Les points suivants étaient à l'ordre du jour :

1. Conditions de travail des enseignants ;
2. Normes de certification des centres d'éducation de la petite enfance ;
3. Développement éducatif ; et
4. Extension possible du projet à deux ou trois autres pays d'Afrique de l'ouest.

Le rapport annuel montre que des progrès ont été accomplis dans le secteur de l'éducation de la petite enfance au Ghana. Les indicateurs du succès de ce projet comprennent :

- Le projet d'éducation de la petite enfance est reconnu comme élément des activités principales du GNAT ;
- Plus de la moitié des districts de quatre régions disposent de centres d'éducation de la petite enfance et tous les enseignants ont reçu une formation sur la mobilisation. Presque 500 enseignants du secteur privé cotisent désormais auprès du GNAT ;
- Un document provisoire sur les conditions de travail est déjà élaboré. Il doit maintenant être reconnu et accepté progressivement par les propriétaires d'écoles privées ainsi que par les enseignants ; et
- Les représentants d'enseignants des centres d'éducation de la petite enfance participent aux débats avec les associations parents-enseignants concernant leurs droits et leurs responsabilités.

Le GNAT est satisfait de l'ancrage progressif du syndicat dans le secteur de l'EPE, où il n'était pas présent auparavant. Le GNAT a donc accepté d'apporter une importante contribution financière au projet afin qu'il se poursuive et soit étendu à toutes les régions du pays.

Concernant l'extension éventuelle du projet à d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, la Confédération syndicale ghanéenne a déjà présenté des projets en faveur des confédérations syndicales du Niger, du Nigeria et du Bénin.

Développement professionnel d'un programme orienté vers les enfants au Mozambique

Sur l'invitation de CTF-FCE/**Canada**, le bureau régional de l'IE a participé à la mission auprès d'ONP, **Mozambique**, afin de planifier un programme de développement professionnel pour 2007 et 2008 dans deux provinces du nord (Cabo Delgado et Niassa), où l'accès à la formation continue pour les enseignants est restreint.

Le Ministère de l'Éducation et de la Culture du Mozambique mettait en œuvre un nouveau programme encourageant une approche de l'enseignement primaire centrée sur l'apprenant plutôt que l'enseignant. Depuis 2004, le programme scolaire a subi une réforme importante avec l'introduction de l'utilisation des langues nationales en plus du portugais (le Mozambique possède 23 langues nationales, mais seulement 16 sont utilisées à des fins d'enseignement). De nouvelles matières telles que l'art, l'anglais, la morale et l'éducation civique, ainsi que la musique, ont été ajoutées au programme.

De nombreux enseignants non formés sont encore recrutés pour enseigner. La formation continue se concentre seulement sur la pédagogie et non sur le contenu de la matière. Dans ce programme, la formation des enseignants est effectuée aux niveaux national, provincial et du district. Le personnel local est également formé au contrôle, mais la supervision reste faible en partie à cause du manque de transports, de manuels, de ressources financières, de la charge de travail etc. Le moral et la motivation des enseignants sont également faibles.

ONP, en partenariat avec CTF-FCE, utilise cette formation comme une opportunité de fournir un service dont pourront bénéficier les enseignants et le pays en développant et en soutenant des programmes de formation continue en harmonie avec le nouveau programme scolaire. ONP deviendra alors un acteur important du système éducatif au Mozambique.

John Thompson Fellowship Programme au Lesotho

Les partenaires coopérants de LAT/**Lesotho**, SNAT/**Swaziland**, Lärarförbundet/**Suède**, CTF-FCE/**Canada** et l'IE se sont réunis à Maseru, au Lesotho, les 8 et 9 janvier, afin de contribuer à la formation des enseignants face aux défis quotidiens auxquels ils sont confrontés en tant que dirigeants syndicaux. Au total étaient présents 28 participants de LAT et SNAT.

Chaque journée débutait par des réflexions sur les enseignements de la veille et des bulletins quotidiens ont été utiles pour contrôler l'efficacité et l'adéquation des exposés et des thèmes. A la fin du programme, les participants ont fixé les objectifs et les activités que leurs syndicats respectifs poursuivraient dans le prolongement du programme. Deux recommandations ont été décidées :

- Que les associations œuvrent afin d'établir de meilleures technologies de communication au sein de leurs bureaux nationaux, notamment le développement d'un site web et de podcasts à télécharger à partir d'un téléphone portable ; et
- Que les syndicats incluent dans toutes les formations un volet TIC qui comprenne l'utilisation de la technologie pour l'élaboration de supports de recrutement et le développement de compétences en communication et à l'écrit, et que cet élément soit assez souple pour être utilisé avec la technologie disponible sur chaque site de formation.

Leçons tirées de 20 ans de coopération au Malawi

Les membres du Syndicat des enseignants du Malawi (TUM) disent avoir grandement bénéficié de la coopération avec Lärarförbundet/**Suède** au cours des 20 dernières années. Outre les programmes de formation au recrutement et au leadership, les enseignants malawiens ont également reçu un minibus et d'autres équipements de la part de leur partenaire suédois.

Le principal objectif de la coopération était d'aider le TUM à devenir un syndicat démocratique, indépendant, solide et durable. Les quatre éléments de la coopération dans la formation au leadership consistaient en des cercles d'étude, la formation de représentants d'écoles, de dirigeants de district et de zone.

En se basant sur l'analyse, il a été établi que la coopération avait été la plus efficace durant la période de cercles d'études et de formation des représentants d'écoles, car c'est à ce moment que les membres furent les plus actifs et que le syndicat fut le plus visible parmi les membres.

Cependant, il est à noter que les cercles d'études et les formations de représentants d'écoles se sont arrêtés alors qu'ils auraient dû se poursuivre. En conséquence, beaucoup de compétences ont été perdues. Entre 8 000 et 10 000 enseignants ont été formés sans qu'il y ait de disposition adéquate pour qu'ils demeurent actifs au service du syndicat. Parmi les raisons possibles :

- Le TUM risquait d'être engagé dans de trop nombreux projets, qui auraient fini par échouer faute de ressources humaines en suffisance ;
- A un moment donné, les projets étaient attribués individuellement et chaque projet disposait de son propre coordinateur. Lorsque les coordinateurs partaient, les projets échouaient car ceux qui restaient n'étaient pas capables de les reprendre ;
- Le TUM s'appuyait énormément sur les fonds étrangers et évitait de proposer une augmentation des cotisations qui aurait été impopulaire ; et
- Seules quelques personnes géraient la planification des projets et une bonne partie des dirigeants politiques n'étaient pas au courant des projets prévus.

Le TUM a bénéficié de la coopération mais il a été précisé que l'assistance à long terme était terminée. Toutefois, les portes restaient ouvertes pour une coopération future. Il n'y avait pas de programme défini pour la coopération en 2008.

Formation aux fonctions de direction NUT/Lärarförbundet /IE

Conscient de la nouvelle architecture mondiale et des effets de la mondialisation, le bureau exécutif du Syndicat des enseignants du **Nigeria** (NUT) a décidé de lancer un renouvellement organisationnel. En d'autres termes, le NUT entreprendrait une modernisation de son fonctionnement et apporterait à ses dirigeants et à son personnel de nouvelles idées et de nouveaux outils pour leur travail. Ceux-ci seront sans aucun doute ancrés dans l'enseignement et la formation que les dirigeants, le personnel et les membres possèdent.

En réponse à cette décision, le secrétariat du NUT a invité Lärarförbundet et l'IE à participer au programme en tant qu'experts du 20 au 26 octobre. L'objectif du programme était d'élaborer un manuel adéquat pour la formation aux fonctions de direction à tous les niveaux du syndicat. Le rôle de l'IE était considéré comme essentiel car elle permettrait au programme de prendre en compte les bonnes pratiques d'autres pays et contribuerait à l'amélioration du contenu et de la méthodologie. Les participants faisaient partie des sections nationales du NUT. Le programme de cinq jours a finalement mené à l'amélioration du manuel provisoire et a apporté des techniques de formation sur différents thèmes.

Consortium de l'IE et de NTAL au Libéria

Les partenaires du développement se sont réunis au sein d'un consortium sous l'égide de l'IE afin d'aider l'Association nationale des enseignants du **Libéria** (NTAL) dans sa tentative de réorganisation après une guerre rebelle prolongée. Avec le faible niveau des salaires des enseignants et une adhésion morcelée, les dirigeants du NTAL ont besoin de réorganiser les branches et le secrétariat national afin qu'ils aient les compétences nécessaires pour mieux servir les membres et les étudiants dans cette période post-conflit.

Le consortium se composait de DLF/**Danemark**, CTF-FCE/**Canada**, UEN/**Norvège**, Lärarförbundet/**Suède** et NEA/**Etats-Unis**. La contribution initiale a été utilisée pour financer la réorganisation des branches et l'organisation d'élections, afin que les membres du consortium puissent traiter avec une direction légitime du syndicat. Le point culminant de ce travail a été la convention de mai durant laquelle un bureau exécutif a été élu pour deux ans et une nouvelle constitution ainsi qu'un agenda de développement ont été approuvés.

4.4.2 Amérique latine

La réunion régionale

La réunion régionale de coopération au développement pour l'Amérique latine a eu lieu les 7 et 8 mars à Buenos Aires, en **Argentine**. Étaient présents : La Vice-présidente de l'IE, Juçara Dutra Vieira, la Secrétaire générale adjointe Jan Eastman, des membres du comité régional, le personnel du bureau régional et du siège de l'IE et des représentants des partenaires coopérants, notamment FECCOO/**Espagne**, FETE/**Espagne**, UEN/**Norvège**, Lärarförbundet/**Suède**, BCTF/**Canada** et Codesarrollo/**Canada**, ainsi que les affiliés de l'IE : CNTE/**Brésil**, CTERA/**Argentine**, CPC/**Chili**, OTEP/**Paraguay**, SUTEP/**Pérou**, FECODE/**Colombie**, FETRAENSEÑAZA/**Venezuela**, STEG/**Guatemala**, ANDES/**Salvador**, ANDEN/**Nicaragua**, ADP/**République dominicaine** et UNE/**Equateur**.

Avant le début des réunions, Jan Eastman a lancé le Projet d'égalité des sexes pour l'Amérique latine. Le projet implique 32 syndicats de toute l'Amérique latine, ainsi que six autres partenaires coopérants extérieurs à la région.

Les participants ont mené un examen exhaustif de la gestion de la coopération au développement au niveau mondial et régional. Tous ont convenu que la défense d'une éducation publique de qualité nécessite des syndicats de l'éducation solides et que des efforts doivent donc être faits pour renforcer les organisations et définir le type de relations de coopération requises pour promouvoir ce nouveau contexte.

Les résultats de l'étude sur l'impact de la coopération en Amérique latine par UEN/**Norvège** ont été présentés, débattus et analysés. A la fin de la réunion, une déclaration et une recommandation ont été présentées comme suit :

« Ayant analysé la situation et le nouveau contexte de la coopération internationale, en particulier les acteurs impliqués présents à la réunion, son impact en Amérique latine et les perspectives d'avenir, nous recommandons :

- Que les efforts nécessaires soient mis en œuvre afin d'encourager le processus de coopération, permettant la promotion de projets à long terme avec un contenu stratégique et une perspective politique ;
- Qu'il soit garanti que ledit processus soit orienté vers le renforcement des organisations, de leur structure et de leur organisation, ainsi que vers le renforcement et la coordination des actions syndicales régionales ;
- Que la coopération entre les organisations de la région soit promue et renforcée ;
- Que l'analyse et les réflexions sur le projet soient poursuivies, avec pour objectif d'établir des mécanismes qui garantissent la coordination et la prévention de la duplication des efforts ; et
- Que l'objectif central des relations de coopération soit d'aider les organisations syndicales du secteur de l'éducation à acquérir de plus grandes capacités pour une action politique efficace, qui leur permettent d'intensifier leur défense d'une éducation de qualité et des droits des travailleurs de l'éducation. »

Dans le même temps, une forte recommandation a été formulée pour le développement de programmes de coopération régionale et le soutien des activités de coopération Sud-Sud.

Projet IE/FECCOO/FPS/AECI : Renforcer les syndicats de l'éducation

En 2007, trois événements sous-régionaux se sont tenus dans le cadre du projet IE/FECCOO/FPS/AECI. Des réunions ont été organisées dans la région du cône Sud du 26 au 28 avril, en Amérique centrale du 20 au 22 juin et dans la région andine du 26 au 28 septembre.

Lors de chacun de ces événements, le thème était le renforcement des syndicats de l'éducation. Le thème clé identifié pour l'analyse par les dirigeants syndicaux était le besoin urgent de développer des structures organisationnelles qui soient en mesure de fonctionner efficacement et d'être de véritables interlocuteurs dans la défense d'une éducation publique de qualité. Ce thème central continuera d'être l'axe de travail de chacun des événements organisés.

Projet IE/UEN : évaluation du processus de coopération en Amérique latine

En 2007, des évaluations de la coopération en cours ont été mises en œuvre par UEN/Norvège conjointement avec l'IE en Amérique latine. Des organisations telles que STEG/**Guatemala**, ANDEN/**Nicaragua**, ANDES/**Salvador**, SUTEP/**Pérou** et OTEP/**Paraguay** ont participé à ces ateliers. Les participants ont travaillé sur le renforcement de leurs organisations en matière de : autonomie financière, politique éducative, pédagogie et communication pour défendre une éducation publique de qualité.

4.4.3 Asie et Pacifique

Programme d'assistance aux victimes du tsunami

Le 30 juin 2007, avec la livraison de la dernière chaise à la nouvelle école élémentaire d'Aceh, en **Indonésie**, l'IE a respecté sa promesse faite il y a deux ans et demi aux habitants d'Aceh : reconstruire 28 écoles.

En janvier 2005, l'IE a mis en place un programme d'assistance aux victimes du tsunami en partenariat avec NOVIB (Oxfam **Pays-Bas**) afin de restaurer l'éducation dans les zones de l'Océan Indien touchées par le tsunami en décembre 2004. Intitulé « Reconstruire Aceh grâce à l'Education pour tous », le programme visait à reconstruire 28 écoles élémentaires complètement détruites dans le désastre. Outre la reconstruction d'écoles, il avait également pour but de :

- Fournir les meubles et autres équipements nécessaires aux écoles reconstruites ;
- Identifier, sélectionner et fournir une formation aux enseignants, en particulier dans le nouveau programme ;
- Mettre en œuvre des cours à court terme afin de pallier le manque d'enseignants dans certaines matières ;
- Accorder des bourses à environ 4 000 élèves sur une période de deux ans ; et
- Apporter une assistance psychologique et une formation spécialisée aux enseignants qui reprennent leur fonction afin de les aider ainsi que leurs élèves.

La première école a été achevée en avril 2006. En juin 2007, les 28 écoles étaient totalement reconstruites et équipées. Cette remarquable réussite a été saluée par les organisations d'assistance qui travaillent dans cette région, qui ont applaudi la diligence et le travail acharné de Jerome Fernandez, coordinateur de l'IE, et d'Aloysius Mathews, coordinateur régional principal, ainsi que des travailleurs locaux du bâtiment et des fournisseurs de matériel.

La politique du programme est d'engager autant que possible la participation locale dans le processus de reconstruction afin de conserver l'identité des communautés locales et le sens de la propriété.

Les cours ont déjà commencé dans toutes les écoles nouvellement construites. 1 474 élèves au total peuvent désormais bénéficier à nouveau de l'éducation et 208 enseignants peuvent reprendre leurs fonctions.

Formation continue des enseignants

Aucune société ne peut fournir une éducation de qualité sans enseignants hautement qualifiés. Afin de garantir que les enseignants soient bien préparés lorsqu'ils retournent en classe après une absence forcée de plus de deux ans, le programme IE-NOVIB comporte une formation continue afin de les aider à se remettre sur les rails. Le projet a contribué à la formation de 1 000 enseignants au programme national actuel.

Assistance psychologique

De nombreux enfants qui ont survécu au tsunami de 2004 ont perdu un de leurs parents ou les deux. Beaucoup d'enseignants ont perdu leur conjoint ou un enfant ou plus. Afin d'aider les enseignants et les enfants à reprendre le fil de leur existence, le programme a mis en place un cours d'assistance psychologique pour permettre aux enseignants, en tant que conseillers psychologiques formés, de mieux aider leurs collègues et élèves. 338 enseignants au total ont participé à ce cours.

Bourses pour les enfants dans le besoin

Grâce à de nombreux dons généreux du monde entier, le programme IE-NOVIB est en mesure d'accorder des bourses à 4 000 élèves sur deux ans. Jusqu'à présent, 3 481 élèves (dont 1 643 filles) bénéficient actuellement de bourses.

L'IE souhaiterait faire part de sa reconnaissance aux milliers d'enseignants, de travailleurs de l'éducation, d'élèves et d'enfants qui ont répondu présents face à la détresse des habitants d'Aceh victimes du tsunami. Sans leur générosité, rien de tout cela n'aurait été possible. Le succès du programme montre que la solidarité au sein de la communauté enseignante mondiale n'est pas seulement forte : elle fonctionne !

Ecoles ABN-AMRO

Encouragée par le programme de l'IE à Aceh, la banque internationale ABN-AMRO, dont le siège est établi aux **Pays-Bas**, a décidé début 2007 de financer la reconstruction de deux écoles supplémentaires dans le cadre du projet Oxfam Novib. Ces deux écoles seront achevées en mars 2008.

Extension du projet

Une évaluation approfondie du projet a été menée du 26 janvier au 15 février 2007. Les résultats positifs de l'évaluation ont poussé NOVIB à décider de la mise à disposition d'un million d'euros de plus pour la poursuite du programme jusqu'en décembre 2008.

La nouvelle proposition est basée sur les résultats et recommandations de la mission d'évaluation qui a examiné les progrès du projet, son impact et son efficacité, sa conception et son mécanisme de direction. L'objectif général est de garantir la durabilité du projet grâce à une stratégie de repli responsable. Le programme se compose de 7 éléments :

1. Formation des enseignants
2. Renforcement des comités scolaires
3. Renforcement du syndicat enseignant PGRI à Aceh
4. Education et santé
5. Bourses
6. Équipement
7. Construction de cinq écoles supplémentaires

Dans le cadre du travail de reconstruction et de réhabilitation post-tsunami, un cours de leadership pour les principaux a été organisé fin 2007 à Aceh, Indonésie.

Organisé conjointement avec AEU/**Australie** et le bureau du projet tsunami de l'IE à Aceh, le cours de développement professionnel s'est tenu le 30 octobre et le 1er novembre et était destiné aux principaux des 28 écoles reconstruites par l'IE et NOVIB.

Un axe clé du cours était l'inclusion d'un enseignement et de stratégies d'apprentissage plus efficaces. A cet effet, les principaux doivent défier les enseignants tout en leur fournissant le soutien et les moyens nécessaires. Cette initiative représente une avancée importante vers la création d'une base forte et durable pour le secteur de l'éducation dans la province indonésienne d'Aceh.

Reconstruction d'écoles au Sri Lanka

Dans le cadre du programme IE-NOVIB de réhabilitation post-tsunami, huit écoles ont été achevées au Sri Lanka fin 2007. Au total, ces écoles vont dispenser une éducation à presque 6 500 élèves et permettre à plus de 250 enseignants de reprendre leurs fonctions dans les régions cinghalaise, tamoule et musulmane du pays.

Grâce aux initiatives locales du comité conjoint des syndicats enseignants, le projet a bénéficié d'un fort engagement local. Les syndicats représentent les enseignants de tout le pays, de différentes religions et groupes ethniques. Le projet concernait donc toutes les communautés de la même manière. La qualité des bâtiments scolaires est très bonne, selon une évaluation menée en 2007, et les communautés sont toutes très enthousiastes et très fières de leurs écoles. Ils ont déclaré que la qualité de celles-ci est meilleure que par le passé et qu'elles dépassaient leurs espérances.

Le programme incluait des travaux supplémentaires dans l'équipement des écoles, effectués avec le soutien de Solidarité Laïque, une ONG française qui travaille avec les syndicats et sur les questions sociales dans le monde entier.

Voyage d'études de l'IE post-tsunami

Douze étudiants internationaux issus du Royaume-Uni, du Japon, d'Australie et des Pays-Bas ont été invités par l'Internationale de l'Education à visiter Aceh du 19 au 24 février 2007. Les étudiants, âgés de 17 à 24 ans, ont été désignés par les organisations membres de l'IE (AEU/**Australie** ; AOb/**Pays-Bas** ; NASUWT/**Royaume-Uni** ; JTU/**Japon**) Tous avaient joué un rôle actif dans l'obtention de contributions destinées au fond de solidarité de l'IE suite au tsunami, qui a soutenu le programme de reconstruction IE/Oxfam International-Novib à Aceh. Les étudiants étaient accompagnés de leurs professeurs et de Christine Blower, Secrétaire générale adjointe de NUT/Royaume-Uni.

L'idée à la base de l'organisation d'un tel voyage était de donner aux étudiants internationaux l'occasion de voir de leurs propres yeux comment leurs fonds avaient été utilisés et de constater personnellement les progrès effectués dans la reconstruction des écoles et l'impact de celles-ci non seulement sur les élèves, mais également sur les communautés d'Aceh. Par ce voyage, l'IE espérait favoriser la compréhension et des relations positives entre les étudiants internationaux et ceux d'Aceh grâce à des échanges supplémentaires d'informations et d'expériences.

Le voyage comprenait des visites dans des écoles reconstruites, des baraquements dans lesquels les victimes du tsunami habitent, des visites culturelles, une réunion avec l'Agence de réhabilitation et de reconstruction, BRR, et des visites dans les zones touchées par le tsunami et dans les sites de reconstruction de logements.

Le voyage a dépassé les attentes de tous les participants et a été considéré par beaucoup comme une expérience qui a changé leur vie. Il a non seulement sensibilisé les participants à la situation générale à Aceh, qui demeure marquée par la dévastation et la pauvreté, mais il a également montré l'espoir apporté aux élèves et aux communautés par les écoles reconstruites.

« J'aimerais avoir encore la chance de voir les visages de tous ces enfants, à nouveau remplis d'enthousiasme et d'espoir ! a déclaré Emily, du Royaume-Uni, alors qu'elle repensait aux enfants rencontrés dans les écoles reconstruites par l'IE. J'ai entendu les histoires que les enfants, les enseignants et les élèves de mon âge avaient à me raconter sur le tsunami et sur leurs expériences. Je suis impressionnée par l'optimisme incroyable des enfants et la dévotion dont font preuve les étudiants dans leur apprentissage. Cela me fait réaliser à quel point j'ai de la chance et combien je devrais être reconnaissante pour ma famille, mes amis et mon éducation. »

Phuoc Huynh d'Australie a résumé son expérience en disant : « Ce voyage m'a vraiment ouvert les yeux et m'a permis d'apprécier plus de choses ».

« Dans la plupart des cas, ce n'est pas le travail des syndicats de reconstruire les écoles. Mais il s'agissait d'une situation exceptionnelle, et à défis extraordinaires, travail extraordinaire. Tout ceci a été entrepris ici par l'IE ! » a conclu la Secrétaire générale adjointe du NUT, Christine Blower.

Pour l'IE, ce voyage étudiant a été un grand succès. Il a donné à des jeunes l'occasion de constater l'impact bénéfique d'une assistance bien organisée et planifiée, basée sur la collaboration et la coopération entre personnes, même dans les circonstances les plus difficiles. Le voyage a également ouvert la voie à une coopération prolongée entre les écoles, les élèves et les enseignants !

Vidéo sur le tsunami

En coopération avec NEA/**Etats-Unis** et CSQ/**Canada**, une vidéo sur le voyage étudiant et le programme de reconstruction post-tsunami de l'IE à Aceh a été élaborée. Elle peut être consultée sur : <http://www.ei-ie.org/solidarityfund/fr/>.

Aide humanitaire

Les îles Salomon touchées par un tsunami

Le 2 avril 2007, un tsunami a frappé les îles Salomon suite à un puissant tremblement de terre sous-marin dans le Pacifique Sud. Il a fait de nombreux morts et blessés et fortement dévasté les habitations et les ressources de la communauté.

Le bilan dépassait les 50 morts, avec environ 9 000 personnes déplacées.

Les conséquences du tsunami sur le système éducatif ont été assez importantes. De nombreuses écoles ont été endommagées ou complètement détruites et des milliers d'enseignants ont perdu leurs logements et leurs biens personnels.

En coopération avec le coordinateur Pacifique de l'IE, Govind Singh, l'Association nationale des enseignants des îles Salomon (SINTA) a évalué l'impact du tsunami sur ses affiliés et a élaboré une proposition de projet sur la manière d'aider les enseignants les plus sévèrement touchés. Sur la base de cette proposition, l'IE a alloué des ressources du fonds de solidarité afin d'aider 185 enseignants dans le besoin.

Inondations en Inde

Des pluies incessantes pendant environ 20 jours en juillet 2007 ont engendré les plus graves inondations qu'ait connues l'Asie du Sud depuis des décennies, touchant environ 25 millions de personnes. C'est l'état indien de Bihar qui a le plus fortement été touché par l'inondation. L'IE a reçu une demande d'aide de son affilié AIPTF, qui déclarait que 2 500 enseignants du primaire et leurs familles avaient été gravement touchés par la catastrophe. L'IE a fourni à l'AIPTF une aide financière de son fonds de solidarité qui sera reversée à ces enseignants afin de les aider à rétablir leurs moyens de subsistance.

Inondations au Bangladesh

Des dizaines de milliers de personnes, dont des enseignants et des enfants, ont été gravement touchés par le cyclone Sidor qui a dévasté de nombreuses régions du Bangladesh le 15 novembre 2007. L'IE a apporté une aide financière ponctuelle aux syndicats enseignants affiliés de la Fédération des enseignants du Bangladesh (BTF) après avoir reçu une demande urgente de soutien.

Réunion régionale de coopération au développement

La région Asie-Pacifique a organisé sa réunion trisannuelle de coopération au développement les 9 et 10 mai. Quatre syndicats coopérants y ont participé, ainsi que tous les membres du comité régional. Une attention particulière a été portée à l'Asie centrale : des politiques, des programmes de renforcement des capacités et des syndicats, etc. De même, l'attention s'est portée sur certains pays, en particulier le **Bangladesh**, le **Pakistan**, le **Timor Oriental** et l'**Afghanistan**.

D'autres programmes spéciaux comme le Réseau des droits syndicaux (TURN) et les Réseaux pour les femmes, en Asie du Sud et du Sud-est, ont été revus. Les participants ont également été informés des progrès de la reconstruction d'écoles par le programme « Reconstruire Aceh grâce à l'Éducation pour tous », ainsi que du travail de reconstruction d'écoles au **Sri Lanka**.

Solidarité avec les collègues d'Asie centrale

L'IE a organisé deux ateliers au **Kirghizstan** en coopération avec Lärarförbundet/Suède sur le « rôle des syndicats enseignants dans l'économie de marché et la direction des syndicats » du 8 au 10 octobre à Batken et du 13 au 15 octobre à Jalalabad. Les ateliers ont débattu de la situation actuelle de l'éducation et des défis auxquels sont confrontés les enseignants, les enfants et les écoles, ainsi que des solutions. Ils ont également exploré des concepts et des principes de direction et d'administration syndicales, des programmes et des activités de l'IE et les éléments et stratégies essentiels de la campagne de l'éducation pour tous.

Consortium sur l'Asie centrale : L'IE a présenté l'initiative Asie centrale aux partenaires de coopération le 14 décembre. Les représentants syndicaux, notamment de AEU/**Australie**, NEA et AFT/**États-Unis**, NUT/**Royaume-Uni**, Lärarförbundet/**Suède**, UEN/**Norvège**, CTF/**Canada**, se sont réunis avec le personnel de l'IE afin de discuter de l'idée de rassembler un consortium pour travailler sur l'Asie centrale. Ce consortium, qui sera coordonné par le bureau régional Asie-Pacifique en étroite coopération avec l'IE Bruxelles, développera et mettra en œuvre les programmes et les activités pour la région.

La deuxième grande conclusion fut l'organisation d'une première réunion dans la région, avec la participation des syndicats suivants : Le syndicat national des enseignants et travailleurs scientifiques du **Kazakhstan**, KNTUTSW ; le syndicat des travailleurs de l'éducation et des sciences du **Kirghizstan**, TUESWK ; le comité syndical républicain des travailleurs de l'éducation et des sciences, RC-STES ; le syndicat national des travailleurs de l'éducation et des sciences d'**Ouzbékistan**, NTUESWU ; ainsi que les membres du consortium d'Asie centrale de l'IE et du personnel de l'IE qui évalueront les besoins des syndicats, développeront des plans d'activités et fixeront un calendrier pour la mise en œuvre de ces plans.

Cette réunion aura lieu à Bishkek, au Kirghizstan, à la mi-printemps 2008. Le consortium de l'IE organisera conjointement la planification, le contrôle et l'évaluation des programmes.

Développement d'un plan et programme pour la région MENA et les pays d'Asie centrale

L'IE a présenté un programme complet et étendu à l'attention des syndicats de l'éducation des pays du Maghreb, du Moyen-Orient, du Golfe et d'Asie centrale, après le mandat donné par le 5ème Congrès mondial de l'IE en juillet 2007.

En réalité, dans le cadre du Programme et budget pour 2008-2011, l'IE a été mandatée par le Congrès afin d'élaborer des programmes et des activités pour soutenir le renforcement des organisations enseignantes dans la région, de coopérer avec elle afin de renforcer l'efficacité de sa représentation, de développer des programmes qui renforceront la démocratie, l'autonomie et l'indépendance au sein de ces organisations.

La période pour le programme initial est de quatre ans (2008-2011) et l'IE allouera des ressources financières et humaines afin de fournir l'infrastructure et le soutien en personnel nécessaires au projet. Un financement supplémentaire sera sollicité auprès des organisations coopérantes.

Dialogue social

Au mois de septembre, le bureau régional Asie-Pacifique a organisé un atelier national et un dialogue social à Zamboanga City, aux **Philippines**. Les thèmes étaient « Paix et réconciliation » et « Réaliser l'éducation pour tous d'ici 2015 ». Parmi les participants se trouvaient des représentants du département de l'éducation, de la Commission des droits de l'homme, des ONG pour les droits de l'homme et des hauts dirigeants des affiliés philippins de l'IE, la plupart issus des zones de conflits.

Ils ont discuté des conséquences du conflit actuel dans le sud des Philippines et d'autres régions touchées sur l'éducation des enfants et l'efficacité des enseignants. Ils ont élaboré des stratégies et des recommandations sur la manière dont l'éducation et les enseignants peuvent jouer un rôle dans la paix nationale et le processus de réconciliation. Ils ont encouragé le dialogue social et la coopération entre le gouvernement, les défenseurs de l'autonomie, les groupes des droits de l'homme, les enseignants et les organisations de la société civile afin de garantir que tous les étudiants et enseignants déplacés puissent réintégrer des écoles saines et sûres.

Des activités similaires prévues au **Timor oriental** et en **Thaïlande** ont été reportées jusqu'à ce que l'environnement politique et social permette leur mise en place.

4.4.4 Europe

Le projet Balkans

Du 27 au 30 septembre, 11 syndicats de l'éducation issus de pays de l'ex-Yougoslavie se sont rassemblés au **Monténégro** afin d'entamer un programme de construction et de renforcement syndical. Les syndicats associés à ce programme sont les suivants : TUPEWBH, TUESCRS et ITUSS/**Bosnie-Herzégovine** ; ETUC et TUWPSEC/**Croatie** ; ITUESCSM/**Monténégro** ; SONK/**Macédoine** ; NTTU et TUS/**Serbie** ; ESTUS/**Slovénie** ; et enfin SBASHK et SOK/**Kosovo**. AOb/**Pays-Bas** est le partenaire de l'IE pour la mise en œuvre du projet.

Au cours d'un séminaire de trois jours, les représentants de la région des Balkans ont discuté de l'efficacité de leurs organisations syndicales actuelles, en particulier concernant la représentation des membres et les structures financières. Presque tous les syndicats, à l'exception de ESTUS en Slovaquie, ont des problèmes soit dans la manière dont les enseignants sont représentés, soit dans la répartition des cotisations ou, plus important, dans la réconciliation entre les différents groupes ethniques qu'ils représentent.

Bien qu'il y ait eu de très bonnes propositions à mettre en œuvre au niveau national, ce programme de trois ans est toujours confronté à d'énormes problèmes en raison de l'instabilité de la région, en particulier au vu du statut du Kosovo.

Objectif 5 : Renforcer l'IE et encourager la participation de ses membres

Consolider l'Internationale de l'Éducation, la participation de toutes les organisations affiliées dans la vie de l'organisation et la promotion de l'unité du secteur de l'éducation.

5.1 RECHERCHE POUR INFORMER LA REPRÉSENTATION

Cette année a vu le développement croissant de la capacité de recherche de l'IE grâce au Réseau de recherche et à l'Institut de recherche.

Réseau de recherche

Le Réseau de recherche de l'IE, créé en 2005, est resté actif en 2007. Les membres du personnel de l'Unité de la recherche de l'IE ont été mandatés afin de coopérer avec les départements et instituts de recherche des organisations membres. Nos objectifs consistaient en une réponse rapide et basée sur la recherche aux initiatives politiques nationales et internationales, et en la collecte, le traitement et la diffusion systématiques des données basiques sur l'éducation.

Aujourd'hui, le Réseau inclut 31 organisations membres, en majorité issues des pays de l'OCDE. Les membres se réunissent à Bruxelles une fois par an. La troisième réunion annuelle a eu lieu les 18 et 19 avril. La réunion du Réseau de recherche a été organisée de manière très interactive. En plus des exposés plus classiques sur Power Point, le personnel utilise d'autres moyens techniques, tels que des démonstrations sur écran, des recherches de thèmes ou de sites web directement en ligne, etc. afin d'illustrer différents points à l'ordre du jour.

Les principaux thèmes débattus entre les membres concernaient l'activité de l'Unité de la recherche dans la conduite d'études et d'enquêtes. Celles-ci sont souvent réalisées en coopération avec d'autres unités de l'IE ; par exemple les enquêtes triennales sur les femmes, sur les droits des populations autochtones et LGBT en matière d'éducation ou l'étude sur les chances éducationnelles des enfants immigrés et réfugiés. Elles sont également menées en collaboration avec des agences et organisations internationales clés, telles que l'OCDE, la Banque mondiale et l'UNESCO.

Le Centre de recherche en ligne et le Forum en ligne ont été lancés comme outils pour la communication et le partage de supports entre les membres du Réseau de recherche. Actuellement, outre la diffusion des activités et politiques de l'IE en matière de recherche, ainsi que du fonctionnement du Réseau de recherche, le Centre de recherche en ligne renferme des liens vers les études et documents de l'IE (en particulier cinq études respectivement sur la Lettonie, le Burkina Faso, le Chili, l'Ouganda et l'Australie). Il oriente également les visiteurs vers le guide des sites web, qui est une base de données de travaux de recherche effectués par des affiliés de l'IE, Cela permet aux utilisateurs d'accéder rapidement aux informations et aux données fournies par d'autres membres, et de s'informer de la position des autres affiliés concernant différents thèmes clés, tels que le financement de l'éducation, la privatisation et la commercialisation de l'enseignement, ainsi que la négociation collective. Le Forum en ligne est accessible depuis le Centre en ligne. Il s'agit d'une zone à accès restreint, qui contient différents thèmes de discussion et des documents à télécharger.

Institut de recherche de l'IE

L'Institut de recherche de l'IE a été créé, et ses statuts approuvés, par le Bureau exécutif de l'IE lors de sa réunion à Berlin en mars 2007. Il est la continuation logique du programme de recherche de l'IE et se fonde sur le souhait du Congrès, du Bureau et des membres de développer la capacité de recherche de l'IE. L'Institut de recherche de l'IE ne prendra pas à son compte l'intégralité de la politique de recherche de l'IE. Il y aura toujours un agenda de recherche en dehors du champ d'action de l'institut, qui sera mis en œuvre à la fois par les unités du siège de l'IE et par les bureaux régionaux, comme c'est déjà le cas.

La valeur ajoutée de l'Institut de recherche résidera dans le fait qu'il permettra à l'IE de disposer de plus de ressources humaines pour des travaux clés de recherche. Il permettra aux syndicats de contribuer directement aux activités de recherche de l'IE et de les examiner ensemble régulièrement. Les résultats des travaux de l'Institut de recherche (études comparatives, analyses de tendances et éventuellement bases de données) profiteront à tous les membres de l'IE dans leur travail de plaidoyer et de politique, pas seulement aux syndicats impliqués directement dans le Réseau de recherche.

Projets de recherche 2007

Salaires des enseignants en Europe

L'étude pilote commune IE/CSEE sur « Le salaire des enseignants en Europe » a été entamée en 2006 par l'institut de recherche ETUI/REHS et a poursuivi son développement en 2007. Elle est aujourd'hui achevée. Elle était destinée à servir de base à une étude à grande échelle sur le salaire des enseignants en Europe et à être menée dans tous les pays de la région.

Suite à l'analyse préliminaire du rapport sur l'étude pilote, l'IE a organisé une consultation spéciale d'une journée en mars 2007, avec des membres syndicaux chargés de la recherche ayant participé à l'étude pilote. Le but était à la fois d'analyser les faiblesses du questionnaire et de proposer des moyens de poursuivre l'étude à grande échelle. Les recommandations tirées de cette consultation ont servi de base à la proposition d'étude à grande échelle.

Au cours des mois de septembre et d'octobre 2007, l'Unité de la recherche a organisé plusieurs débats au sein de l'IE/CSEE et avec l'ETUI-REHS. Le rapport complet est attendu pour la fin 2008.

Privatisation déguisée

Une étude comparative des tendances vers la privatisation des systèmes éducatifs publics dans le monde entier a été menée en 2007. L'IE a chargé Deborah Youdell et Stephen J. Ball, tous deux du Centre d'études critiques en matière de politiques éducatives, Institut de l'Education, de l'Université de Londres, de mener cette étude.

Le rapport retrace et examine l'étendue et les conséquences pratiques des politiques de libéralisation, de marchandisation, de décentralisation et de commercialisation au sein des systèmes éducatifs publics et de la reconfiguration de l'éducation sous une forme « adaptée au marché ».

Il se concentre également sur un éventail de formes de privatisation présentes dans les systèmes éducatifs privés dans un nombre choisi de pays. Il présente ces formes sous deux concepts principaux : une privatisation « endogène » (modifications qui font que le secteur public se comporte plus comme une entreprise) et privatisation « exogène » (participation d'entreprises privées à but lucratif dans la fourniture de l'éducation publique). Le rapport identifie les différences entre les pays, ainsi que leurs ressemblances, mais également les constantes des privatisations ou les réactions sur cette question au niveau mondial.

Dans la mesure où il est possible de le faire à partir des preuves existantes, le rapport identifie les conséquences de ces réformes en termes d'équité, de qualité et de rapport coût/efficacité.

Le rapport examine également la manière dont les effets de la réforme modifient l'expérience et la signification de l'éducation et du travail éducatif pour les professionnels, ainsi que les rôles, les expériences et les responsabilités des étudiants et des parents.

Un rapport préliminaire a été publié pour le Congrès mondial et présenté par ses auteurs lors d'une séance en sous-groupe sur la privatisation. Le rapport final a été soumis à l'IE fin 2007 pour une publication en 2008.

Chances d'éducation pour les enfants réfugiés et immigrés dans les pays de l'OCDE.

Les populations réfugiées et immigrées sont en augmentation dans la plupart des pays de l'OCDE. La migration est une conséquence inévitable de la mondialisation. Les réfugiés, lorsqu'ils obtiennent un statut légal, sont dans la même situation que les autres migrants, au moins en termes d'éducation. Dans la plupart des cas, les migrants sont confrontés à une exclusion sociale due à des facteurs économiques, tels que le chômage, ou à des facteurs juridiques, tels qu'un statut incertain dans le pays d'accueil. Ces problèmes sont souvent aggravés par l'exclusion culturelle due aux différences de langue, de race, d'ethnie, de religion et d'éducation.

La motivation de ce projet est double : la nécessité d'intégrer les populations migrantes dans les pays de l'OCDE en tant que bien commun ; et l'éducation pour tous les enfants en tant que droit humain universel. Le projet examine également les obligations des gouvernements, en coopération avec les partenaires sociaux tels que les syndicats. Évaluer le niveau actuel d'inclusion de ces enfants dans les systèmes éducatifs et identifier les facteurs qui y font barrage sont les tâches fondamentales du projet.

En s'appuyant sur cette motivation, discutée lors de la troisième réunion du Réseau de recherche, l'Unité de la recherche a élaboré un questionnaire envoyé à tous les affiliés des pays de l'OCDE. Dans le même temps, plusieurs syndicats se sont engagés à élaborer des documents de référence et/ou à fournir des études de cas. Nous avons reçu 19 réponses de la part de syndicats de 16 pays, assez bien répartis géographiquement. Le rapport sera achevé en 2008.

La recherche compte !

La rédaction du document intitulé « la recherche compte ! » a été entreprise sous les auspices du programme EPT/SIDA, avec le financement du budget EPT/SIDA. Paloma Burgonje, de l'Université d'Amsterdam, a été chargée de mener la recherche et d'élaborer le rapport, qui a été publié et diffusé au Congrès mondial.

Ce rapport s'appuie sur l'hypothèse selon laquelle chacun des programmes syndicaux nationaux mis en œuvre dans le cadre du programme EPT de l'IE entre 2003 et 2005 faisait de la recherche un élément obligatoire. Cet élément devait être mis en œuvre en parallèle avec les quatre autres domaines de travail, à savoir l'élaboration de politiques, le plaidoyer, la formation et les communications.

Le document est destiné à être utilisé par les affiliés de l'IE (à la fois ceux impliqués et non impliqués dans le programme EPT/SIDA) en tant que support de base et ligne directrice dans leur effort pour augmenter l'utilisation de la recherche en tant qu'outil fondamental dans leurs activités de plaidoyer et d'élaboration de politiques. Ce document doit également être utilisé en tant qu'élément du programme de formation, au sein du programme EPT/SIDA et au-delà. Même si ce document est prévu pour être utilisé à grande échelle parmi les membres de l'IE, il est destiné avant tout aux affiliés de l'IE dans les pays en développement.

Plus précisément, il traite des questions suivantes : l'importance/la pertinence des études et de la recherche dans le secteur de l'éducation ; la pertinence et l'influence des études sur les politiques gouvernementales ; l'agenda international de recherche sur l'EPT ; et la pertinence de la recherche pour les syndicats. Il montre également, grâce à des exemples pratiques et des études de cas,

comment les syndicats ont commandité et publié leur recherche dans des environnements très différents.

« La recherche compte ! » a été publiée en anglais, français et espagnol. Le document a été longuement discuté au cours de la séance en sous-groupe du Congrès mondial et l'on s'est mis d'accord sur la suite à lui donner, à la fois sous la forme d'une étude approfondie sur l'usage des outils de recherche par les syndicats dans leur travail de représentation et par l'organisation de séminaires et de formations pratiques.

Offre, recrutement et maintien d'enseignants dans six pays africains anglophones subsahariens

Cette étude a été menée avec le financement du programme EFAIDS. Elle examine la disponibilité et le recrutement des enseignants, leur défection, leur rémunération et leur motivation, leur absentéisme et la participation des syndicats au développement de politiques en Gambie, au Kenya, au Lesotho, en Ouganda, en Tanzanie et en Zambie. L'étude révèle que la plupart de ces pays subissent une sérieuse pénurie d'enseignants qualifiés. Par exemple, en 2006, 44% des enseignants d'école primaire et 42% de ceux du secondaire au Lesotho n'étaient pas qualifiés. Les écoles du Kenya et de Zambie ne disposent pas d'un nombre suffisant d'enseignants (à titre de preuve, le niveau élevé du ratio enseignant/élèves); or les deux pays possèdent respectivement plus de 15 000 et 40 000 enseignants qualifiés sans emploi. Cela est dû principalement aux plafonds financiers imposés sur les budgets de l'éducation par le FMI et la Banque mondiale.

Le taux moyen d'attrition des enseignants dans les six pays est de 4%. La majeure partie de cette attrition est due aux départs à la retraite, aux démissions, aux décès et aux licenciements. De nombreuses personnes interrogées pensent que les décès provoqués par des maladies liées au SIDA ont contribué à ces taux élevés, en particulier au Lesotho et en Zambie. La fuite des cerveaux a également joué un rôle dans la baisse des effectifs en Zambie, en particulier au niveau de l'enseignement secondaire. Les principales causes mentionnées pour expliquer la fuite des cerveaux sont le niveau très faible des salaires et les mauvaises conditions de travail.

L'étude révèle que les salaires des enseignants sont généralement bas et se situent en dessous du coût de la vie. Les conditions de travail sont également mauvaises et de nombreuses écoles ne possèdent pas de locaux adéquats pour les enseignants, ou n'en possèdent aucun. La situation est pire encore pour les enseignants non qualifiés, dont la plupart gagnent entre 40 et 60 % du salaire de l'enseignant qualifié le moins bien payé. Les bas salaires et les mauvaises conditions de travail ont contribué à cette importante fuite des cerveaux dans des pays comme la Zambie, et à un déclin général du statut de la profession enseignante dans ces six pays. En conséquence, l'enseignement est devenu une simple passerelle ou une profession de dernier recours dans bon nombre de pays visités. Il existe un besoin urgent d'améliorer les conditions de travail des enseignants afin de rendre la profession enseignante plus attrayante.

Les syndicats enseignants des six pays sont généralement impliqués dans le développement des politiques.

Cependant, dans la plupart des cas, leur consultation intervient à une étape ultérieure du processus de prise de décision et n'est pas institutionnalisée. Un point positif : en Gambie, au Kenya et en Ouganda, la participation des syndicats est établie par les statuts juridiques du pays, tels que l'Education Act, ou des documents ou plans en matière de politique d'éducation. En général, tous les syndicats travaillent en étroite collaboration avec les organisations de la société civile comme les différentes coalitions nationales Education pour tous (EPT). Ceci renforce leur capacité à

influencer la politique en matière d'éducation. Une participation active aux affaires éducatives et professionnelles, par-delà les strictes questions matérielles, a apporté aux syndicats un grand respect de la part des gouvernements et d'autres acteurs. La collaboration entre affiliés de l'IE et agences des Nations Unies, telles que l'UNESCO, l'UNICEF et la Banque mondiale, était tantôt faible, tantôt inexistante dans la plupart des pays et doit être renforcée.

5.2 COMMUNIQUER LE MESSAGE DE L'IE

En 2007, l'IE a continué ses efforts pour améliorer la qualité générale de son travail de communication et élargir sa portée et son efficacité. L'Unité Publications et publicité et l'Unité Site web ont collaboré afin d'améliorer les liens entre les moyens de communication imprimés et numériques et les stratégies en la matière. Dans un effort pour mieux faire connaître le travail de l'IE au niveau mondial, nous avons également travaillé à l'amélioration de la coordination avec les autres unités du bureau de Bruxelles et nos collègues des bureaux régionaux. Ce travail se poursuit à l'heure actuelle.

Notre agenda de communication incluait également toutes les campagnes et événements en cours, tels que la Journée internationale de la femme (le 8 mars), la semaine mondiale d'action (mois d'avril), la Journée mondiale contre le travail des enfants (le 12 juin), la Journée mondiale des enseignants (le 5 octobre) et la Journée mondiale contre le SIDA (le 1er décembre).

De plus, de nombreuses publications et supports publicitaires incluant des affiches, des brochures, des pin's, des autocollants et des banderoles ont été créés pour le programme EPT/SIDA, les projets de recherche, le Processus de Bologne etc. Une brochure et une exposition de photos sur le travail des enfants en Albanie ont particulièrement touché les esprits de ceux qui les ont vues.

Effectivement, en janvier, l'exposition de photos a remporté un prix de la part de la Nederlandse Onderwijs Tentoonstelling (NOT) aux **Pays-Bas**.

5.2.1 Travail de communication de l'IE

Réseau de communication de l'IE (ComNet)

Étant donné qu'aucune réunion du Réseau de communication de l'IE n'a eu lieu en 2006, deux réunions ont été organisées en 2007. La réunion de préparation a eu lieu du 11 au 14 février à Vancouver, parallèlement à une conférence pour les affiliés des pays de l'OCDE. Une autre réunion a été organisée à Berlin en juillet, afin de coïncider avec le Congrès mondial. La réunion de Vancouver a été utile afin de renforcer les relations entre l'IE et les affiliés impliqués dans le ComNet, et d'établir les fondations du travail de coopération des communicateurs syndicaux sur les communications liées au Congrès et autres projets.

A Vancouver, les membres de ComNet ont visité le bureau d'un syndicat enseignant local ainsi qu'une école secondaire constituée d'étudiants de cultures très diverses. Les efforts fructueux de l'école pour intégrer des enfants issus de plus de 50 groupes culturels et linguistiques différents, y compris des étudiants issus de populations autochtones, ont été d'un grand intérêt pour les communicateurs syndicaux. Les journalistes de ComNet ont également eu l'opportunité d'interviewer le Président de l'IE, Thulas Nxesi, et son Secrétaire général, Fred van Leeuwen.

Cependant, il ne fait aucun doute que la planification, l'élaboration, l'édition, la création, l'impression et la publication de nombreux supports de publication et de promotion du Congrès ont constitué une partie substantielle du travail pour le premier semestre 2007.

5ème Congrès mondial :

Sites web, publications, promotions et relations avec les médias

Le 5ème Congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation, organisé à Berlin du 22 au 26 juillet 2007, a été le congrès le plus grand et le plus réussi, comme l'ont déclaré à la fois le Président et le Secrétaire général de l'IE dans leurs discours de clôture respectifs.

« En tant qu'enseignants, nous sommes des optimistes », a expliqué Fred van Leeuwen. « Nous sommes obligés de l'être, nos élèves en dépendent ! Et nous sommes donc optimistes sur le fait que, avec le travail permanent de représentation et d'information du mouvement syndical mondial, les gouvernements du monde feront le nécessaire et emploieront les ressources adéquates afin de réaliser les objectifs cruciaux d'une éducation publique libre, universelle et de qualité pour tous. »

Effectivement, une équipe de 70 membres du personnel de l'IE ont fait preuve d'un grand enthousiasme au cours du Congrès mondial dans leurs efforts pour accueillir, satisfaire, informer, communiquer, conseiller, orienter, et même divertir environ 1 700 participants de 155 pays, tout en pourvoyant à leurs besoins et assurant l'interprétation. Parmi les participants figuraient plus de 300 enseignants et travailleurs de l'éducation en provenance d'Afrique, plus de 200 de la région Asie-Pacifique, environ 600 d'Europe, presque 100 professionnels d'Amérique latine et près de 400 de la région Amérique du Nord et Caraïbes.

Il s'agissait d'une opportunité unique pour le personnel, les membres et les dirigeants de l'IE de toutes les régions et de tous les milieux de se rencontrer et de partager une expérience unique. L'idée de force grâce à l'unité et la solidarité s'est reflétée dans les aspects pratiques du travail partagé et dans le sentiment commun d'accomplissement pour la cause de l'éducation publique pour tous.

La rédaction et la conception des nombreuses publications électroniques et papier et des supports promotionnels du 5ème Congrès mondial ont demandé énormément d'énergie intellectuelle, de savoir-faire technique et de créativité graphique.

Le logo du Congrès 2007 représentait un ours, symbole de Berlin, auquel ont été intégrés le drapeau allemand et le logo de l'IE.

Un éventail de produits dérivés promotionnels a été créé utilisant l'ours de Berlin, qui s'est avéré une mascotte très populaire. En effet, de nombreux délégués ont pris la pose devant le stand montrant la plus grande effigie de l'ours afin de conserver une photo souvenir.

Supports promotionnels

Ils comprennent des banderoles et des panneaux pour le centre de convention, des porte-documents en toile pour les délégués et les observateurs, avec à l'intérieur des clés USB customisées, des calepins, des stylos, des chemises pour documents, des porte-clés, des pin's avec le logo de l'IE et du congrès, etc. Des t-shirts à l'effigie du Congrès, des casquettes de base-ball, des étuis à CD, des tasses, des bonbons, etc. étaient également en vente.

Publications du Congrès

Le *Baromètre de l'IE sur les Droits Humains et Syndicaux* fut l'un des efforts majeurs de 2007 pour le personnel des publications et du site web. En raison de la longueur conséquente du document (+ de 300 000 mots), l'IE n'avait pas la capacité interne de publier le *Baromètre*. En conséquence, nous avons engagé un éditeur professionnel indépendant au Canada, qui a travaillé en étroite collaboration avec le personnel de l'IE et Sheena Hanley, ancienne Secrétaire générale adjointe de l'IE et auteur du *Baromètre*. Le document complet a été élaboré comme un outil de recherche sur Internet et a été lancé sous forme de CD lors du Congrès (voir rapport en ligne ci-dessous pour plus de détails concernant le Baromètre en ligne de l'IE).

Rapports annuels 2004-06 sous format papier

Rapport annuel 2006 sur CD

Guide du Congrès

Programme du Congrès

Résolutions 2007

Rapports des études triennales

- Statut des femmes
- Populations autochtones
- Enseignants gays, lesbiens, bisexuels et transsexuels

Rapports de recherche

- *La privatisation déguisée dans le secteur éducatif public* – rapport préliminaire
- *La recherche en tant qu'outil syndical pour améliorer les politiques d'éducation* – programme EPT/SIDA

Brochure promotionnelle de l'Institut de recherche

« Libérez-les ! » Cartes postales pour la campagne en faveur des droits humains/syndicaux

Brochure explicative de la Déclaration sur l'éthique professionnelle

Programme des séances en sous-groupe

Kits AGCS pour séances en sous-groupe

Supports EPT

Supports pour la Journée mondiale des enseignants

En-tête du Congrès

En-tête de communiqués de presse

Modèles Power point pour les séances plénières et les caucus

Badges nominaux X 2000

Cartes de vote

Demandes de formulaires pour la prise de parole

Formulaires de nomination

Programme du dîner des récompenses, billets et diaporama

De nombreuses autres publications et supports publicitaires ont été codés par couleur afin de les différencier selon les quatre langues de travail du Congrès : Anglais= bleu, français= rouge, espagnol= jaune, allemand= noir.

Relations avec la presse et couverture médiatique

En mars, le travail pré-publicitaire pour le Congrès a été lancé avec une conférence de presse réussie au Centre de presse national au centre ville de Berlin. Y ont pris la parole : le Secrétaire général de l'IE, Fred van Leeuwen, et les présidents des trois affiliés allemands : Ulrich Thöne pour GEW, Dr. Ludwig Eckinger pour VBE et Berthold Gehlert pour BLBS. Plus d'une vingtaine de médias étaient présents et les premiers échos dans la presse ont été positifs. Cette tendance et cette tonalité se sont maintenues tout au long du Congrès lui-même.

« Nous nous sommes rassemblés unis par notre préoccupation commune à l'égard des enfants et de l'avenir de l'éducation publique démocratique de qualité en tant que droit fondamental pour tous », a déclaré le Président de l'IE, Thulas Nxesi. Il a rappelé les paroles du président Horst Köhler, qui a parlé des enseignants comme de « héros du quotidien », entre les mains desquels les sociétés remettent leur bien le plus précieux : leurs enfants.

Le personnel de l'IE chargé des communications s'est assuré que ces mots résonnent au-delà de l'imposante salle du Congrès. Presque chaque jour durant le Congrès, des communiqués de presse de l'IE ont été envoyés par le European General News Wire aux principaux médias et agences de presse dans 17 pays différents. Dans certains cas, ces communiqués de presse ont été reproduits mot pour mot.

Nous avons rassemblé une grande partie de l'importante somme d'articles et de reportages consacrés au Congrès dans pas moins de 17 pays différents. Une radio publique nationale, la Deutschlandfunk, a même envoyé une équipe entière depuis Bonn et a monté une station radio émettant en direct du centre de congrès. Thulas Nxesi, Président de l'IE, Fred van Leeuwen, Secrétaire général, et d'autres dirigeants ont participé à une heure de radio en direct diffusée dans toute l'Europe occidentale.

D'après les rapports de suivi, le Congrès a été couvert par les organes de presse suivants :

Médias généralistes

- **Agences de presse** : Reuters et DPA
- **Chaînes de télévision** : ARD Tagesschau, Reuters TV, ZDF heute, RDD Abendschau, Tagesschau.de, et N-TV.
- **Stations de radio** : Deutschlandfunk, Deutsche Welle (qui émet en allemand mais a également mené des interviews avec des délégués en Hindi, Swahili et Amharique), Radio France International, rbb Nachrichten, SWR 1, HR Info Morgenmagazine, WDR 5 Morgenecho, et Dradio.de
- **Journaux** : Suddeutsche Zeitung (près d'un million de lecteurs), Der Spiegel (un des deux magazines les plus diffusés en Allemagne), Berliner Zeitung, Bild, Die Welt, Frankfurter Rundschau, Die Tageszeitung Hamburger Abendblatt, Berliner Morgenpost, Der Tagesspiegel, Neues Deutschland, Mitteldeutsche Zeitung, Passauer Neue Presse, Schwäbische Zeitung, Kölner Stadt-Anzeiger, Net Tribune, Deutsches Verbände Forum, Islamische Zeitung, Ebel Team, Berliner Umschau, Lausitzer Rundschau, Sächsische Zeitung, Rhein-Zeitung, Teachers News, Neue Osnabrücker Zeitung, Wiesbadener Tagblatt, et d'autres éventuellement.

Médias en ligne

La majeure partie de notre couverture médiatique en ligne provient d'Allemagne, mais des articles concernant l'IE ont également été diffusés sur des sites en France, en Italie, aux Pays-Bas, en Espagne, au Canada, aux Etats-Unis et ailleurs.

Reuters.com, Spiegel online, Welt online, bildungsklick.de, Stimme.de, Zeit online, dw-world.de (Deutsche Welle online), taz.de, Presseportal.de, Rheinischer Merkur, Schulministerium.nrw.de, web.de, Baden online, dw-world.de, bundespräsident.de, net-tribune.de, fr-online.de, utdanning.ws, arbeitsrecht.de, lobbying.de, Life PR, infomercados.com, immediapress.it, capital.fr/actualite, pdafrance.com, nieuwsbank.nl, nd-online.de, stiftungen.de, lastampa.it, windpress.it, manilatimes.net, newsinfo.inquirer.net, berlinonline.de, etc.

ComNet 2007

La réunion des communicateurs de Berlin a attiré plus de 100 inscrits, ce qui représente de loin le plus grand rassemblement ComNet. La journée complète de réunion comportait des exposés de cas et des opportunités d'interviews concernant un certain nombre d'exemples importants de l'IE traités au Congrès. Ainsi, elle a permis aux journalistes spécialisés présents de rencontrer quelques figures importantes du Congrès, notamment Ernestine Akakpo-Gbofu, lauréate togolaise du prix Albert Shanker ; Sheena Hanley, auteur du Baromètre de l'IE sur les Droits Humains et Syndicaux ; et Teopista Birungi, membre du Bureau exécutif de l'IE et fervente supportrice du travail de l'EPT/SIDA en Afrique.

Lancement de Vidéo pour les éducateurs syndicalistes

La réunion de 2007 a également vu le début d'une incursion passionnante dans le documentaire vidéo, élaboré par et pour les syndicalistes enseignants. Le projet Vidéo pour les éducateurs syndicalistes (VUE) représente un effort pour bâtir un nouveau réseau international de communicateurs syndicaux. En travaillant ensemble, nous avons pour objectif de raconter les histoires universelles de l'enseignement et de l'apprentissage, les expériences enthousiasmantes des militants syndicaux qui ont le courage de se battre contre l'injustice, et les espoirs suscités par la solidarité internationale au travail. De brefs documentaires vidéo seront réalisés sur des thèmes d'intérêt général et partagés avec les affiliés, les membres et le public grâce à Internet.

L'initiative a été accueillie avec beaucoup d'enthousiasme par les participants au ComNet. Effectivement, à l'automne, le projet VUE a réussi à obtenir une subvention de la Fondation NEA. Avec des fonds complémentaires de l'IE, nous entreprendrons deux projets pilotes de courts documentaires, qui seront achevés au cours de l'année 2008.

Suivi du Congrès mondial

Compte-rendu des débats

Le compte-rendu imprimé des débats a été publié en trois langues. Le CD du Congrès de Berlin contient le compte rendu des débats ainsi que des photos, des vidéos de certaines allocutions, le texte des résolutions, des communiqués de presse, etc.

Album photo numérique

Un recueil en ligne de plus de 500 photos (rassemblées à partir des 4 000 photos environ dont nous disposons) a été monté, légendé et est désormais disponible pour les affiliés. Ces derniers peuvent le télécharger et l'utiliser dans leurs publications ou sites web.

Autres publications de l'IE

Communiqués de presse

Comme à l'accoutumée, l'IE a publié un certain nombre de communiqués de presse au cours de l'année, traitant des campagnes institutionnelles, des journées internationales, etc. Pour la Journée mondiale des enseignants, nous avons publié un communiqué de presse général et des articles d'opinion destinés aux affiliés anglophones et francophones d'Afrique.

Nous avons également publié les réactions de l'IE aux principaux rapports, tels que le rapport approfondi de l'OCDE, *Regards sur l'éducation 2007*. En collaboration avec le département des communications de l'OCDE, nous avons obtenu à l'avance des communiqués de presse et des copies électroniques du rapport sur les résultats de l'étude PISA 2006 (Programme international pour le suivi des acquis des élèves), afin de l'envoyer aux organisations membres via le ComNet. En coopération avec l'unité de la recherche de l'IE, nous avons diffusé une analyse préliminaire. La réaction publique de l'IE à l'étude PISA a mis en relief l'impact de celle-ci comme exercice médiatique réduisant les complexités de la politique éducative à un classement simpliste. Notre communiqué de presse a été largement repris, en particulier en Europe.

En 2007, trois membres du personnel ont suivi une formation sur Media Atlas, un nouveau service auquel nous nous sommes abonnés. Celui-ci donne accès à une base de données mondiale de journalistes et nous permet, par exemple, d'orienter nos communiqués de presse vers des journalistes spécialisés dans les domaines de l'éducation, des syndicats ou des droits de l'homme et de créer des listes de courriels de ceux qui travaillent dans différentes langues.

Mondes de l'Education

A nouveau, quatre numéros des Mondes de l'Education ont été publiés en 2007. Ils ont mis en avant des rapports spéciaux sur les violations des droits des enseignants en Somalie, Ethiopie, Colombie et Guinée, la coopération au développement sur le travail des enfants (AOB-Albanie) soulignée par une exposition de photos à Utrecht, les questions liées aux femmes, la Semaine mondiale d'action 2007, la conférence sur le processus de Bologne à Londres et la conférence concernant l'OCDE à Vancouver, et plus encore. A la fin de l'année, un processus de refonte éditoriale et d'expansion de Mondes de l'Education a été entamé, la nouvelle formule devant être lancée avec le premier numéro de 2008.

Brochure sur le travail des enfants

Une brochure sur l'éducation comme meilleure réponse au travail des enfants a été imprimée et diffusée début 2007. L'IE l'a présentée lors de la réunion de parties prenantes sur le travail des enfants et à New York durant la 51^{ème} séance de la Commission sur le statut des femmes.

Publications EPT/SIDA

Des brochures sur le plus large engagement des personnes vivant avec le SIDA et sur la création d'un environnement scolaire harmonieux pour les deux sexes ont été élaborées en anglais, français et espagnol.

Journée mondiale contre le SIDA

En collaboration avec l'Unité des campagnes, différents supports ont été élaborés et diffusés pour marquer la Journée mondiale contre le SIDA, notamment des affiches, stylos, autocollants, etc.

Coopération au développement

Une nouvelle brochure a été publiée afin d'actualiser les informations sur les actions de l'IE en lien avec la solidarité et l'aide humanitaire, qui regroupent plus de 200 projets dans 90 pays.

Archives de photos et de dessins d'enfants

Nous continuons de créer une large gamme de ressources visuelles destinées à agrémenter les publications.

Travail de proximité

En octobre, le personnel des communications de l'IE a accueilli 20 membres du département Communications d'Utdanningsforbundet pour un séminaire d'information d'une journée. Les journalistes d'UEN/**Norvège** ont été intéressés par les interventions d'un éventail de collègues de l'IE, qui leur ont fait connaître leurs campagnes et initiatives.

5.2.2 Liste de projets du Portail Web de l'IE pour 2007

Le Portail Web de l'IE www.ei-ie.org (1) demeure le moyen essentiel de communication entre l'Internationale de l'Éducation, ses organisations membres, les travailleurs de l'éducation et le public. Au total, 358 nouveaux éléments ont été créés en 2007 afin de rendre compte des toutes dernières évolutions dans le secteur de l'éducation à travers le monde. Le bulletin d'informations électronique CONNECT délivre les nouvelles les plus importantes dans les boîtes de messagerie électronique des abonnés à l'instant même où l'information est produite. 23 numéros de CONNECT ont été envoyés en 2007, informant les abonnés d'un Appel d'action urgente ou de mises à jour concernant le 5ème Congrès mondial.

Deux évolutions majeures ont eu lieu en 2007 dans l'utilisation des technologies Internet pour relier à l'IE les organisations membres et les travailleurs de l'éducation :

- **Flux RSS** : Outre l'abonnement aux informations de l'IE via les bulletins par courriel, l'utilisateur peut désormais le faire grâce aux flux RSS. L'énorme avantage est que les informations de l'IE sont désormais disponibles pour l'abonné via son ordinateur ou son appareil mobile. Il peut lire chaque nouvelle information au moment où elle est mise en ligne, sans avoir à passer par les sites de l'IE. Cela signifie que les campagnes et appels de l'IE toucheront un public plus large et seront donc plus

efficaces en termes de sensibilisation et de soutien recueilli. Les flux RSS de l'IE sont divisés en thèmes, régions, programmes :

- **La Dépêche du Jour**
- **Travail des enfants**
- **Handicaps**
- **Petite enfance**
- **Education pour Tous**
- **AGCS, Accords commerciaux et la commercialisation de l'éducation**
- **Genre**
- **Enseignement supérieur et recherche**
- **Prévention du VIH/SIDA**
- **Droits syndicaux et Droits de l'homme**
- **Technologies de l'information et de la communication**
- **Peuples autochtones**
- **Education à la Paix**
- **Ethique professionnelle**
- **Lesbienne, gays, bisexuels et transsexuels (LGBT)**
- **Fonds de solidarité**
- **Condition du personnel enseignant**
- **Santé et sécurité dans les écoles**
- **Afrique**
- **Asie-Pacifique**
- **Europe**
- **Amérique latine**
- **Amérique du Nord - Caraïbes**
- **Coopération au développement**
- **Programme EPT/SIDA**

(1) Pour la version française de ce texte, veuillez plutôt utiliser cette URL : www.ei-ie.org/fr
Pour la version espagnole de ce texte, veuillez plutôt utiliser cette URL : www.ei-ie.org/es

De concert avec ses organisations membres, l'IE construit une bibliothèque de flux RSS afin que les organisations membres puissent consulter et s'abonner aux flux de chacune d'entre elles. Ceci permet aux organisations membres de s'informer sur la situation du secteur et des syndicats de l'éducation dans un autre pays et d'utiliser ces informations à des fins de comparaison.

Pour plus d'informations concernant les flux RSS de l'IE, veuillez consulter : www.ei-ie.org/en/rss

FR : www.ei-ie.org/fr/rss/

ES : www.ei-ie.org/es/rss/

- **Vidéos en ligne** : L'IE a produit deux grandes vidéos en 2007. L'une concerne le programme de l'Education pour tous et de la prévention du VIH/SIDA (EPT/SIDA), et l'autre traite du Programme d'assistance de l'IE aux victimes du tsunami au Sri Lanka et en Indonésie. Les deux vidéos ont été mises en ligne et sont disponibles sur les sites de l'IE. Outre ces deux vidéos, l'IE a produit des vidéos d'interviews et de discours au cours du 5ème Congrès mondial ; celles-ci sont visibles en ligne. Ceci a permis à ceux qui n'ont pas pu se rendre au Congrès de visionner les temps forts de cet événement important. Un total de 37 vidéos a été élaboré durant le Congrès. Toutes les vidéos de l'IE sont hébergées sur You Tube, ce qui les rend plus accessibles à partir des moteurs de recherche

publics et leur permet de toucher un plus large public. L'IE continue de développer des vidéos à la fois en ligne et hors ligne (comme des DVD) comme outil de proximité et de représentation.

La chaîne de l'IE sur You Tube a été visitée plus de 600 fois en 2007. On s'attend à ce que ce nombre augmente car les vidéos en ligne sont de plus en plus utilisées par les organisations membres. Pour visionner l'ensemble des vidéos de l'IE, veuillez consulter la chaîne de l'IE sur You Tube : www.youtube.com/EduInternational

- **Autres évolutions du site Web principal de l'IE** : le site Web principal de l'IE fonctionne très bien en tant que point d'entrée vers le Portail Web de l'IE. La majorité des visiteurs du Portail Web de l'IE viennent directement du site principal, suivi par les liens des flux RSS. Cela montre qu'un nombre croissant d'internautes conserve l'URL de l'IE (www.ei-ie.org) comme favori dans leur navigateur et que bon nombre d'entre eux s'abonnent aux flux RSS récemment développés.

FR: www.ei-ie.org/fr

ES : www.ei-ie.org/es

Une nouvelle section thématique a été élaborée afin de coïncider avec le lancement d'une étude de l'IE sur « l'éthique professionnelle dans l'enseignement et les organisations professionnelles d'enseignants » au cours du Congrès. Comme le reste des microsites thématiques du portail, le nouveau microsite sur l'éthique professionnelle contient six parties : Introduction, Politique, Activités, Documentation, Liens et Nous contacter. L'étude et la Déclaration de l'IE sur l'éthique professionnelle sont toutes deux accessibles au téléchargement sur le site. Pour accéder au site, rendez-vous soit sur www.ei-ie.org, ou directement sur www.ei-ie.org/ethics.

FR : www.ei-ie.org/fr

ES : www.ei-ie.org/es

FR : www.ei-ie.org/ethics/fr

ES : www.ei-ie.org/ethics/es

Site web du Programme Education Pour Tous et prévention du VIH/SIDA (EPT/SIDA) de l'IE

Le site Web du Programme Education pour tous et Prévention du VIH/SIDA (EPT/SIDA) a été entièrement refondu et lancé en février 2007.

L'objectif était de généraliser la canalisation de l'information placée sur le site et de la relier à la base de données d'informations sur le Portail Web de l'IE. Les informations reliées aux discussions thématiques du programme, telles que l'Education pour tous, le travail des enfants, etc., sont désormais également disponibles sur ce microsite.

Une amélioration essentielle sur le site est l'archivage des informations et la manière dont le **bulletin d'informations sur l'EPT/SIDA** a été relié au site. Tout d'abord, toute personne intéressée par le programme peut désormais s'abonner au bulletin électronique EPT/SIDA sur le nouveau microsite EPT/SIDA. L'abonné reçoit le bulletin par courriel et plutôt que de l'inonder de texte, il obtient un résumé des titres qui l'orientent directement vers le microsite s'il est intéressé par un élément d'information en particulier. Deuxièmement, plutôt que d'archiver l'information par thème, les informations publiées dans le bulletin sont classées par date, ce qui épargne au visiteur

une recherche fastidieuse parmi les thèmes. Comme c'est le cas pour les autres bulletins d'informations publiés par l'IE, le bulletin EPT/SIDA détecte automatiquement la capacité de lecture du programme de courriel de l'abonné. Un internaute dont la boîte aux lettres électronique est conçue pour lire les courriels sous format HTML aura accès à la version en couleurs du bulletin. Si ce n'est pas le cas, il recevra le texte intégral du bulletin, ce qui évite la série illisible de codes qui pourrait apparaître avec le bulletin HTML. Cela permet de faire en sorte que le bulletin électronique de l'IE soit lisible par tout le monde, indépendamment de la vitesse de la connexion de l'utilisateur ou des limites de son matériel informatique.

Le nouveau site Web EPT/SIDA contient également une sélection d'**extraits vidéo** sur le programme, notamment un extrait d'un film sur DVD qui a été présenté lors du 5ème Congrès mondial. En 2007, un total de 9 vidéos figurait sur le site.

Comme alternative au bulletin d'informations, l'IE a conçu un **flux RSS** pour le site. Il nous permet de conserver les utilisateurs intéressés par les mises à jour du programme sans être inondés de courriels. En utilisant le flux RSS soit sur votre ordinateur, soit sur un appareil mobile, vous pouvez facilement vous abonner au bulletin d'informations EPT/SIDA en cliquant sur l'icône RSS.

Pour en savoir plus au sujet du programme EPT/SIDA, ou pour vous abonner à son bulletin d'informations ou au flux RSS, veuillez consulter : www.ei-ie.org/ef aids

FR : www.ei-ie.org/ef aids/fr

ES : www.ei-ie.org/ef aids/es

Site web du 5ème Congrès mondial

Pour la première fois dans l'histoire de l'IE, un site web qui réunit tous les aspects de son Congrès mondial a été créé. Le site web du 5ème Congrès mondial de l'IE ne contient pas seulement un site public, qui affiche quotidiennement des informations, des photos et des vidéos du Congrès, mais aussi un site privé sécurisé qui permet aux participants de gérer leur participation et leurs réservations d'hôtels.

La **partie publique du site** fournit aux participants et au public des informations actuelles au sujet du congrès, avec des reportages quotidiens et des documents à télécharger. Un total de 37 vidéos a été élaboré en vue et au cours du congrès, dont des discours et des DVD.

La **partie privée du site** abritait à la fois des comptes individuels et organisationnels pour les 331 organisations et 1 538 participants qui ont pris part au congrès. Cette partie permet à l'organisation et au participant de réserver des chambres d'hôtel et des billets d'avions, de solliciter des lettres de soutien en vue d'obtenir un visa, de s'inscrire aux événements pré-congrès et aux séances en sous-groupe, ainsi que d'indiquer leurs préférences alimentaires.

L'interface a grandement facilité l'organisation logistique du 5ème Congrès mondial, notamment l'impression des badges, l'attribution des locaux, l'estimation du nombre de sacs et cadeaux du congrès et des groupes linguistiques des participants, l'organisation du transport et des repas, etc. Le système comprend également une fonction d'enregistrement sur place, ce qui a beaucoup aidé au comptage du taux de participation et à l'accueil de chaque participant. Cette fonction produit un rapport direct qui permet au personnel de tracer le nombre total de participants et leur démographie, afin de mieux gérer l'organisation des événements du congrès.

De par son succès, le site a contribué au bon déroulement de cet événement gigantesque, et depuis son lancement en février 2007, il a reçu **180 297 visites de mars à juillet 2007**.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter : www.ei-ie.org/worldcongress2007/ei-ie

Site web de la Semaine mondiale d'action

La semaine mondiale d'action 2007, qui s'est tenue du 23 au 29 avril, est un événement annuel coordonné par l'IE afin d'encourager les organisations membres du monde entier à faire pression sur leurs gouvernements pour qu'ils remplissent les objectifs 2015 de l'Education pour tous.

Le site web de la campagne contenait l'historique et les objectifs de l'événement afin d'encourager le personnel enseignant du monde entier à y participer, et abritait également un **ensemble d'activités à télécharger**.

Une amélioration importante du site de la Semaine mondiale d'action 2007 est la possibilité d'**enregistrer les activités** en ligne. Cela a grandement facilité le travail du personnel de l'IE pour coordonner la campagne à la fois sur le plan interne et avec nos partenaires de coalition de la Campagne mondiale pour l'éducation.

Comme ce fut le cas en 2006, un rapport annuel d'activités élaboré par les organisations membres de l'IE au cours de la Semaine mondiale d'action a été publié. La première page du site faisait la part belle au rapport pour la Semaine mondiale d'action 2006 afin de pérenniser la participation. Il est également possible de s'inscrire au bulletin électronique, qui a été envoyé quatre fois avant la semaine elle-même. Chaque bulletin présentait de nouvelles activités mises en avant par l'IE et fournissait des informations concernant les activités nationales organisées dans le monde entier et les personnes à contacter afin d'y prendre part. Le site a reçu 1 201 visiteurs uniques de janvier à avril 2007.

Quatre **bulletins d'informations électroniques** ont été envoyés durant les préparatifs de la semaine afin d'intensifier le soutien à la campagne. Il est possible de s'inscrire à ce bulletin via la boîte d'inscription située sur la page d'accueil du site Web de la campagne.

Pour en savoir plus sur la Semaine mondiale d'action, veuillez consulter : www.ei-ie.org/globalactionweek

FR : www.ei-ie.org/globalactionweek/fr

ES : www.ei-ie.org/globalactionweek/es

Baromètre en ligne

Pour la première fois, le *Baromètre de l'IE sur les droits humains et syndicaux* dans le secteur de l'éducation a été transformé en site web. Ceci montre une amélioration supplémentaire des services de l'IE à l'égard de ses membres dans le domaine de la protection des droits humains et syndicaux, car les avantages de cette initiative sont multiples :

Le *Baromètre* est désormais facilement accessible à n'importe qui, partout dans le monde. Par rapport à la mise à jour trisannuelle en format papier, le contenu du *Baromètre* est actualisé au fur et à mesure que les informations sur un pays ou un territoire changent. *Le Baromètre en ligne* est

également un site totalement intégré au sein du portail web de l'IE. Cela signifie que toute information utile liée à la situation des droits humains et syndicaux dans chaque pays et indiquée sur l'un des autres sites du portail web est automatiquement intégrée au profil du pays concerné dans le Baromètre en ligne. Chaque profil de pays comporte 13 domaines thématiques différents :

- **Droit à l'éducation,**
- **Education de la petite enfance,**
- **Enseignement primaire,**
- **Enseignement secondaire,**
- **Enseignement et formation professionnels,**
- **Enseignement postsecondaire et supérieur,**
- **Enfants à besoins spéciaux,**
- **Enfants réfugiés,**
- **Minorités et peuples autochtones,**
- **Liberté académique,**
- **Egalité des sexes,**
- **Travail des enfants, et**
- **Droits syndicaux**

On peut également consulter les dernières informations, articles, événements ainsi que les projets de coopération au développement menés dans le pays, car le *Baromètre en ligne* est un élément totalement intégré au Portail Web de l'IE. Les informations affichées sur les autres sites Web de l'IE au sujet d'un pays en particulier seront automatiquement dirigées vers le profil du pays correspondant dans le *Baromètre*. Ceci offre au visiteur une vue d'ensemble sur le travail que l'IE et ses organisations membres effectuent dans chaque pays et fournit le contexte des activités que nous y menons.

Par exemple, la liste des projets de coopération au développement dans le profil du Burkina Faso montre les actions menées par l'IE face à la situation du secteur de l'éducation dans ce pays, affichée dans le contenu principal de la page. La liste d'informations et d'articles est mise à jour au fur et à mesure que de nouvelles évolutions interviennent, ce qui fournit automatiquement une actualisation immédiate et plus détaillée à l'analyse principale. Cette approche permet aux visiteurs du site web de se concentrer sur le domaine auquel ils s'intéressent ainsi que sur le contexte des activités menées par l'IE dans le domaine des droits humains et syndicaux.

Un élément essentiel du *Baromètre en ligne* est la **base de données statistiques**, qui contient des statistiques importantes sur le secteur de l'éducation dans le monde. L'IE travaille avec l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) afin d'obtenir les données les plus récentes sur le secteur de l'éducation. Chaque profil de pays propose un historique de ces données statistiques afin d'avoir une vue d'ensemble des évolutions du secteur de l'éducation sur un certain nombre d'années. Cela permet également d'effectuer une comparaison de pays, c'est-à-dire de sélectionner les données de deux pays concernant l'éducation pour une année en particulier. L'objectif de la base de données statistiques est de permettre aux organisations membres de l'IE d'effectuer une analyse basée sur la recherche de la situation des droits syndicaux dans leur propre pays.

L'IE compte développer plus amplement sa base de données statistiques et le *Baromètre en ligne* en enrichissant les fichiers de données ainsi qu'en élaborant d'autres outils statistiques.

Le site a reçu 928 visiteurs uniques depuis son lancement au congrès en juillet 2007.

Pour accéder au Baromètre en ligne, veuillez consulter : www.ei-ie.org/barometer

FR : www.ei-ie.org/barometer/fr

ES : www.ei-ie.org/barometer/es

Site web de la Journée mondiale des enseignants

La Journée mondiale des enseignants se tient chaque année le 5 octobre afin de commémorer la signature de la recommandation UNESCO-OIT concernant la condition du personnel enseignant le 5 octobre 1966. Avec les travailleurs de l'éducation du monde entier, l'IE célèbre cette journée et encourage vivement toutes les organisations membres à utiliser cette occasion pour faire pression sur leurs gouvernements afin qu'ils mettent en œuvre les termes établis par la recommandation de 1966.

Le site de la Journée mondiale des enseignants a été créé comme point d'information unique pour toutes les activités organisées dans le monde. Il est possible de se rendre sur le site afin de consulter les activités qui ont lieu dans un pays et de prendre part à l'événement.

Un élément supplémentaire du site pour la Journée mondiale des enseignants 2007 était la messagerie « **Donnez votre avis sur les conditions d'enseignement** ». On peut y laisser des messages sur les conditions de travail des professionnels de l'éducation dans son pays.

Des supports imprimés pour la campagne, tels que des autocollants, des affiches et des brochures, étaient également disponibles en téléchargement sur le site.

Cinq **bulletins d'information électroniques** ont été envoyés durant les préparatifs du 5 octobre 2007 afin d'intensifier la sensibilisation du public à cette journée. Il est possible de s'inscrire à ce bulletin via la boîte d'inscription située sur la page d'accueil du site Web.

Le site a reçu 8960 visiteurs de juillet à octobre 2007. Pour plus d'informations, veuillez consulter : www.ei-ie.org/worldteachersday

Page Web de la Journée mondiale contre le SIDA

L'IE a développé pour la première fois une page Web pour la Journée mondiale contre le SIDA en 2007. Le slogan de la campagne de l'IE pour la Journée mondiale 2007 contre le SIDA était « Faites la différence. Consacrez une heure sur le SIDA ». La page était hébergée par le site Web du Programme de l'IE Education pour tous et Prévention VIH/SIDA (EPT/SIDA) afin de mettre l'approche de l'IE dans le contexte de cet événement mondial. Un kit d'activité a été développé et mis en téléchargement à partir de la page de la Journée mondiale contre le SIDA afin d'aider les enseignants à sensibiliser leurs élèves au sujet du VIH et du SIDA. L'IE a rassemblé les rapports d'activité des participants et les publiera dans un rapport général. Pour plus d'informations sur la Journée mondiale contre le SIDA, veuillez consulter notre site web EPT/SIDA : www.ei-ie.org/ef aids

FR : www.ei-ie.org/ef aids/fr

ES : www.ei-ie.org/ef aids/es

Site Web de la coopération au développement

L'IE est la première de toutes les fédérations syndicales mondiales à consolider ses projets de coopération au développement au sein d'une seule et unique base de données en ligne. Le site Web Coopération au développement a été dévoilé aux participants de la réunion annuelle de la coopération au développement en décembre 2007.

Le nouveau site Web contient des informations sur les politiques de coopération au développement de l'IE ainsi que des informations mises à jour sur les projets. Il est possible de s'inscrire afin de recevoir le nouveau bulletin électronique Coopération au développement sur le site ou de s'abonner aux informations via le flux RSS. Les organisations membres de l'IE participant aux activités de coopération au développement peuvent également consulter le calendrier des événements et télécharger des documents à partir du site.

Un élément important du site est la base de données de la coopération au développement. La base de données en ligne contient une fonction recherche à multiples facettes qui permet de rechercher un projet par région, pays, thème, groupe, date de début, date de fin ainsi que par date d'échéance prévue.

Chaque page consacrée à un projet propose des informations de base sur le projet, telles que les organisations participantes, la date de début du projet et ce en quoi il consiste. On y trouve également une vue d'ensemble des projets similaires menés dans d'autres parties de la région et des liens vers des projets similaires menés ailleurs dans le monde.

Il s'agit d'un élément intégré au sein du Portail Web de l'IE, ce qui signifie que toute information utile référencée sur d'autres sites du portail et ayant trait au pays dans lequel le projet est mené est automatiquement dirigée vers le profil du projet correspondant sur le site Coopération au développement. Chaque profil de projet est aussi directement relié au profil du pays correspondant sur le Baromètre en ligne.

Afin d'augmenter la visibilité du travail des organisations membres de l'IE dans le domaine de la coopération au développement, dès qu'un nouvel élément apparaît, une liste de projets menés dans le pays concerné sera automatiquement générée sur la même page, avec des liens vers les profils de projets sur le site Web de la coopération au développement. Ceci contribue non seulement à mettre en contexte le contenu des informations que l'IE génère, mais met également en lumière les actions positives menées par les organisations membres pour faire face aux situations difficiles dans de nombreux pays.

Etant donné que le site n'a été dévoilé qu'en décembre 2007 et lancé en janvier 2008, aucune vue d'ensemble précise du nombre de visiteurs n'était disponible.

Consultez le site dès maintenant en cliquant sur : www.ei-ie.org/developmentcooperation

FR : www.ei-ie.org/developmentcooperation/fr

ES : www.ei-ie.org/developmentcooperation/es

Le **Bulletin de la coopération au développement** est désormais disponible en format électronique. Il est possible de s'abonner au bulletin sur le nouveau site Web de la coopération au développement en inscrivant simplement son adresse de messagerie électronique. Le bulletin peut être envoyé à l'abonné en format html ou en format texte afin de garantir une diffusion maximale.

Le bulletin envoyé par courriel n'est pas la seule manière de s'abonner aux informations de la coopération au développement. L'IE a élaboré un **flux RSS Coopération au développement** avec des informations liées à ce thème, afin que celles-ci soient disponibles à tous via l'ordinateur personnel ou un appareil mobile.

Bulletins d'information électronique de l'IE

L'IE publie quatre bulletins d'information électroniques :

CONNECT est un bulletin d'information électronique visant à fournir des flashes d'informations importants de l'IE à l'abonné. Il ne s'agit pas d'une « publication » informative régulière ; il a pour objectif d'orienter l'abonné vers les informations essentielles dans un langage précis et concis. Ce bulletin est particulièrement utile lorsqu'il s'agit d'annoncer des Appels d'action urgente, car les abonnées ont tendance à tenir compte de ces bulletins d'informations et le taux de clics menant à l'appel complet sur le site principal de l'IE est extrêmement élevé. Outre les organisations membres de l'IE qui reçoivent automatiquement ce bulletin d'information, 4 037 abonnés du public ont souscrit à CONNECT. 23 numéros de CONNECT ont été diffusés en 2007. Pour vous abonner à CONNECT, inscrivez simplement votre adresse de courriel dans la boîte d'inscription sur le site principal de l'IE : www.ei-ie.org

FR : www.ei-ie.org/fr

ES : www.ei-ie.org/es

TradEducation News (2) réunit des informations concernant les négociations de l'AGCS à l'OMC et la privatisation et la commercialisation de l'éducation. Le bulletin d'informations a été reformaté en novembre 2007 et diffusé pour la première fois en format électronique. Toute personne intéressée par ce thème peut s'abonner au bulletin sur le microsite de l'AGCS : www.ei-ie.org/gats

FR : www.ei-ie.org/gats/fr

ES : www.ei-ie.org/gats/es

(2) FR : CommercEducation - ES : Educación vs. Comercio

Le **bulletin d'informations du Programme EPT/SIDA** (3) a été refondu et lancé en février. Pour plus d'informations, veuillez vous référer à la partie concernant les nouveaux site Web et bulletin d'informations du Programme EPT/SIDA.

(3) FR : Programme EPT/SIDA - ES : Programa EPT-SIDA

Le **bulletin Coopération au développement** a également été refondu sous forme de bulletin électronique et lancé en décembre 2007. Pour plus d'informations, veuillez vous référer à la partie concernant le site web et le bulletin d'informations de la coopération au développement.

5.2.3 Travail de communication dans les régions

Afrique

Les syndicats africains face aux problèmes de désunion

Depuis le dernier Rapport annuel, l'IE a vu le nombre de ses membres augmenter dans presque tous les pays d'Afrique et dans certains du Moyen-Orient. Cette croissance est encourageante, mais bon nombre d'organisations nouvellement affiliées restent faibles en termes de nombre de membres, de ressources financières, humaines et d'information. La plupart de ces syndicats n'ont ni vision, ni plan organisationnel de développement. Les dirigeants ne disposent pas de la culture syndicale appropriée et ne savent donc pas quels services ils doivent fournir à leurs membres.

Conférence panafricaine

La Conférence régionale panafricaine de l'IE s'est tenue au Caire, en **Egypte**, du 26 au 29 janvier. Un certain nombre de résolutions et de recommandations ont été formulées, dont les plus importantes concernaient l'unité des syndicats. Outre l'épidémie du VIH/SIDA et les conflits armés actuels, le défi le plus important pour l'IE en Afrique est la division des syndicats enseignants. Ce problème a empiré lorsque les anciens affiliés de la CSME ont fusionné avec ceux de l'IE, car ils ont des difficultés à s'intégrer aux structures en place. En outre, certains des affiliés existants sont réticents à accepter les nouveaux arrivants et à les intégrer dans des projets tels que le Programme EPT/SIDA. La priorité devrait être donnée à toutes les actions qui contribuent à encourager le dialogue entre les syndicats enseignants en Afrique, et qui contribuent à une unité dans les mesures prises.

Défis pour la communication en Afrique

Un manque de retour de la part des affiliés pose des problèmes importants en ce qui concerne la capacité de l'IE à diffuser les informations issues d'Afrique, à coordonner les campagnes et à recueillir des soutiens pour des actions urgentes et d'autres travaux de solidarité. Le rapport du personnel du Bureau régional, visant à établir une communication entre les affiliés, en particulier sur les thèmes de campagne, n'a pas reçu de réponses enthousiastes. Cette année, par exemple, les tentatives suivantes ont été organisées afin de communiquer avec les affiliés :

- Tous les affiliés ont reçu une lettre afin d'informer le Bureau régional sur les activités effectuées au cours de la Semaine mondiale d'action, mais seuls GNAT/**Ghana** et ETA/**Ethiopie** ont répondu, bien que des activités aient eu lieu dans de nombreux autres pays ;
- Pour la Journée mondiale des enseignants, seuls GTUNRS/**Île Maurice**, COSEN/**Niger**, FESEN et FENASYET/**Togo** ont répondu ;
- Un appel a été lancé auprès des affiliés afin qu'ils participent au Requiem de la pauvreté, mais seul CNTS/**Sénégal** s'est manifesté ;
- Une demande a été diffusée par le Bureau régional au nom de Lärarförbundet/Suède auprès des affiliés du Niger, Bénin et Sénégal, mais seulement ceux du Bénin ont répondu ; et

- D'autres communications ont été reçues de la part de FESEN/**Togo** pour les festivités lors de la Fête du travail, de la part d'UNATU/**Ouganda** et sur les activités de KNUT au **Kenya**. Le bureau a également reçu des demandes du **Cameroun** pour la mise à jour d'activités.

La communication était plus efficace lorsqu'un membre du Bureau régional avait rendu visite à l'affilié.

Il est à noter que la communication entre le Bureau régional et les réseaux pour les femmes est relativement meilleure, même si elle n'est pas encore satisfaisante, peut-être en raison d'une structure et/ou de méthodes de travail encore insuffisantes pour permettre une communication optimale.

Il est également important de constater que certains affiliés appliquent les bonnes pratiques consistant à transférer systématiquement leurs correspondances à leurs partenaires de coopération, afin que le Bureau régional soit en permanence informé des projets et des évolutions. C'est le cas de ZIMTA/ **Zimbabwe**, PSEUM/**Malawi** et des pays impliqués dans le programme EPT/SIDA.

Logiquement, soit nos affiliés ont besoin de plus de sensibilisation sur ces thèmes, soit ils doivent être davantage encouragés à s'impliquer activement dans les campagnes et dans la communication qu'elles induisent. D'autres préfèrent correspondre directement avec le siège de Bruxelles.

Bulletin d'information régional africain

Le Bureau régional africain a publié quatre bulletins d'information en 2007. Chacun présentait un événement clé : le Congrès panafricain, la Semaine mondiale d'action, le Congrès mondial de l'IE à Berlin et la Journée mondiale des enseignants. Seules les première et dernière éditions ont été imprimées en raison d'un manque de moyens. Les deux autres ont été publiées uniquement sous forme électronique sur le site Web.

Plusieurs tentatives ont été mises en œuvre pour l'envoi d'articles depuis des sites d'information tels que AllAfrica.com, demandant aux affiliés leur opinion sur les questions soulevées par les informations concernant l'éducation. Il y a eu très peu de réponses, mais ceux qui se sont manifestés ont vu leur opinion incluse dans le bulletin d'informations. Une tentative réfléchie devrait être mise en œuvre afin de créer un réseau de participants au bulletin d'informations. Cela exigera un soutien politique de la part des dirigeants syndicaux, qui bien souvent détiennent les responsabilités mais pas le savoir-faire.

Amérique latine

Le Bureau régional d'Amérique latine a développé avec succès sa propre page Internet, qui contient les dernières nouvelles concernant les thèmes de l'éducation et des syndicats dans la région. Il est devenu un site de référence pour les différents affiliés et il est envisagé de le transformer en une importante base de données réunissant documents, déclarations, publications et autres informations. Le site a été renforcé grâce à des contributions d'affiliés, en particulier de CNTE/Brésil, qui fournit des éléments de contenu et contribue également à la traduction des informations et des documents vers le portugais.

Le Bureau régional publie également un bulletin d'information intitulé Coyuntura, qui est diffusé dans toute l'Amérique latine. Les autres publications du Bureau d'Amérique latine en 2007 furent :

- *Agenda 2007*. Il se présente sous un format basique en trois langues : Papiamentu (Curaçao), portugais (Brésil) et espagnol. Il contient également des informations sur les personnages clés de la politique en Amérique latine, afin d'identifier et de souligner la force des syndicats de l'éducation et de leurs dirigeants en Amérique latine.
- *Le commerce des services et ses conséquences sur l'éducation : une stratégie syndicale face à l'AGCS en Amérique latine*. Une proposition politique sur les stratégies pour la profession enseignante en Amérique latine confrontée aux accords commerciaux et à l'inclusion de l'éducation en tant que service à la demande.
- *L'affiche 2007 du réseau sur l'égalité entre les genres en portugais et en espagnol*. Présente l'un des groupes syndicaux les plus actifs et productifs dans la région.
- *Affiche sur la prévention du VIH/SIDA* en portugais et en espagnol.

Asie et Pacifique

Deux numéros du bulletin d'information Asie Pacifique ont été publiés et diffusés vers tous les affiliés de la région en mars et en juillet.

Opérations

1. Organes directeurs

Le **5ème Congrès mondial** de l'Internationale de l'Education a eu lieu à Berlin, Allemagne, du 22 au 26 juillet. Environ 1 700 participants de 150 pays étaient présents au Congrès, qui fait office d'autorité suprême pour l'organisation. Parmi d'autres responsabilités importantes, le Congrès :

- Détermine les politiques, les principes d'action et le programme de l'organisation ;
- Elit le Président, les Vice-présidents, le Secrétaire général et les autres membres du Bureau exécutif ;
- Examine le rapport d'activité du Secrétaire général ;
- Nomme les vérificateurs ;
- Examine le rapport financier après vérification, adopte le budget général et détermine les cotisations d'adhésion ; et
- Amende la Constitution et le Règlement intérieur.

Aux dires de tous, le Congrès de Berlin fut un grand succès, tant sur le plan politique que logistique. La décision la plus importante prise à cette occasion fut sans doute de modifier la fréquence du Congrès lui-même, de tous les trois ans à tous les quatre ans. Les détracteurs de cette proposition ont affirmé qu'un intervalle de quatre ans représenterait une perte au niveau démocratique. Mais ses défenseurs ont souligné que la plupart des autres Fédérations syndicales mondiales utilisaient des programmes de quatre ans et qu'un intervalle plus long libèrerait des fonds pour des programmes

nouveaux et ambitieux au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie centrale, où la démocratie est limitée et où les syndicats ne possèdent que peu d'influence.

Le rapport complet du 5ème Congrès mondial de l'IE est disponible sur www.ei-ie.org/worldcongress2007/ei-ie/docs/Bonus/CongressReport/EIWC05_CongressReport_fre_final.pdf.

Les documents clés du Congrès peuvent être consultés sur www.ei-ie.org/worldcongress2007.

Liste des résolutions adoptées lors du 5ème Congrès de l'IE à Berlin, en Allemagne, du 22 au 26 juillet 2007
([cliquez ici pour lire le texte intégral](#))

Résolution sur le rôle stratégique des éducateurs
Résolution sur le personnel enseignant de l'enseignement supérieur engagé à durée déterminée
Résolution sur les violations des droits syndicaux en Ethiopie
Résolution sur l'intervention du gouvernement australien dans les communautés aborigènes
Résolution sur un rassemblement pour créer un mouvement syndical plus efficace
Résolution sur l'enseignement et la formation professionnels
Résolution sur la défense et le développement de l'éducation publique
Résolution sur l'éducation en milieu pénitentiaire
Résolution sur la place de la religion dans les écoles
Résolution sur les principaux et la direction d'école
Résolution sur une éducation de qualité : présent et futur
Résolution "Unis pour une plus grande justice sociale"
Résolution sur la défense de la Federacion Colombiana de Educadores (FECODE) et des enseignants persécutés pour leur activité syndicale
Résolution sur la diversité culturelle
Résolution sur la paix et la fin de la violence
Résolution sur l'enseignement supérieur et de la recherche en tant que service public
Résolution sur le genre et l'égalité de rémunération
Résolution sur la migration internationale
Résolution en solidarité avec les travailleurs irakiens
Résolution sur la situation à Oaxaca, Mexique
Résolution sur la situation au Pérou
Résolution sur la situation du système d'enseignement supérieur en France
Résolution sur la situation aux Philippines

Selon la Constitution de l'IE, le **Bureau exécutif** « dirige les affaires et les activités de l'Internationale de l'Education entre les Congrès mondiaux en conformité des résolutions et décisions de ces derniers ».

L'année 2007 a été la première depuis 1993 et la création de l'IE au cours de laquelle quatre réunions du Bureau exécutif ont été organisées au cours de la même année.

La 28ème réunion du Bureau exécutif, a eu lieu à Berlin les 27 et 28 mars. L'organisation de la réunion à Berlin a donné au Bureau et au personnel de l'IE l'occasion de se familiariser avec l'infrastructure et l'environnement du Centre de conférences Estrel, qui devait accueillir le Congrès moins de quatre mois plus tard. Il n'est donc pas étonnant que les préparatifs du Congrès et les questions liées aux délibérations aient figuré en tête de l'ordre du jour de la réunion du Bureau elle-même. Parmi les autres décisions, le Bureau a officiellement adopté le projet d'ordre du jour et le programme pour le Congrès, le document de référence du Congrès et les textes des projets de

résolution qu'il souhaitait lui proposer en juillet. Le Bureau a également adopté des recommandations pour ou contre les propositions d'organisations membres en vue d'amender la Constitution et les arrêtés. De même, en relation avec le Congrès, le Bureau a choisi les récipiendaires 2007 du Prix de l'éducation Albert Shanker et du Prix des droits humains et syndicaux Mary Hatwood Futrell, officiellement remis au cours du dîner des prix lors du Congrès. Parmi les décisions non liées au Congrès, le Bureau a adopté une série de rapports et de documents politiques, notamment le Rapport annuel 2006, les recommandations du Groupe consultatif sur le Moyen-Orient, les statuts de l'Institut de recherche ainsi qu'un document politique cadre sur l'aide en cas de catastrophe octroyée par l'IE. SYNTER/**Burkina Faso**, SLET/**Tchad**, SNEF/**Mauritanie**, SNEM/**Mauritanie**, YTS/**Yémen** et NAGRAT/**Ghana** ont été admis en tant que membres. Enfin, le Bureau a adopté une résolution pour le soutien aux enseignants d'Iran.

La 29^{ème} réunion, qui a eu lieu dans l'après-midi du 20 juillet, a été l'occasion pour le Bureau d'examiner une dernière fois le programme et tous les arrangements pour le Congrès. Les membres du Bureau se sont vus attribuer des responsabilités concernant des domaines ou des débats particuliers du Congrès. Le Bureau a adopté la composition du Comité de vérification des pouvoirs du Congrès ainsi que des projets de propositions pour la composition des Comités des résolutions et des élections. Au sujet de questions non liées au Congrès, le Bureau a accepté la proposition du Secrétariat concernant la composition du Conseil d'administration et du Comité consultatif temporaires pour l'Institut de recherche de l'IE. Le Bureau a également adopté une motion spéciale afin que l'IE prenne des mesures suite aux menaces formulées par le gouvernement costaricain à l'encontre des syndicalistes LGBT. A la fin de la réunion, les membres du Congrès Colin Greene (A&BUT/**Antigua & Barbuda**) et Rosario Avila de Dominguez (COLPROSUMAH/**Honduras**) ont annoncé qu'ils ne se représenteraient pas aux élections du Congrès. Ils ont été remerciés pour leurs contributions précieuses au travail du Bureau exécutif et bien sûr à celui de l'Internationale de l'Education au cours de leur mandat en tant que membres du Bureau.

Le Congrès mondial a élu le Bureau exécutif suivant pour la période 2007-2011 :

COMPOSITION OF EI EXECUTIVE BOARD, 2007-2011

Thulas NXESI

Afrique du Sud

SADTU

Président

Irene DUNCAN ADANUSA

Ghana

GNAT

Vice-présidente / Afrique

Susan HOPGOOD

Australie

AEU

Vice-présidente / Asie-Pacifique

Juçara Maria DUTRA VIEIRA

Brésil

CNTE

Vice-présidente / Amérique latine

Reg WEAVER

États-Unis

NEA

Vice-président / Amérique du Nord & Caraïbes

Patrick GONTHIER

France

UNSA-Education

Vice-président / Europe

Fred VAN LEEUWEN

Pays-Bas

AOb

Secrétaire général

Abdelaziz MOUNTASSIR

Maroc

SNE

Siège régional / Afrique

Salimata DOUMBIA

Côte d'Ivoire

SNEPPCI

Siège régional / Afrique

Yasuo MORIKOSHI

Japon

JTU

Siège régional / Asie-Pacifique

Lok YIM PHENG

Malaisie

NUTP

Siège régional / Asie-Pacifique

Maria Teresa CABRERA ULLOA

République Dominicaine

ADP

Siège régional / Amérique latine

Jorge PAVEZ URRUTIA

Chili

CPC

Siège régional / Amérique latine

Marilies RETTIG

Canada

CTF-FCE

Siège régional / Amérique du Nord & Caraïbes

Ed McELROY

États-Unis

AFT

Siège régional / Amérique du Nord & Caraïbes

Haldis HOLST

Norvège

UEN

Siège régional / Europe

Branimir STRUKELJ

Slovénie

ESTUS

Siège régional / Europe

Jerry BARTLETT

Royaume-Uni

NASUWT

Siège ouvert
José CAMPOS TRUJILLO

Espagne
FECCOO

Siège ouvert
S. ESWARAN

Inde
AIPTF

Siège ouvert
Grahame McCULLOCH

Australie
NTEU

Siège ouvert
Alain PÉLISSIER

Canada
CSQ

Siège ouvert
Eva-Lis PREISZ

Suède
Läraryförbundet

Siège ouvert
Ulrich THÖNE

Allemagne
GEW

Siège ouvert
Teopista BIRUNGI MAYANJA

Ouganda
UNATU

Siège ouvert
José Antonio ZEPEDA LÓPEZ

Nicaragua
CGTEN-ANDEN
Siège ouvert

Le Bureau exécutif nouvellement élu s'est réuni brièvement dans l'après-midi du 26 juillet dans le but de désigner les membres du Bureau qui travailleront au sein du Comité de la promotion des femmes, du Comité des statuts et règlements et de la Commission des finances. Cette 30ème réunion visait également à identifier les questions soulevées par le Congrès qui requièrent une attention urgente. Cependant, le Bureau a estimé que toutes les questions en attente n'étaient pas de caractère urgent et qu'il vaudrait mieux s'y attarder plus en détail lors de la réunion de novembre.

Après trois réunions à Berlin, le Bureau exécutif a organisé sa 31ème réunion (19 et 20 novembre) à la Maison syndicale internationale de Bruxelles, le lieu traditionnel. L'organisation de la réunion peu avant la fin d'un exercice budgétaire a permis au Bureau de prendre des décisions dans les temps concernant la mise en œuvre des nouveaux programmes et budgets quadriennaux et des résolutions adoptées par le Congrès. Les aspects politiques et logistiques du dernier Congrès mondial ont été examinés et le Bureau a entamé un débat sur le lieu du Congrès suivant. Le Bureau a également convenu des paramètres pour la création de plusieurs comités et groupes de travail spéciaux et pour la mise en œuvre d'une étude sur la situation des enseignants et de l'éducation publique au Venezuela et d'une autre dans un pays d'Amérique latine encore à définir. Au cours de la réunion s'est déroulée une présentation spéciale par les auteurs d'une étude UNESCO-IIPE sur la

corruption dans l'éducation. Enfin, le Bureau a adopté un ensemble de procédures révisées pour traiter les candidatures à l'adhésion, tandis que UNE/**Equateur**, AUSPS/**Fidji**, FERC-CGT/**France** et PRICPHMA/**Honduras** ont été admis en tant que membres.

En 2007 ont également eu lieu six réunions du **Bureau restreint de l'IE**, groupe réunissant le Président, les Vice-présidents et le Secrétaire général. Le Bureau restreint se réunit généralement immédiatement avant chaque réunion du Bureau exécutif et au moins une fois de plus entre les réunions du Bureau exécutif, afin d'examiner les progrès effectués dans la mise en œuvre des politiques et décisions de l'IE. Le Bureau restreint est souvent mandaté par le Bureau exécutif afin de gérer les affaires urgentes entre les réunions du Bureau exécutif, ou de finaliser des questions en son nom.

Jusqu'à juillet 2007, le Bureau restreint a également agi en tant que **Commission des finances**, qui rend compte au Bureau exécutif des questions financières. Cependant, le Bureau a décidé le 26 juillet que la nouvelle Commission inclurait également deux membres du Bureau. Au demeurant, les réunions de la Commission continueront d'être organisées communément avec les réunions du Bureau restreint. La Commission analyse les bilans préparés par le Secrétariat, discute des rapports des vérificateurs, formule des recommandations sur les demandes d'accords spéciaux concernant le paiement des cotisations et examine les autres questions financières pertinentes.

Le **Comité de la Promotion des femmes** conseille le Bureau exécutif sur les questions de genre et d'égalité. Le Comité, qui rassemble tous les membres féminins du Bureau exécutif, se réunit immédiatement avant chaque réunion du Bureau. Son travail au cours des mois précédant le Congrès de Berlin s'est axé sur les préparatifs du Caucus des femmes, du Caucus des LGBT et du Caucus des populations autochtones au Congrès, mais également sur la finalisation des études triennales et sur la préparation des résolutions sur les questions d'égalité présentées au Congrès par le Bureau. Après Berlin, le Comité a débattu de la mise en œuvre des programmes sur le genre et l'égalité pour les quatre ans à venir et a commencé à préparer la participation de l'IE au travail de la Commission des Nations Unies sur le statut des femmes qui se tiendra en mars 2008.

Enfin, le **Comité des statuts et règlements**, le dernier des trois comités du Bureau exécutif, se réunit également avant chaque réunion du Bureau. Sa mission est d'examiner la Constitution et les règlements de l'IE et de conseiller le Bureau sur toutes les questions constitutionnelles. Au cours des semaines précédant le Congrès, le Comité a préparé les projets d'amendements constitutionnels que le Bureau souhaitait proposer au Congrès, ainsi que les recommandations du Bureau en relation avec les projets d'amendement proposés par les organisations membres. Lors de sa réunion de novembre le Comité s'est lancé dans de nouveaux débats constitutionnels, dont certains pourraient aboutir à des projets d'amendement à proposer lors du Congrès de 2011.

Le **Comité d'experts sur les affiliations** conseille le Bureau exécutif sur les questions d'affiliation que le Bureau lui adresse. Son rôle est de déterminer si une organisation qui a posé sa candidature à l'affiliation ou qui est déjà membre est en conformité avec les critères d'adhésion de l'IE. Le Comité ne fait pas de recommandations. Il fonctionne en tant qu'organe consultatif indépendant. Les membres du Comité ne peuvent détenir de fonctions au sein des structures de direction des organisations membres.

La 12^{ème} réunion du Comité d'experts s'est tenue à Bruxelles le 15 mars 2007. Le Comité a discuté des demandes d'affiliation de NAGRAT/**Ghana**, que le Bureau exécutif a par la suite admis en tant que membre, et de TETU/**Turquie**. Le Comité a également examiné les candidatures de PTUZ/**Zimbabwe**, KUPPET/**Kenya**, FGII/**Indonésie** et GST/**Libye**, qui seront toutes étudiées plus en détail l'année prochaine.

En novembre, le Bureau exécutif a décidé de reconduire R.J.L. Hawke, président, et Agneta Anderlund, Don Cameron et Marguerite Cummins-Williams en tant que membres pour un mandat de quatre ans. Cependant, le Bureau a également mandaté le Bureau restreint afin qu'il nomme deux experts supplémentaires, l'un d'Amérique latine et l'autre d'Afrique, afin de garantir un équilibre régional au sein du Comité. À la fin de l'année, le Secrétariat attendait les candidatures pour ces deux postes, les désignations par le Bureau devant intervenir en mars 2008.

2. Organes régionaux

Introduction

À la fondation de l'IE en 1993, cinq régions ont été créées : Afrique, Amérique du Nord et Caraïbes, Asie et Pacifique, Europe et Amérique latine. Des structures régionales ont été établies afin de conseiller le Bureau exécutif sur les politiques et les activités à mener dans chaque région. Ces structures régionales sont dirigées selon les règlements régionaux. À l'exception de l'Amérique du Nord et des Caraïbes, toutes les régions possèdent un comité régional élu lors d'une conférence régionale, selon des modalités similaires à celles de l'élection du Bureau exécutif au Congrès.

Les Bureaux régionaux de l'IE en Afrique (Lomé, Togo), en Asie-Pacifique (Kuala Lumpur, Malaisie), en Europe (Bruxelles, Belgique) et en Amérique latine (San José, Costa Rica), ainsi que le bureau sous-régional des Caraïbes (Ste Lucie) contribuent à la coordination du travail des structures régionales.

Afrique

La 6^{ème} **Conférence régionale africaine** de l'IE a eu lieu au Caire, en **Egypte**, du 27 au 31 janvier 2007. Le thème de la conférence était « Union pour une éducation de qualité et le développement social durable ». Au total, 264 participants, dont 165 délégués, représentant 87 syndicats de 44 pays d'Afrique et du Moyen-Orient, étaient présents à la conférence, qui a été officiellement ouverte par la Ministre égyptienne du Travail et de l'Immigration. Dans son discours, la Ministre insiste sur le rôle des syndicats dans la défense des droits humains et syndicaux et la lutte contre le travail des enfants et la discrimination envers les enfants. Le quatrième jour de la conférence ont eu lieu des présentations spéciales et un travail de groupe sur trois sous-thèmes, à savoir l'unité à l'intérieur des syndicats et parmi les syndicats, des partenariats pour une éducation de qualité et pour un développement durable, et une réponse à l'évolution sociale et professionnelle des enseignants, ainsi qu'aux questions de l'AGCS et de l'Éducation pour tous-VIH/SIDA, qui ont été examinées en groupes de travail le premier jour. La conférence a également adopté des résolutions sur chaque sous-thème, sur l'AGCS, sur l'Éducation pour tous-VIH/SIDA et sur la situation des enseignants dans huit pays de la région.

Des réunions du **Comité régional africain** ont été organisées immédiatement avant et après la Conférence régionale. La prochaine réunion du Comité régional n'est pas prévue avant mars 2008.

COMPOSITION DU COMITE REGIONAL AFRICAIN, 2007-2011, comme élu par la Conférence régionale du Caire en janvier 2007.

Président

Irene Duncan Adanusa

Ghana

GNAT

Vice-Président

El Sayad Abu All Magud Hamza

Egypte

GTUESR

Représentants des différentes zones

Zone I

Adamou Imirane Maiga

Niger

SYNAJECS

Ben Mansour Khedija

Tunisie

SGEB

Zone II

Omar J Ndure

Gambie

GTU

Marienne Sakho Dansokho

Sénégal

SYPROS

Zone III

Dagba Thérèse, Epse Agbo

Bénin

SNEP

Daniel Ayim Antwi

Ghana

TEWU

Zone IV

Edouard Nzino

Congo Brazzaville

FETRASSEIC

Eulalie Nibizi

Burundi

STEB

Zone V

Janet Kumwenda

Malawi

TUM

Musa Omar Tafurwa

Zanzibar

ZATU

Zone VI

Japtha Radibe

Botswana

BTU

Freda Chawira

Zimbabwe

ZIMTA

Suppléants élus

Zone I

Djokoloum Mougabaye

Chad

SET

Baqi Mostafa

Maroc

FAE

Zone II

Joao Pedro Cardoso

Cap-Vert

FECAP

Margaret H. Flomo

Libéria

NTAL

Zone III

Soro Mamadou

Côte d'Ivoire

SYNESCI

Helena Awurusa

Ghana

GNAT

Zone IV

Tshiyombo Kankolongo Cecile

RDC

SYECO

Kanamugire Faustin

Rwanda

EER

Zone V

Fred Ontere

Kenya

KNUT

Vinoshiri Parian

Île Maurice

GSSTU

Zone VI

Pitso Musothwane

Lesotho

LAT

Stones Gimindza

Swaziland

SNAT

Bureau exécutif de l'IE

Bureau exécutif de l'IE

Abdelaziz Mountassir

Maroc

SNE-FDT

Bureau exécutif de l'IE

Teopista Birungi Mayanja

Ouganda

UNATU

Bureau exécutif de l'IE

Salimata Doumbia

Côte d'Ivoire

SNEPPCI

Selon le règlement 4A (iii) pour l'Afrique, tous les membres du Bureau exécutif de l'IE de la région sont également membres du Comité régional africain.

Asie-Pacifique

La dernière **Conférence régionale Asie-Pacifique** s'est déroulée en septembre 2006 à Jakarta, en Indonésie, et a été couverte par le Rapport annuel de cette année-là. Une conférence régionale intermédiaire pourrait être organisée au Cambodge fin 2008.

Le **Comité régional Asie-Pacifique** s'est réuni les 11 et 12 mai à Katmandou, au Népal, à la suite d'une réunion spéciale de coopération au développement Asie-Pacifique les 9 et 10 mai. Le Comité a observé une minute de silence en mémoire de Basil da Silva, coordinateur de l'IE pour le projet Tsunami au Sri Lanka, décédé le 16 avril. Le Comité a également accepté une invitation des hôtes népalais NTA et NNTA à se joindre à leur rassemblement au Ministère de l'Education le 11 mai. Le Comité a ensuite adopté une motion exprimant sa solidarité avec les affiliés népalais qui luttent contre la décentralisation de l'éducation et la dégradation des conditions de travail des enseignants. Au cours de la réunion, le Comité a examiné les progrès accomplis dans la mise en œuvre des activités de programme pour 2007 dans la région et a discuté des préparatifs du Congrès. Le Comité a également exprimé son espoir de voir le travail de solidarité contribuer au renforcement des syndicats enseignants dans leur lutte pour une éducation de qualité.

COMPOSITION DU COMITE REGIONAL ASIE-PACIFIQUE, 2006-2010, comme élu par la Conférence régionale de Jakarta en septembre 2006.

Yuzuru NAKAMURA

Japon

JTU

Président

Susan HOPGOOD

Australie

AEU

Vice-présidente

Ram Pal SINGH

Inde

AIPTF

Vice-président

Angela WIJESINGHE

Sri Lanka

ACUT

Membre

Marie-Laure KALTONG

Vanuatu

VTU

Membre

D. TUNGGALAG

Mongolie

MEFTU

Membre

Jennie RICHARD KOME

Papouasie Nouvelle Guinée

PNGTA

Membre

Mike THIRUMAN

Singapore

STU

Membre

Tevita KOROI

Fidji

FTU

Membre

HEE Ju Cho

Corée

KTU

Membre

Hira PRASAD

Népal

NNTA

Membre

Anah Suhaenah SUPARNO

Indonesie

PGRI

Membre

YOO Mi-Hwa

Corée

KFTA

Membre

Boonpun SANBHO

Thaïlande

NTTU

Membre

Norsirhon AKBAROV

Ouzbékistan

NTUESWU

Membre

Maira T. AMANTAIEVA

Kazakhstan

KNTUTSW

Membre

P. RAMANATHAN

Malaisie

MAE

Membre

Yasuo MORIKOSHI

Japon

JTU

Bureau exécutif de l'IE

Grahame McCULLOCH

Australie

NTEU

Bureau exécutif de l'IE

S. ESWARAN

Indie

AIPTF

Bureau exécutif de l'IE

LOK Yim Pheng

Malaisie

NUTP

Bureau exécutif de l'IE

Selon le règlement 5 (d) pour l'Asie-Pacifique, « tous les membres du Bureau exécutif de l'IE de la région doivent également être membres du Comité régional ».

Europe

La structure régionale de l'Internationale de l'Education en Europe est la **structure paneuropéenne de l'IE**, qui inclut le **Comité syndical européen de l'éducation (CSEE)**. La structure paneuropéenne de l'IE est composée des organisations membres de l'IE dans la région européenne. Le CSEE est, au sein de la structure paneuropéenne de l'IE, une organisation autonome qui se compose des organisations membres de l'IE dans les Etats membres de l'Union européenne (UE) et de l'Association européenne de libre-échange (AELE).

La dernière **conférence paneuropéenne de l'IE**, doublée par l'**Assemblée générale du CSEE**, s'est tenue à Luxembourg du 4 au 6 décembre 2006. La prochaine conférence/assemblée générale se tiendra fin 2009, à moins que le travail en cours sur les structures européennes de l'IE ne nécessite l'organisation d'une conférence extraordinaire.

En 2007 se sont tenues deux réunions du **Comité paneuropéen de l'IE**, qui intègre le **Bureau exécutif du CSEE**. Les 16 et 17 avril, le Comité a adopté un plan d'action révisé du CSEE sur le dialogue social sectoriel. Le comité a également examiné le dossier du CSEE en première réponse à

la consultation de la Commission européenne sur le projet ECVET, qui représente le système européen d'accumulation et de transfert des crédits créé pour la formation et l'éducation professionnelle en Europe. Enfin, le Comité a discuté des rapports du Comité permanent sur l'enseignement supérieur et la recherche, du Groupe de suivi de Bologne, du Comité permanent pour l'égalité des chances et du Panel consultatif de qualité du CSEE, ainsi que du Groupe de travail du CSEE sur la formation des enseignants.

La deuxième réunion du Comité paneuropéen de l'IE/Bureau exécutif du CSEE a eu lieu à Luxembourg les 28 et 29 novembre, faisant suite à une réunion du Conseil du CSEE. Le comité a reçu un rapport du Groupe d'enquête de la structure paneuropéenne, qui a présenté différents modèles afin d'améliorer les structures européennes. Le Comité a également approuvé une approche pour la mise en œuvre d'une étude IE/CSEE sur le salaire des enseignants, et a adopté des déclarations sur l'éducation scolaire et sur le projet de rapport d'activités conjoint 2008 de la Commission européenne et du Conseil sur l'éducation et la formation.

COMPOSITION DU COMITE REGIONAL PANEUROPEEN, 2007-2009

Ronnie SMITH

UK

EIS

Président

Odile CORDELIER

France

SNES-FSU

Vice-présidente

Kounka DAMIANOVA

Bulgarie

SEB

Vice-présidente

Jörgen LINDHOLM

Suède

Läraryförbundet

Vice-président

Ulrich THÖNE

Allemagne

GEW

Vice-Président

Paul BENNETT

RU

UCU

Vice-Président

Galina MERKOULOVA

Russie

ESEUR

Vice-Présidente

Xhafer DOBRUSHI

Albanie

FSASH

Siège national

Karlen HARUTYUNYAN

Arménie

CPCST
Siège national
Helmut SKALA
Autriche
GÖD
Siège national
(vacancy)
Azerbaïdjan

Siège national
Aliaksandr BOIKA
Biélorussie
SBPES
Siège national
Rudy VAN RENTERGHEM
Belgique
COC
Siège national
Dzenana TANOVIC-HAMZIC
Bosnie-Herzégovine
ITUSS

Siège national
Kroum KROUMOV
Bulgarie
PODKREPA
Siège national
Božena STRUGAR
Croatie
TUWPSEC
Siège national

George ZISSIMOU
Chypre
OELMEK

Siège national
František DOBŠÍK
République tchèque
CMOS PS

Siège national
Stig ANDERSEN
Danemark
DLF

Siège national
Vaïke PARKEL
Estonie
EEMU

Siège national
Marjatta MELTO
Finlande
OAJ

Siège national
Laurent ESCURE
France

UNSA Education

Siège national

Jean-Luc VILLENEUVE

France

SGEN-CFDT

Siège national

Manana GHURCHUMALIDZE

Géorgie

ESFTUG

Siège national

Ludwig ECKINGER

Allemagne

VBE

Siège national

Knut KRAFT

Allemagne

BLBS

Siège national

Themistoklis KOTSIFAKIS

Grèce

OLME

Siège national

Antal ÁROK

Hongrie

SEH

Siège national

Katrín JÓNSDÓTTIR

Islande

KI

Siège national

John CARR

Irlande

INTO

Siège national

Joseph WASSERMAN

Israël

ITU

Siège national

Fiorello Michele MACRO

Italie

UIL Scuola

Siège national

Ilze TRAPENCIERE

Lettonie

LIZDA

Siège national

Tatiana BABRAUSKIENE

Lituanie

LEETU

Siège national

Danièle NIELES

Luxembourg

SEW/OGBL
Siège national
(vacancy)
Macédoine

Siège national
John BENCINI
Malte
MUT
Siège national
(vacancy)
Moldavie

Siège national
(vacancy)
Monténégro

Siège national
Walter DRESSCHER
Pays-Bas
AOB

Siège national
Haldis HOLST
Norvège
UEN

Siège national
Sławomir BRONIARZ
Pologne
ZNP

Siège national
Ana GASPAR
Portugal
FENPROF

Siège national
Razvan BOBULESCU
Roumanie
ALMA MATER

Siège national
(vacancy)
Russie

Siège national
Branislav PAVLOVIC
Serbie
TUS

Siège national
Ján GAŠPERAN
Slovaquie
OZPŠAV

Siège national
Branimir STRUKELJ
Slovénie

ESTUS

Siège national

Carlos LÓPEZ CORTIÑAS

Espagne

FETE-UGT

Siège national

Sonja ÁSTRÖM

Suède

LR

Siège national

Béatrice ROGÉRE PIGNOLET

Suisse

SER

Siège national

(vacancy)

Tadjikistan

Siège national

Alaaddin DINÇER

Turquie

EGITIM-SEN

Siège national

Leonid SACHKOV

Ukraine

STESU

Siège national

Gerald IMISON

Royaume-Uni

ATL

Siège national

Christine BLOWER

Royaume-Uni

NUT

Siège national

Darren NORTHCOTT

Royaume-Uni

NASUWT

Siège national

Patrick GONTHIER

France

UNSA-Education

Bureau exécutif

Jerry BARTLETT

Royaume-Uni

NASUWT

Bureau exécutif

Eva-Lis PREISZ

Suède

Lärarförbundet

Bureau exécutif

José CAMPOS TRUJILLO

Espagne

Amérique latine

La **Conférence régionale latino-américaine** s'est tenue à Buenos Aires, en **Argentine**, du 4 au 6 mars sur le thème suivant : « Renforcer et coordonner les syndicats régionaux en faveur d'une éducation publique de haute qualité et s'opposer à la commercialisation de l'éducation ».

Comme ce fut le cas lors d'autres conférences régionales de l'IE, le Secrétaire général de l'IE a présenté une étude des questions et défis principaux pour l'éducation dans le monde qui constitueraient les thèmes des débats lors du 5ème Congrès mondial en juillet. Une séance spéciale d'information s'est également déroulée concernant le Congrès et la manière dont les représentants d'Amérique latine pourraient contribuer aux débats lors du Congrès.

Daniel Filmus, Ministre argentin de l'Éducation, et Victor Baez Mosqueira, Secrétaire général de CIS/ORIT, l'organisation régionale de la Confédération internationale des syndicats, se sont également adressés à la Conférence. M. Filmus a pris la parole sur la nécessité d'augmenter les efforts afin de maintenir et de renforcer une éducation publique de qualité en Amérique latine. Dans son discours, M. Baez a insisté sur l'importance de renforcer le processus de réorganisation du mouvement syndical en Amérique latine, dans le contexte du processus d'unification en cours au niveau mondial et dans d'autres régions.

Les participants à la conférence ont également débattu des conclusions de deux documents de recherche. Le premier document se penche sur la commercialisation des services publics dans le cadre de l'AGCS et d'autres accords commerciaux examinés par l'OMC. Le second document étudie les progrès dans la recherche effectuée sur la mise en œuvre de projets liés à l'éducation par la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement en Amérique latine depuis 1990.

Quatorze résolutions ont été adoptées par la Conférence régionale sur les questions de la participation des dirigeants de syndicats enseignants à la réforme de l'éducation ou de la solidarité avec les enseignants et la population d'Oaxaca, au Mexique.

Deux réunions du **Comité régional latino-américain** se sont tenues en 2007, toutes deux à Buenos Aires immédiatement avant et après la Conférence régionale. Le 3 mars 2007, le Comité a examiné les préparatifs de la Conférence, notamment l'adoption du rapport régional triennal et la nomination des comités de la conférence. Le 6 mars, le Comité nouvellement élu (voir composition ci-dessous) s'est rassemblé afin de discuter des procédures et de prendre des décisions en relation avec le programme d'activités régionales pour les quatre ans à venir.

COMPOSITION DU COMITE REGIONAL LATINO-AMERICAIN, 2007-2011, comme élu par la Conférence régionale de Buenos Aires en mars 2007.

Hugo YASKY

Argentine

CTERA

Président

Fátima DA SILVA

Brésil

CNTE

Vice-présidente
Sidney JUSTIANA

Curaçao
SITEK

Vice-président
Caridad MONTES

Pérou
SUTEP
Membre

Jesús RAMIREZ
Venezuela
FETRAE
Membre

Brígida RIVERA
Nicaragua
CGTEN-ANDEN
Membre

Witney CHAVEZ
Colombie
FECODE
Membre

Israel MONTANO
Salvador
ANDES 21 de Junio
Membre

Joviel ACEVEDO
Guatemala
STEG
Membre

Juçara DUTRA VIEIRA
Brésil
CNTE
Bureau exécutif de l'IE

Jorge PAVEZ URRUTIA
Chili
CPC
Bureau exécutif de l'IE

Maria Teresa CABRERA ULLOA
République Dominicaine
ADP
Bureau exécutif de l'IE

Jose Antonio ZEPEDA LÓPEZ
Nicaragua
CGTEN-ANDEN
Bureau exécutif de l'IE

Selon le règlement 17 pour l'Amérique latine, « les membres du Bureau exécutif de l'Internationale de l'Education pour la région Amérique latine seront membres du Comité régional de plein droit ».

Amérique du Nord et Caraïbes

La cinquième **Conférence régionale Amérique du Nord et Caraïbes** de l'IE s'est tenue à Ocho Rios, St Ann, en Jamaïque, Caraïbes, les 22 et 23 janvier, avec pour thème principal « l'accès à une éducation publique de qualité pour tous ». Organisée par l'Association des enseignants jamaïcains (JTA), la conférence a rassemblé plus de 100 représentants des 29 organisations membres de l'IE dans la région.

La conférence a été ouverte officiellement par Noel K. Monteith, le Ministre jamaïcain de l'Éducation et de la Jeunesse. Reg Weaver, Président de NEA/USA et Vice-président de l'IE, a prononcé l'allocution principale.

Réaffirmant qu'une éducation publique de qualité est un droit humain fondamental, les participants à la conférence ont adopté 14 recommandations concernant par exemple des programmes de tutorat pour les jeunes enseignants, l'engagement des syndicats enseignants dans les débats concernant les budgets nationaux pour l'éducation, le financement de la construction d'écoles et le maintien d'environnements scolaires sûrs et sains, la lutte des syndicats enseignants contre la corruption, etc.

L'Amérique du Nord et les Caraïbes représentent la seule région de l'IE qui ne possède pas de Comité régional.

Affiliation

L'Internationale de l'Éducation est composée d'organisations d'enseignants et de travailleurs de l'éducation et de la recherche. Au 31 décembre 2007, 394 organisations nationales de 171 pays et territoires étaient membres de l'IE. L'adhésion n'est pas ouverte aux particuliers ni aux organisations qui ne représentent pas majoritairement des enseignants et/ou des travailleurs de l'éducation dans leur pays.

Chaque année, l'IE reçoit entre 15 et 20 demandes d'affiliation. Chaque organisation candidate est invitée à remplir un formulaire de candidature et à envoyer une copie de ses statuts. La candidature est ensuite envoyée au Bureau exécutif, tandis que le Secrétariat consulte les membres existants dans le pays du candidat. Le Secrétariat examine également la conformité du candidat avec les critères d'affiliation, qui sont énoncés dans l'article 4 de la Constitution de l'IE.

Pour être apte à l'adhésion, une organisation candidate doit, entre autres :

- Être composée majoritairement d'enseignants et de travailleurs de l'éducation ;
- Posséder un caractère et un champ d'action nationaux et représenter les enseignants et/ou le personnel de l'éducation dans leur pays ;
- Adhérer aux objectifs et aux principes de l'Internationale de l'Éducation ;
- Pratiquer la démocratie interne dans la nomination de sa direction, dans la détermination de ses objectifs, politiques et activités, et dans la gestion et l'administration de toutes ses affaires ;
- Être autonome et échapper au contrôle de tout parti politique, gouvernement ou groupement idéologique ou religieux ;
- Ne pas être affiliée ou officiellement associée à une autre organisation syndicale enseignante internationale ;
- Ne pas faire partie d'une organisation déjà membre de l'IE ; et
- S'engager à remplir les obligations qui découlent de l'adhésion à l'IE.

Les organisations suivantes ont été admises en tant que membres en 2007 :

- SYNTER/**Burkina Faso** (*Syndicat National des Travailleurs de l'Education et de la Recherche*)
- SLET/**Tchad** (*Syndicat Libre des Enseignants du Tchad*)
- UNE/**Equateur** (*Union nationale des éducateurs*)
- AUSPS/**Fidji** (*Association du personnel de l'Université du Pacifique Sud*)
- FERC-CGT/**France** (*Fédération CGT de l'Education, de la Recherche et de la Culture*)
- NAGRAT/**Ghana** (*Association nationale des enseignants diplômés*)
- PRICPHMA/**Honduras** (*El Primer Colegio Profesional Hondureño de Maestros*)
- SNEF/**Mauritanie** (*Syndicat National des Enseignements du Fondamental*)
- SNEM/**Mauritanie** (*Syndicat National des Enseignements du Fondamental*)
- YTS/**Yémen** (*Yemen Teachers Syndicate*)

Veuillez consulter www.ei-ie.org/fr/membership/ pour une liste plus récente des membres de l'IE.

Adhérent(e)s par région – Situation au 31 décembre 2007

Region

Pays

Organisations

Adhérent(e)s

Afrique

51

116

2,495,169

Asie-Pacifique

36

76

10,402,037

Europe

45

139

10,966,886

Amérique latine

19

34

3,158,740

Amérique du Nord & Caraïbes

20

29

2,930,586

TOTAL

171

394

29,953,418

3. Secrétariat de l'IE

Les unités du Siège et les Bureaux régionaux ont pour objectif de proposer une méthode d'organisation du travail de l'IE afin de remplir les tâches du Secrétariat pour la mise en œuvre, de façon aussi efficace et efficiente que possible, des programmes et politiques de l'IE. Etant donné la disponibilité limitée des ressources humaines et financières, les unités du Siège et les Bureaux régionaux ne sont pas supposés créer des domaines de travail exclusifs. Les Unités, les Bureaux régionaux et les membres du personnel travaillent en collaboration afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles pour l'IE et d'établir les relations mutuelles les plus satisfaisantes et les plus fructueuses possibles.

L'équipe de direction de l'IE est composée de : Fred van Leeuwen, Secrétaire général ; Elie Jouen, Secrétaire général adjoint ; Jan Eastman, Secrétaire générale adjointe ; Gaston de la Haye, Secrétaire général adjoint ; Robert Harris, Consultant Senior auprès du Secrétaire général ; et Charlie Lennon, Coordinateur principal, Administration ; ainsi que trois Coordinateurs principaux régionaux : Assibi Napoe (Afrique), Aloysius Mathews (Asie-Pacifique) et Combertty Rodríguez García.

État du personnel au 1er janvier 2008

Clé : B - Coordinateur principal ; C1 - Coordinateur senior ; C2 – Coordinateur ; D1 - Assistant professionnel senior ; D2 – Assistant professionnel ; E – Assistant administratif ; F – Assistant technique/administratif ; -pt- Travaille à temps partiel

Unités du siège

Unité des services financiers (FIN) Lennon, Charlie

- S'occuper de la gestion financière et des affiliations
- Traiter tous les aspects financiers des questions relatives au personnel
- Aider à la préparation des budgets
- Contrôler et rendre compte sur les dépenses, de façon régulière, à la direction
- Etablir et mettre en œuvre les politiques et pratiques comptables de l'IE
- Conserver les états financiers de l'organisation
- Préparer les comptes pour les audits et assurer la liaison avec les vérificateurs
- Contrôler et prendre les dispositions pour des investissements adéquats
- Examiner et rendre compte des implications financières des politiques et activités de mise en œuvre
- Exécuter les activités de programme dévolues à l'Unité
- C1 Poste vacant
- D1 Odermatt, Olivier
- D2-pt Berghmans, Kristel
- D2 Jonckeer, Roger (CSEE)
- D2 Rivoson, Heri (temporaire)

Unité d'information et de communications (COM) Lennon, Charlie

- Produire toutes les publications papier et électroniques de l'IE, y compris Mondes de l'Education et le Rapport annuel
- Produire des supports d'information et de promotion, y compris les banderoles et les brochures, etc.
- Maintenir des contacts avec le personnel de communication des syndicats membres
- Préparer et publier les communiqués de presse
- Développer et maintenir des liens avec les médias internationaux
- Mettre en œuvre une stratégie visant à promouvoir de bonnes relations publiques
- Développer et tenir à jour le site Internet de l'IE en tant que principal outil de communication avec les organisations membres et le grand public
- Planifier et mettre en œuvre un processus continu de développement du contenu, de la présentation et de la capacité technique du Portail Web
- Développer et maintenir un soutien en ligne pour le travail des autres Unités
- Dispenser des formations à l'utilisation de technologies basées sur l'Internet
- Exécuter les activités dévolues à l'Unité par le Programme
- C1 Knickerbocker, Nancy
- C2 Tor, Harold
- D2-pt Destrée, Frédéric
- D2-pt Gorsse, Eva
- D2 Linsenmaier, Timo
- E Carroué, Claude

Unité des services généraux (GSU) Lennon, Charlie

- Apporter une aide administrative, technique et de secrétariat, notamment en ce qui concerne l'organisation des voyages, les services de traduction, les photocopies, l'envoi de courriers électroniques et de fax, etc. à toutes les Unités et au personnel
- Gérer et développer le réseau de communication des bases de données
- Aider au recrutement et à la formation du personnel
- Tenir à jour les fichiers du personnel
- Assurer les services de réception et de standard durant les heures normales de bureau
- Contrôler et distribuer toute la correspondance et tenir à jour un fichier des réponses à cette correspondance
- Conserver les archives de l'IE et développer et entretenir des banques de données
- Organiser et superviser le nettoyage et l'entretien des bureaux
- Aider à la planification et au développement des services du bureau
- Organiser et tenir à jour les services de stockage
- Exécuter les activités de programme dévolues à l'Unité
- C Smith, Duncan
- D1 Gwyn-Jones, Petra
- D2 Van Woensel, Raphael
- D1 Pijman, Edwin
- D2-pt Degbomont, Claire
- D2 Thomaere, Wim
- E Magermans, Jérémie
- E Kikangala, Serge
- E Green, Odette
- E Gutierrez, Jean Paul
- E SONDY, Elvis
- F-pt Decrick, Monique

Unité de la gouvernance (GOV) Lennon, Charlie

- Préparer les réunions de l'équipe de direction, du Bureau restreint, du Bureau exécutif et du Congrès mondial
- Surveiller les communications internes et la planification des activités
- Recueillir les rapports d'activités
- Prêter assistance au Président
- Assister le Comité d'experts sur l'Affiliation
- Transmettre un bulletin d'informations mensuel aux membres du Bureau exécutif
- Tenir à jour la section spéciale du site Internet exclusivement réservée à l'information des membres du Bureau exécutif
- Coordonner les activités de développement des politiques afin d'assurer la liaison avec les Bureaux régionaux pour les questions de gouvernance et les questions relatives aux affiliations
- Exécuter les activités de programme dévolues à l'Unité
- C1 Smith, Duncan
- D1 Gwyn-Jones, Petra

Unité des programmes d'assistance (ASP) Eastman, Jan

- Coordonner les programmes éducatifs et de développement professionnel des syndicats
- Rassembler des fonds budgétaires supplémentaires et développer et maintenir les contacts avec les organisations donatrices
- Assister les Bureaux régionaux dans l'organisation des programmes (sous-) régionaux de formation
- Gérer le fonds de solidarité de l'IE et tous les programmes budgétaires supplémentaires
- Coordonner les programmes de recrutement et de maintien des membres
- Exécuter les activités de programme dévolues à l'Unité
- C2 Richards, Nicolas
- D2 Rethorst, Juliane

Unité de la recherche (RES) Harris, Robert

- Coordonner et entreprendre des activités de recherche
- Aider à l'élaboration des politiques de l'IE dans les matières éducative, sociale et économique
- Développer les réseaux d'organisations membres et de spécialistes
- Exécuter les activités de programme dévolues à l'Unité
- C2 Catlaks, Guntars
- D2 Figazzolo, Laura

Unité des campagnes (CMP) Jouen, Elie

- Coordonner les informations, la formation et les activités de représentation sur des sujets choisis, à savoir l'Education pour tous, le Travail des enfants, la lutte contre le VIH/SIDA

- Contribuer à l'élaboration de la politique de l'IE sur ces sujets
- Rechercher des partenariats avec les organisations internationales adéquates
- Encourager et coordonner la participation des organisations membres aux campagnes
- Exécuter les activités de programme dévolues à l'Unité
- C1 Van der Schaaf, Wouter
- D1-pt Sanglan, Delphine
- D2 Sullivan, Laura
- D2 Montaldo, Donatella

Unité de l'éducation et de l'emploi (E&E) Jouen, Elie

- Elaborer et plaider pour la politique de l'IE
- Identifier les initiatives des organismes internationaux, à savoir l'UNESCO, la Banque Mondiale, l'OCDE, qui sont pertinentes pour l'IE et proposer des réponses à ces initiatives
- Coordonner toutes les activités sectorielles (Enseignement supérieur)
- Exécuter les activités de programme dévolues à l'Unité
- C1 Fouilhoux, Monique
- C2 Sinyolo, Dennis
- D2 Trauscht, Florence

Unité des droits humains et syndicaux et l'égalité (HRE) Eastman, Jan

- Elaborer et plaider pour la politique de l'IE
- Identifier les initiatives des organismes internationaux, à savoir l'OIT, l'UNESCO, les Nations unies, qui sont pertinentes pour l'IE et proposer des réponses à ces initiatives
- Identifier les violations des droits humains et syndicaux et entreprendre des actions en justice ou autres en faveur des organisations membres, notamment en portant plainte, en intervenant aux niveaux national et intergouvernemental, etc.
- Organiser des campagnes de solidarité
- Coordonner tous les programmes d'égalité entre les sexes et les programmes pour la promotion des droits des autochtones et des LGBT
- Exécuter les activités de programme dévolues à l'Unité
- C2-pt Sevilla, Rebeca
- C1 Marlet, Dominique
- C2 Berriel Pessi, Jefferson
- D2 Drews, Christina
- E Cogels, Alexandra

Europe Lennon, Charlie

L'Europe est définie comme une région de l'IE prise en charge par le Siège de l'IE. Les programmes et activités pour la Région sont définis par les Structures paneuropéennes, à savoir le Bureau, le Comité et la Conférence. Toutes les Unités et tous les membres du personnel peuvent, le cas échéant, contribuer à la mise en œuvre des programmes et des activités dans la région.

- C (poste vacant)

Gestionnaire de Projet (EPT/SIDA, QUAL ED) De la Haye, Gaston

Bureaux régionaux

Les tâches principales des Bureaux régionaux de Lomé, Kuala Lumpur, San Jose et Sainte Lucie sont les suivantes :

- Maintenir le contact avec les organisations membres de ces régions
- Surveiller et rendre compte des développements régionaux et des développements des syndicats et de l'éducation dans la région
- Organiser les conférences et les réunions du comité régional
- Coopérer avec les organes régionaux de la CSI, les SPI et autres organisations régionales
- Assurer la liaison avec les branches régionales des agences intergouvernementales
- Aider les organisations coopérantes et les organisations membres à développer des programmes d'aide
- Exécuter les éléments régionaux du Programme de Travail en coopération avec les départements du Siège social

Lomé Napoe, Assibi

- C Fatoma, Emmanuel
- C Etonu Eringu, Richard
- C Ngoua Ngou, Samuel

Kuala Lumpur Mathews, Aloysius

- C Singh, Shashi Bala
- C Pyakuryal, Sagar Nath
- C Dolot, Rey
- C Savitri, Chusnul
- C Singh, Govind (COPE)
- C Fernandez, Jerome (Projet tsunami)

San Jose Rodríguez García, Comberty

- C Bonilla Pacheco, Gabriela
- C Muñoz, Loreto

Sainte-Lucie

- C Albert, Virginia

Projets Spéciaux

- C Jerome Fernandez, Projet de reconstruction d'écoles après le tsunami
- C M. Galawala, Projet de reconstruction d'écoles après le tsunami

Consultants spéciaux

- David Robinson, AGCS
- Nina Gustavsson, Enseignement supérieur, Processus de Bologne & Enseignement professionnel
- Marta Scarpato, Droits humains et syndicaux et égalité

Glossaire

ACTRAV

Bureau des activités des travailleurs de l'OIT

ADEA

Association pour le développement de l'éducation en Afrique

AGCS

Accord général sur le commerce des services

AI

Amnesty International

ANSEA

Association des nations du Sud-Est asiatique

BFUG

Groupe de suivi de Bologne

BIAC

Comité consultatif économique et industriel (auprès de l'OCDE)

BIE

Bureau international de l'éducation

BM

Banque mondiale

BREDA

Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique

CEART

Comité conjoint de l'OIT-UNESCO d'experts sur l'application des

CEDAW

Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

CEDEAO

Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

CERI

Centre pour la Recherche et l'Innovation dans l'Enseignement (OCDE)

CES

Confédération européenne des syndicats

CGU

Conseil des syndicats mondiaux

CISA

Confédération Internationale Syndicale Arabe

CISL

Confédération internationale des syndicats libres

CISL-APRO

Organisation régionale de la CISL pour l'Asie et le Pacifique

CISL-ORIT

Organisation régionale interaméricaine des travailleurs

CME

Campagne mondiale pour l'éducation

CMT

Confédération mondiale du travail

CMT

Confédération mondiale du travail

COMEDAF

Sommet des ministres africains de l'Education

ComNet

Réseau de communication de l'IE

CONGO

Conférence des ONG (Conseil économique et social des Nations Unies)

COPE

Comité de l'éducation du Pacifique

CPAE

Centre PanAfricain des Enseignants

CSEE

Comité syndical européen pour l'éducation

CSF

Commission des Nations unies sur le statut de la femme

CSFEF

Comité Syndical Francophone de l'Education et de la Formation

CSME

Confédération syndicale mondiale de l'enseignement

CUT

Syndicat des enseignants des Caraïbes

CWTNP

Le Réseau des femmes enseignantes des Caraïbes
de l'enseignement de l'OCDE
des mines et des industries diverses
développement

DG

Conseil d'administration général

EDC

Centre de développement de l'éducation

EdStats

Base de données de statistiques
sur l'éducation de la banque mondiale éducatif

EIRAC

Comité régional de l'IE pour l'Afrique

ELSA

Comité de l'emploi, du travail
et des affaires sociales (OCDE)
en faveur de l'EPT

EPE

Education de la petite enfance

EPT

Education Pour Tous

EPZ

Zone franche

ESIB

Syndicat des étudiants d'Europe

EUMC

Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes

EURYDICE

Réseau d'information sur l'éducation en Europe

FAT

Fédération Arabe des Enseignants

FEM

Forum économique mondial

FES

Fondation Friedrich Ebert

FIJ

Fédération internationale des journalistes

FIOM

Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie

FITTHC

Fédération internationale travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir

FME

Forum mondial de l'éducation

FMI

Fonds monétaire international

FMN

Firme multinationale

FNV

Centrale syndicale des Pays-Bas

FSI

Fédération syndicale internationale

FSM

Forum social mondial

FTI

Fast Track Initiative: Procédure d'initiative accélérée de la Banque mondiale

G8

Groupe composé des huit pays les plus industrialisés

GCAP

Appel mondial contre la pauvreté

GHN (UNESCO)

Groupe de haut niveau

GIVE

Voix autochtone mondiale sur l'éducation

GLU

Université mondiale du Travail

GURN

Réseau de recherche des Syndicats mondiaux

GUTS

Global Unions Tsunami Solidarity

HCR

Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés

IAEA

Alliance Internationale des Arts et du divertissement

IATT

Equipe spéciale inter-agences

IBB

Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois

ICEM

Fédération internationale des syndicats de travail de la chimie, de l'énergie,

IE/E

Internationale de l'Education Europe

IEA

Association internationale pour l'évaluation de la réussite dans le milieu

IEAL

Internationale de l'Education Amérique latine

IEAP

Internationale de l'Education Asie-Pacifique

IFF

Facilité financière internationale

IIES

Institut international d'études spécialisé
dans le travail et le domaine sociale

ILGA

Association internationale des lesbiennes et des gays

INEE

Réseau inter-institutionnel pour l'éducation
dans les situations d'urgence

IPEC

Programme international de l'OIT
pour l'éradication du travail des enfants

ISP

Internationale des services publics

ITF

Fédération internationale des ouvriers du transport

JME

Journée mondiale des enseignants

MdE

Mondes de l'Education

MERCOSUR

Marché commun du Cône sud

NEPAD

Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique

NOVIB

Oxfam Pays-Bas, Organisation néerlandaise de coopération internationale au

NTIC

Nouvelles technologies d'information et de communication

NU

Nations Unies

OATTU

Organisation de l'unité syndicale africaine

OAU

Organisation de l'unité africaine

OCDE

Organisation de coopération
et de développement économiques

OCDE/INES

Organisation de coopération et
de développement économiques/ Indicateurs

ODA

Aide au développement à l'étranger

OECS

Organisation des Etats des Caraïbes

OIE

Organisation internationale des employeurs

OIT

Organisation internationale du travail

OMC

Organisation mondiale du commerce

OMD

Objectifs du millénaire pour le développement

OMS

Organisation mondiale de la santé

ONG

Organisation non-gouvernementale

ONUSIDA

Programme conjoint des Nations Unies sur le virus VIH/SIDA

PAS

programmes d'ajustement structurel

PFE

Promotion des femmes dans l'éducation

PIB

Produit intérieur brut

PISA

Programme international
d'évaluation des élèves de l'OCDE

PNB

Produit national brut

PNUD

Programme des Nations Unies pour le développement
recommandations concernant le personnel enseignant

ReFAN

Réseau des Femmes d'Afrique du Nord

ResNet

Réseau de recherche de l'IE

RET

Refugee Education Trust

RMS

Rapport Mondial de Suivi sur l'Education pour Tous

SAARC

Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale

SMA

Semaine mondiale d'action

SMSI

Sommet mondial sur la société de l'information

SRAS

Syndrome respiratoire aigu sévère

STF

Fédération des enseignants du SAARC

TILS

Task force des syndicats mondiaux (Global Unions) sur le commerce,

TUAC

Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (CSC)

TEIMS

Tendance de l'enquête internationale
sur les mathématiques et les sciences (TEIMS)

TI

Transparency International

TIC

Technologies de l'Information et de la communication

TURN

Réseau des droits syndicaux de l'IE/ISP

UE

Union européenne

UITA

Union internationale des travailleurs de l'alimentation,
de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac
et des branches connexes

HCR

Commission des droits de l'homme de l'ONU

UNESCO

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNI

Union Network International

UNICEF

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

UNIFEM

Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

VIH/SIDA

Virus de l'Immunodéficience humaine/
Syndrome d'Immuno-déficience Acquise

VSO

Voluntary Services Overseas

WNEA

Réseau des femmes d'Afrique de l'Est

WIPCE

Conférence mondiale des populations autochtones sur l'éducation